

SÉANCE

DE LA

COMMISSION MUNICIPALE

DU

2 Janvier 1907.

OBJET. – Lettre ministérielle relative à l'échange de terrains avec le Consulat de France. – Interpellation de Kamel Bey Teymur sur la corniche. – Interpellation de M. Salvago sur l'état des routes. – Exonération d'amende – Notification de saisies aux Consulats. – Demandes de location de terrains sur les quais. – Proposition d'exemption d'impôts. – Exonérations de la taxe sur les voitures et bestiaux. – Proposition de M. Salvago tendant à l'admission de la Presse aux séances.

Présents :

S. E. LE DR. SCHIESS PACHA, *Président* ;

MM. J. BARBAZA,

E. BENACHI,

L. ESCOFFIER,

P. FENDERL,

E. W. P. FOSTER,

KAMEL BEY TEYMUR,

H. P. KINGHAM,

KING LEWIS,

MANSOUR BEY YOUSSEF,

BARON A. DE MENASCE,

A. PADOA BEY,

AMB. A. RALLI,

D. RIETI,

O. ROTHACKER,

M. SALVAGO,

S. STROSS,

D. TAMBACOPOULO,

G. ZERVUDACHI, *Membres* ;

W. P. CHATAWAY, *Administrateur*,

I. SEDKY BEY, *Secrétaire Général*.

Se sont fait excuser ou étaient absents :

S. E. LE GOUVERNEUR D'ALEXANDRIE,
MM. L'INGÉNIEUR DU 3^{me} CERCLE D'IRRIGATION,
AHMED PACHA YEHIA,
AHMED BEY EYOUB,
ADDEL KADER BEY GHERIANI,
J. BORCHGREVINCK,
MOHAMED BEY MAHFOUZ,
SOLIMAN BEY ABANI,
DR. G. VALENSIN.

La séance est ouverte à 4 h. p.m.

En ouvrant la séance, S.E. le PRÉSIDENT adresse la bienvenue à M. King Lewis, nouveau Directeur général des Douanes : il est certain que la même sollicitude du bien public qui a guidé son prédécesseur dans ses rapports avec la Municipalité, l'inspirera également pour le plus grand bien de cette cité.

La Commission s'associe entièrement aux sentiments exprimés par le Président.

M. King Lewis remercie.

**Lettre ministérielle relative
à l'échange de terrains avec le Consulat de France.**

Communication est donnée d'une lettre de S. E. le Ministre de l'Intérieur du 30 décembre 1906 approuvant la décision prise par la Commission tendant à l'attribution au Consulat de France à Alexandrie d'une somme supplémentaire destinée à porter à L.E. 25.000 la dépense de construction du nouvel hôtel consulaire sur les quais.

Interpellation de Kamel Bey Teymour sur la corniche.

M. KAMEL BEY TEYMOUR interpelle l'administration au sujet de la question de la confection de la corniche. Quatre mois se sont, dit-il, écoulés depuis que la Commission a pris une décision définitive au sujet de cette route dont l'exécution est attendue avec impatience et cependant rien n'a été fait ; il demande que, par une confirmation de ses premières décisions, la Commission manifeste, encore une fois, en y insistant, son désir formel de voir réaliser ce projet auquel, du reste, des fonds spéciaux ont été déjà affectés.

L'ADMINISTRATEUR répond que l'absence en congé de l'Ingénieur en chef, suivie de la période de transition créée par le changement de direction du Service technique, ont été cause que l'exécution du projet, qui nécessite du reste, des études de détail, a été retardée. Maintenant que le nouvel Ingénieur en chef, arrivé aujourd'hui même, va prendre possession de ses fonctions, l'administration donnera tous ses soins à la réalisation du projet de la corniche.

Après un échange de vues, la Commission, en attendant l'aplanissement des difficultés provenant de l'incorporation à la corniche de certaines parties de propriétés privées, invite l'administration à commencer l'exécution du tronçon en continuation des quais sur les terrains appartenant à la Municipalité.

Interpellation de M. Salvago sur l'état des routes.

M. SALVAGO développe son interpellation relative à l'état des routes de la Ville. Il dit que l'entretien laisse souvent à désirer et qu'on ne songe à porter remède aux détériorations que l'usure des chaussées entraîne, que lorsqu'elles s'aggravent au point de constituer une sérieuse incommodité, au lieu de les maintenir en bon état d'entretien, au moyen d'une surveillance constante et méthodique. Il signale aussi le délabrement de certaines enceintes de propriétés privées, qui, par leur état de ruine, constituent pour les passants un véritable danger.

Mais l'abus le plus manifeste est celui commis par les occupants de la voie publique. Sans être partisan de mesures radicales de suppression, il trouve que la Municipalité devrait prendre les mesures les plus restrictives pour empêcher que certaines rues, déjà étroites ou sillonnées par les lignes de tramways, soient employées par les riverains pour l'exercice d'industries variées au grand détriment de la circulation publique.

Les mesures à prendre devraient s'inspirer de certaines règles qui détermineraient quelles sont les personnes qui peuvent occuper la voie publique et dans quelle mesure celle-ci peut être occupée. Il y a, en effet, à envisager des situations spéciales que recommande un intérêt en quelque sorte public, tel que par exemple les occupations à consentir aux cafetiers.

M. Salvago termine en disant qu'une réorganisation du service de la voie publique s'impose et que, pour établir une surveillance plus efficace et déterminer les responsabilités, il serait utile de désigner des inspecteurs divisionnaires, qui devraient chacun rendre compte du quartier qui serait confié à leur vigilance.

Divers conseillers prennent la parole sur cette question. Tout en partageant les appréciations de M. Salvago au sujet des routes, plusieurs considèrent que l'insuffisance des moyens financiers de la Municipalité est pour beaucoup dans l'état de choses dont on se plaint, l'extension de la Ville et des nouveaux travaux entrepris, ayant rendu le budget d'entretien, peu en rapport avec les besoins qui augmentent de jour en jour. En ce qui concerne l'occupation de la voie publique, les observations de M. Salvago sont unanimement approuvées, mais il a été remarqué que les mesures à prendre devraient se concilier avec les nécessités inhérentes tant au climat qu'à la configuration même des routes. Un remède tout indiqué serait l'ouverture de larges voies et l'élargissement de celles qui existent, permettant ainsi de donner plus d'espace et d'aération.

L'ADMINISTRATEUR dit qu'en ce qui concerne les enceintes délabrées, le Conseil du Tanzim ne manque pas, toutes les fois que leur état de ruine constitue un danger, de prescrire la démolition, mais il outrepasserait ses droits et risquerait de ne pas être suivi par l'autorité judiciaire si pareille mesure était prescrite sans qu'elle soit justifiée par un danger réel.

Pour les routes, l'Administrateur dit qu'il y a certainement beaucoup à faire, mais que les améliorations sont surtout subordonnées à la création de ressources nouvelles pouvant donner au budget ordinaire une élasticité qui lui manque. Il espère cependant que, par la mise en pratique du projet de réorganisation qu'il a soumis et qui concorde avec les vues de décentralisation exposées par M. Salvago, l'administration, malgré les ressources limitées dont elle dispose, arrivera à donner satisfaction au désir si légitime de la Commission.

Passant à la question de l'occupation de la voie publique, M. Chataway dit que beaucoup de progrès ont été réalisés jusqu'ici mais que la principale préoccupation de l'administration était de rechercher les moyens pouvant mieux armer la Municipalité contre les personnes occupant abusivement la voie publique. A la suite de démarches pressantes auprès du Ministère, des instructions viennent enfin d'être données à la police en vue d'agir sur la réquisition de la Municipalité contre tout contrevenant. Par la collaboration des deux administrations, il est à espérer que des améliorations très sensibles seront obtenues. Le service de l'occupation recevra, du reste, une nouvelle organisation dont le principal objet sera l'exercice d'une surveillance des plus rigoureuses.

Après un échange d'idées, la Commission décide d'inviter l'Administration à présenter dans les deux mois, après avoir demandé l'avis des chefs de service compétents, un rapport sur les mesures à prendre pour améliorer l'ensemble des services de la voirie et de l'occupation de la voie publique.

Exonération d'amende.

Sur avis favorable de la Délégation exprimé au procès-verbal du 4 décembre 1906, et vu les justifications présentées, la Commission décide d'exonérer M. Stienon de l'amende encourue par retard dans la livraison de pierres, et s'élevant à L.E. 35, 525 mill.

Notification de saisies aux Consuls.

Communication est donnée d'un avis du Comité du Contentieux de l'Etat, mentionné au procès-verbal de la Délégation du 18 décembre 1906, au sujet d'une question relative aux notifications à faire aux consuls en cas de saisie administrative, pratiquée dans les bureaux des sujets étrangers.

La Commission renvoie cette question au Comité du Contentieux municipal pour rapport.

Demandes de location de terrains sur les quais.

Vu le procès-verbal de la Délégation du 18 décembre 1906 et examinant les demandes présentées par divers pour la location de certains

terrains des quais, la Commission, après un échange d'idées, décide, sur la proposition de M. Escoffier, de porter à l'ordre du jour de la prochaine réunion de la Commission, la question de la location des terrains en vue de trancher définitivement le point de savoir si la Municipalité a intérêt ou non à adopter le système des locations.

Proposition d'exemption d'impôts.

Une proposition de M. Escoffier, tendant à accorder une remise de l'impôt foncier pendant cinq ans aux personnes qui construiront sur les quais dans les trois ans qui suivront l'adjudication, sera portée à l'ordre du jour de la prochaine séance de la Commission.

En attendant, les demandes présentées pour location, ne doivent pas faire obstacle aux ventes.

Exonérations de la taxe sur les voitures et bestiaux.

Les propositions du service des recettes, dont question au procès-verbal de la Délégation du 18 décembre 1906, relatives aux personnes exemptées de la taxe sur voitures et bestiaux pour motifs de service public ou autres, sont renvoyées pour examen aux Comités des Finances et du Contentieux.

Proposition de M. Salvago tendant à l'admission de la Presse aux séances.

M. SALVAGO développe sa proposition ; il dit que, par une première décision, prise le 7 novembre 1904, la Commission avait émis un avis défavorable à une motion tendant à l'admission des représentants de la presse aux séances de la Commission. Quels que puissent être les motifs qui ont guidé l'Assemblée dans cette première délibération, il n'en demeure pas moins certain que l'on commence à ressentir la nécessité de plus en plus urgente de permettre au public d'Alexandrie, de qui la Commission tient, en partie, son mandat, d'être renseigné d'une façon plus directe et aussi complète que possible, sur l'emploi que la Municipalité fait des ressources qu'il lui apporte. Le développement pris par la Ville et l'extension donnée à ses affaires légitiment le souci ressenti par le plus grand nombre de donner aux délibérations de la Commission, la plus grande publicité possible. M. Salvago estime cependant qu'avant de prendre une décision définitive, l'Assemblée devrait faire étudier par son Comité du Contentieux le point de vue légal que soulève la proposition et il demande qu'en attendant cette étude, la Commission manifeste par un vote de principe qu'elle est en faveur de la motion présentée.

M. RALLI dit que ses idées sur la question de l'admission de la presse aux séances se sont modifiées depuis le premier vote de l'Assemblée. Il croit de moins en moins que l'assistance des représentants de la presse sera une cause de longueur dans les discours ; il suffit de rappeler à cet égard que le

cadre des journaux locaux permettrait difficilement de consacrer une place suffisante aux déclarations individuelles des membres. M. Ralli craint cependant que les dispositions du décret organique qui interdisent l'assistance du public aux séances, rapprochées du texte du règlement intérieur qui prescrit de donner à la presse les résumés des délibérations, ne soient un obstacle légal à la réalisation du projet. Il demande s'il ne conviendrait pas d'interpeller le Gouvernement à ce sujet.

M. ROTHACKER dit que la majorité de la Commission avait été impressionnée par la crainte de la longueur des débats, mais il estime quant à lui que la présence des représentants de la presse sera un élément de calme et de mesure. Comme M. Salvago, il pense que le moment est venu de permettre au public, par le moyen de la presse, de collaborer en quelque sorte à l'œuvre municipale soit par ses critiques, soit par ses conseils. L'intérêt que prend le public à nos délibérations, intérêt qui est presque inassouvi, justifie à lui seul la mesure proposée. Quant à l'objection légale, M. Rothacker ne pense pas qu'elle soit fondée ; le caractère privé des séances de la Commission ne saurait être altéré par l'admission, sur invitation spéciale, d'une certaine catégorie de personnes. Le Comité du Contentieux pourrait, du reste, étudier la question et faire rapport.

M. RIETI partage les idées de MM. Salvago et Rothacker. Il ajoute qu'on ne saurait, surtout dans une question de cette nature, faire abstraction de l'opinion publique. Celle-ci commence à s'intéresser aux affaires municipales et n'a pour se renseigner que des comptes-rendus résumés que, d'instinct, elle croit incomplets ou comportant des réticences. La mesure proposée par M. Salvago permet de mettre un terme à cette situation, en même temps qu'elle met les électeurs en mesure de puiser aux sources les plus variées, les renseignements et les éclaircissements qu'ils sont en droit d'exiger sur les travaux entrepris par leurs mandataires. La Commission ne sera plus accusée d'être un cercle fermé, inabordable à tout profane. M. Rieti, en émettant un avis favorable à la proposition, demande, enfin, son renvoi au Comité du Contentieux pour l'étude au point de vue légal.

Quant à attendre l'avis du Gouvernement, il y aurait crainte que comme d'ordinaire la réponse ne tarde à venir. Du reste, le Gouvernement a la ressource de ne pas approuver la décision à prendre si elle ne lui paraît pas acceptable.

M. FENDERL dit que les arguments qui viennent d'être donnés ne l'ont pas convaincu. Il craint que la tolérance accordée n'engendre des abus et que l'affluence des représentants de la presse ne soit une cause de perturbation. Alors que l'utilité même de l'admission de ses représentants est des plus discutables, il se peut que par contre, nos discussions soient dénaturées ou troublées par les commentaires plus ou moins fondés que l'esprit de parti ne manquera pas de susciter. M. Fenderl ajoute que très souvent les délibérations de la Commission touchent à des points qu'il est

dangereux de livrer à la publicité ; la Commission ne manque pas, chaque fois que tel est le cas, de recommander que le procès-verbal ne mentionne pas les délibérations de cette nature. Or, comment concilier cette situation, qui se présente fréquemment, avec l'admission en séance de personnes étrangères dont le rôle est précisément celui d'informateurs ? M. Fenderl dit enfin que le texte aussi bien que l'esprit des règlements s'opposent à la mesure proposée. Il est d'avis, avant qu'une décision soit prise, de sonder le Gouvernement au sujet de la légalité et de l'opportunité de cette mesure.

PADOA BEY dit qu'il serait irrégulier de demander l'avis préalable du Gouvernement, puisque la décision à prendre doit forcément lui être soumise. Ce serait le renversement des règles établies. A ceux qui craignent que la presse ne dénature nos discussions, il est facile de répondre que l'inconvénient est moins grand que celui qui résulte souvent aujourd'hui d'informations erronées ; le compte rendu officiel sera, du reste, toujours là pour fixer le sens exact des débats de la Commission. En ce qui concerne le point de vue légal, le Comité du Contentieux y portera toute son attention, si la question lui est renvoyée. Padoa Bey estime, quant à lui, que l'art. 24 ne saurait être un obstacle, car le mot « public » s'applique à l'universalité des citoyens, et que tel n'est point le sens de la proposition qui est faite. Quant au règlement intérieur, il ne contient aucune disposition formellement restrictive. On rencontre une situation analogue dans les audiences de huis-clos des tribunaux où, malgré l'interdiction d'admission s'appliquant au public, le Président a faculté d'admettre certaines personnes.

MANSOUR BEY YOUSSEF est contraire à la proposition. A un point de vue légal, il est évident, dit-il, que le texte de l'art. 24 s'oppose à l'admission de la presse, car les représentants de la presse font incontestablement partie du public, lequel n'a pas accès dans nos séances. L'esprit de cet article se manifeste clairement dans une disposition du règlement intérieur qui prescrit de communiquer à la presse des résumés de nos délibérations. Or, on ne conçoit pas comment des communications pourraient être faites à des personnes présentes. A un autre point de vue il est à craindre que, prenant parti dans nos discussions, la presse ne gêne la marche des travaux de la Commission.

Vote de la Commission.

L'Assemblée, moins trois voix, est en principe favorable à la proposition de M. Salvago, et décide de renvoyer la question au Comité du Contentieux pour être étudiée au point de vue légal.

La séance est levée à 7 h. 1/2 p.m.

Le Secrétaire Général,

I. SEDKY

Le Président,

SCHIESS

SÉANCE

DE LA

COMMISSION MUNICIPALE

DU

30 JANVIER 1907.

OBJET : Procès-verbaux. – Communications diverses. – Vente des terrains des quais. – Rapport préliminaire sur les comptes de 1906. – Arrêté relatif à la fermeture des abreuvoirs publics. – Question relative aux terrains revendus par l'Etat sur les quais. – Ouverture de crédits. – Questions ajournées.

Présents :

S. E. LE DR. SCHIESS PACHA, *Président*;
MM. AHMED PACHA YEHIA,
AHMED BEY EYOUB,
J. BARBAZA,
E. BENACHI,
L. ESCOFFIER,
P. FENDERL,
E. W. P. FOSTER,
H. P. KINGHAM,
MANSOUR BEY YOUSSEF,
BARON A. DE MENASCE,
MOHAMED BEY MAHFOUZ,
A. PADOA BEY,
AMB. A. RALLI,
D. RIETI,
O. ROTHACKER,
M. SALVAGO,
E. STROSS,
SOLIMAN BEY ABANI,
D. TAMBACOPOULO,
DR. G. VALENSIN,
G. ZERVUDACHI, *Membres*;
W. P. CHATAWAY, *Administrateur*,
I. SEDKY BEY, *Secrétaire Général*.

Se sont fait excuser :

S.E. le GOUVERNEUR,
MM. L'INSPECTEUR DU 3^me CERCLE,
ABDEL KADER BEY GHERIANI.
J. BORCHGREVINCK,
KING LEWIS,
KAMEL BEY TEYMOUR.

La séance est ouverte à 4 h. p.m.

Procès-verbaux.

Les procès-verbaux de la Commission des 5 et 19 décembre 1906 sont adoptés.

Mention est faite de l'envoi à tous les membres des procès-verbaux de la Délégation des 24, 27 novembre, 3, 4, 15, 18 décembre 1906 et 9 janvier 1907.

M. DE MENASCE fait remarquer que le compte rendu, communiqué au Ministère, des deux dernières séances, pas plus que celui de la presse ne contient pas ses observations ni sa protestation au sujet du chapitre du budget relatif aux allocations, de telle sorte que le Ministère en approuvant le budget, n'a pu en prendre connaissance et ne les saura que lors de l'envoi du procès-verbal définitif à un moment où il serait trop tard pour revenir sur une approbation déjà donnée.

Il demande qu'à l'avenir le Ministère soit mis en mesure de connaître en temps utile, les objections que des membres peuvent avoir sur certaines décisions.

Il en est pris note.

Communications diverses.

Communication est donnée des lettres suivantes du Ministère de l'Intérieur :

- 1° Une lettre du 5 janvier 1907 approuvant le budget arrêté par la Commission dans sa séance du 26 décembre 1906. (Délégation 12 janvier 1907).
- 2° Une lettre du 7 janvier 1907 approuvant les divers virements de crédits pour régularisation de comptes de fin d'année, votés par la Commission dans sa séance du 26 décembre 1906. (Délégation 12 janvier 1907).
- 3° Une lettre du 7 janvier 1907, approuvant les divers crédits votés par la Commission à la même séance. (Délégation 12 janvier 1907).

Vente des terrains des quais.

La Commission prend également connaissance d'une lettre du 22 janvier 1907 du Ministère de l'Intérieur informant, en réponse à l'avis de vente des terrains des quais qui lui a été communiqué, que le Ministère des Finances n'a pas d'objection à ce qu'il soit procédé à la vente des lots N° X, XXIII, III, XV ainsi que des parties N° 1, 2, 3 du lot N° XXI, N° 2 du lot N° XXV et N° 1, 2 du lot N° XXXIV.

Quant aux parties N° 4, 5, 6 du lot N° XXI; 1, 3, 4 du lot N° XXV; et 3, 4 du lot N° XXXIV, le Ministère des Finances dit qu'elles appartiennent, tout au moins en partie, au Gouvernement, et qu'il juge en conséquence utile de les exclure de l'avis de publication de mise en vente. (Voir Délégation 29 janvier 1907).

Après un échange d'idées, considérant que la ligne de démarcation établie d'accord avec le représentant du Gouvernement et séparant les terrains conquis sur la mer de ceux formant l'ancien rivage, indique bien, ainsi qu'il résulte d'autre part des explications fournies par l'Administrateur et le Président du Comité des Travaux Publics, que les terrains contestés sont de ceux conquis sur la mer, la Commission, sur la proposition de M. Foster, amendée par Padoa Bey, décide de donner suite à la vente des lots en question, sauf règlement éventuel du prix.

Rapport préliminaire sur les comptes de 1906.

La Commission prend connaissance du rapport préliminaire sur les comptes de l'année 1906 et adopte l'état des crédits reportés en 1907 pour des dépenses engagées et non réglées en 1906, tels qu'il figurent en annexe.

Arrêté relatif à la fermeture des abreuvoirs publics.

L'Assemblée approuve, vu la recrudescence de l'épidémie de la morve, un arrêté, ci-annexé, tendant à la fermeture, jusqu'à nouvel ordre, de tous les abreuvoirs publics dans la ville d'Alexandrie et sa banlieue.

A cette occasion, et sur l'observation de M. Benachi, il est décidé d'écrire à la police d'empêcher les cultivateurs qui importent le bersim en ville, de l'asperger avec de l'eau des mares stagnantes, cette opération étant une des causes principales de contamination.

Question relative aux terrains revendiqués par l'Etat sur les quais.

La Commission aborde la question des terrains revendiqués par l'Etat près de la gare de Ramleh, à laquelle se lie une proposition du Comité des Travaux publics relative à la mise en location d'une superficie équivalente au double de ces terrains dont l'Etat ferait l'abandon, proposition reproduite au procès-verbal de la Délégation du 29 janvier 1907.

Après discussion, et sur la proposition de Yehia Pacha, la Commission décide de renvoyer au Comité du Contentieux l'examen de la question des

droits que peut avoir la Municipalité sur les terrains revendiqués, et au Comité du Contentieux celui de la question de la location des terrains pour de longues durées.

Ouverture de crédits.

La Commission, sur la proposition de la Délégation, décide l'ouverture des crédits suivants :

1° L.E. 60, à prélever sur le budget extraordinaire pour la publication du nouveau guide du Musée. (Délégation du 9 janvier 1907).

2° L.E. 560, à prélever sur le budget extraordinaire, pour l'installation de bouches à incendie, sauf examen par le Comité du Contentieux sur le point de savoir si cette dépense ne devrait pas incomber à la Compagnie des Eaux. (Délégation du 12 janvier 1907).

3° L.E. 300, à prélever sur le budget ordinaire, pour l'organisation de concerts publics par la musique de la police. (Délégation du 15 janvier 1907).

4° L.E. 1.640, à prélever sur le budget extraordinaire, pour le redressement et la canalisation de la rue Imam Aly. (Délégation du 15 janvier 1907).

5° L.E. 450, pour la construction de deux salles au Musée, à prélever sur le budget extraordinaire. (Délégation du 29 janvier 1907).

6° L.E. 500, pour le Musée, dont L.E. 400 pour fouilles et L.E. 100 pour peinture des salles, à prélever sur le budget extraordinaire. (Délégation du 29 janvier 1907).

7° L.E. 300 pour la vaccination, à prélever sur la réserve du budget ordinaire. (Délégation du 29 janvier 1907).

8° L.E. 260, à prélever sur le budget extraordinaire, pour la peinture de la grille et la réparation des canaux d'irrigation et du mur de soubassement du grand jardin Nouzha. (Délégation du 29 janvier 1907).

Questions ajournées.

La Commission ajourne l'examen de la demande de crédit pour la construction d'une galerie pour le legs Friedheim, en vue de pouvoir étudier cette question en même temps que celle de la construction d'un nouveau palais municipal.

La séance est levée à 7 h. 1/2 p.m.

Le Secrétaire Général,
I. SEDKY.

Le Président,
SCHIESS.

1^{ère} ANNEXE

AU PROCÈS-VERBAL DE LA COMMISSION DU 30 JANVIER 1907.

Rapport préliminaire de l'Administrateur sur les comptes de l'Exercice 1906.

MONSIEUR LE CONSEILLER,

J'ai l'honneur de vous soumettre le compte définitif de l'exercice 1906, dans ses grandes lignes, me réservant de vous remettre dans le plus bref délai possible le développement de ces comptes avec les remarques qu'ils suggèrent.

BUDGET ORDINAIRE

Recettes :

Les prévisions budgétaires étaient de.....	L.E.	195.000	
Les recettes réalisées ont atteint.....	»	225.925	
Accusant une plus-value de.....	L.E.	30.925	

Dépenses :

Les prévisions budgétaires étaient de	L.E.	195.000	
Les dépenses effectuées se sont élevées à.....	»	184.814	
Laissant un solde de.....	L.E.	10.186	L.E. 10.186
RELICAT DU BUDGET ORDINAIRE.....	L.E.	41.114	

BUDGET EXTRAORDINAIRE

Recettes :

Le reliquat de l'exercice 1905 était de	L.E.	79.748	
Les réalisations des recettes en 1906 ont atteint.....	»	70.797	
Dont L.E. 40.470 provenant de la vente des terrains du Quai.	TOTAL...	L.E. 150.545	

Dépenses :

Les dépenses effectuées se sont élevées à.....	L.E.	64.299	
Laissant un solde de.....	L.E.	86.246	L.E. 86.246
TOTAL DU RELICAT GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 1906...	L.E.	127.357	
Sur ce montant, intégralement transféré aux Recettes du Budget Extraordinaire de l'exercice 1907 conformément au règlement intérieur du 12 juin 1905, il y a lieu de prélever les crédits reportés en 1907 pour dépenses engagées et non réglées en 1906 dont le montant s'élève à.....		L.E. 86.968	
conformément à l'état ci-annexé, laissant un solde disponible de..	L.E.	40.389	

Emprunt Municipal.

Les dépenses effectuées et prélevées sur l'Emprunt en 1906 s'élèvent à L.E. 20.280 et le solde reporté en 1907 est de L.E. 4.600 totalement engagé.

Alexandrie, le 21 janvier 1907.

L'Administrateur,
(Signé) W. P. CHATAWAY.

ANNEXE
au Rapport de l'Administrateur sur les Comptes de 1906.

Etat des crédits reportés en 1907 pour dépenses engagées et non réglées en 1906.

	TOTAL	
	L. E.	L. E.
Réfection et réparations d'égouts :		
Solde du crédit ouvert par la Commission Municipale du 26 décembre 1905		252
Construction et réparation des trottoirs :		
Solde engagé sur le crédit ouvert par la Commission Municipale du 27 décembre 1905.....		110
Fouilles et restauration des monuments :		
Solde des crédits ouverts par la Commission Municipale, le 27 décembre 1905, le 3 octobre et 26 décembre 1906,	32	
Solde du crédit ouvert par la Commission Municipale, le 20 juin 1906	21	53
Fourniture de mètres 15.000 de caillasse d'Abou-Zâabal, 4^{me} et 5^{me} année :		
Soldes des crédits ouverts par la Commission Municipale le 27 décembre 1905 et 24 janvier 1906		8.100
Confection de nouvelles routes :		
Soldes des crédits ouverts par la Commission Municipale le 24 janvier, le 10 février, le 21 mars, le 18 avril, le 20 juin, le 7 novembre et le 26 décembre 1906	12.184	
Achat de dalles :		
Solde du crédit ouvert par la Commission Municipale du 27 décembre 1905	1.582	13.766
Dallage de vieilles ruelles :		
Solde du crédit ouvert par la Commission Municipale du 24 janvier 1906		516
Impression en français du recueil des lois et règlements intéressant la Municipalité :		
Crédit ouvert par la Commission Municipale du 24 janvier 1906		100
Déblaiement des collines Sidi-El-Chatby :		
Crédit ouvert par la Commission Municipale du 24 janvier 1906		1.000
Installation d'une canalisation d'eau filtrée à Ramleh :		
Solde du crédit ouvert par la Commission Municipale du 24 janvier 1906		1.671
Aménagement du Square de la Colonne de Pompée :		
Solde du crédit ouvert par la Commission Municipale du 24 janvier 1906.....		275
Parcs à créer sur l'emplacement des fortifications Nord :		
Soldes des crédits ouverts par la Commission Municipale, le 24 janvier, le 28 septembre et 26 décembre 1906		6.693
<i>A reporter.....</i>		32.536

	L. E.
<i>Report</i>	32.536
Réparation des bâtiments de l'Abattoir :	
Solde du crédit ouvert par la Commission Municipale du 24 janvier 1906	7
Achat de 2 chariots pour le Service de la Morve et Rage :	
Solde du crédit ouvert par la Commission Municipale du 24 janvier 1906	36
Achat de cordes bouées et ceintures de sauvetage :	
Solde du crédit ouvert par la Commission Municipale du 24 janvier 1906	4
Transformation en parc du grand jardin Nouzha :	
Solde du crédit ouvert par la Commission Municipale du 18 avril 1906	614
Construction d'une station pour la Morve et Rage :	
Solde du crédit ouvert par la Commission Municipale du 18 avril 1906	3.638
Réparation routes du Quai :	
Solde du crédit ouvert par la Commission Municipale du 23 mai 1906	64
Création d'un poste de Pompiers à l'Ibrahimieh :	
Crédit ouvert par la Commission Municipale du 6 juin 1906	100
Agrandissement du Palais Municipal :	
Solde du crédit ouvert par la Commission Municipale du 20 juin 1906	1.510
Construction de salles et toiture à l'Abattoir :	
Crédits ouverts par la Commission Municipale le 20 juin et 3 novembre 1906	1.587
Expropriations :	
Solde du crédit ouvert par la Commission Municipale du 1 ^{er} août 1906	3.166
Installation de grillages en fer autour des nouveaux Squares :	
Solde du crédit ouvert par la Commission Municipale du 1 ^{er} août 1906	90
Travaux pour l'écoulement des eaux pluviales :	
Solde des crédits ouverts par la Commission Municipale du 3 octobre 1906	314
Achat d'un rouleau compresseur :	
Crédit ouvert par la Commission Municipale du 3 octobre 1906	623
Achat de divers articles et d'une presse hydraulique pour l'Abattoir :	
Solde du crédit ouvert par la Commission Municipale du 7 Novembre 1906	203
Confection de chars et achat de mulets pour le transport des matériaux :	
Solde du crédit ouvert par la Commission Municipale du 7 Novembre 1906	541
Aménagement de la nouvelle aile du bureau des Recettes :	
Solde du crédit ouvert par la Commission Municipale du 28 Novembre 1906	264
<i>A reporter</i>	45.297

	L.E.	L.E.
<i>Report.....</i>		45.297
Construction d'un égout à fond perdu à Sidi-Gaber :		
Crédit ouvert par la Commission Municipale du 28 novembre 1906 ..		120
Relevé du plan des routes de Ramleh :		
Crédit ouvert par la Commission Municipale du 26 décembre 1906...		96
Allocations à divers employés à l'occasion de la cessation de leurs fonctions :		
Crédit-ouvert par la Commission Municipale du 26 décembre 1906...		1.480
Nouvelles canalisations :		
Crédit ouvert par la Commission Municipale du 26 décembre 1906...		840
TOTAL.....		<u>47.833</u>
 Solde du produit de la vente des terrains du Quai engagé en 1906 par la Commission Municipale pour les travaux ci-après désignés		<u>39.135</u>
		<u>86.968</u>
 Construction d'un tronçon du collecteur Ibrahim depuis le Palais de cristal jusqu'à la rue Nubar :		
Solde du crédit ouvert par la Commission Municipale le 23 mai 1906 .	115	
 Construction de la rue de la Corniche du Port-Est jusqu'à Mustafa :		
Crédit ouvert par la Commission Municipale du 23 mai 1906	17.000	
 Construction et réparation de trois ponts sur le Canal Mahmoudieh :		
Crédit ouvert par la Commission Municipale du 7 novembre 1906....	12.500	
 Construction d'un Hôtel Consulaire de France :		
Crédit ouvert par la Commission Municipale du 19 décembre 1906...	25.000	

2^{ème} ANNEXE

AU PROCÈS-VERBAL DE LA COMMISSION MUNICIPALE DU 30 JANVIER 1907.

MUNICIPALITÉ D'ALEXANDRIE.

Arrêté tendant à la fermeture des abreuvoirs publics.

LE PRÉSIDENT DE LA COMMISSION MUNICIPALE,

Vu le Règlement de police sanitaire-vétérinaire du 1^{er} février 1883 ;

Vu la recrudescence de l'épidémie de morve parmi les solipèdes de la ville d'Alexandrie ;

Vu la délibération prise par la Commission municipale dans sa séance du 30 janvier 1907 ;

ARRÊTE :

1^o Seront fermés jusqu'à nouvel ordre, tous les abreuvoirs publics de la ville d'Alexandrie et sa banlieue.

2^o Le présent arrêté entrera en vigueur immédiatement après sa promulgation dans les *Journaux Officiels*.

Alexandrie, le..... 1907.

N.B. Le présent arrêté a été signé le 7 février par S.E. le Sous-Gouverneur, Hafez Bey, et publié au *Journal Officiel* du 9 février 1907.

SÉANCE

DE LA

COMMISSION MUNICIPALE

DU

6 Février 1907.

OBJET. – Lettre ministérielle concernant les maisons à bon marché. – Demande de crédits. – Terrain pour le poste de pompiers à Ramleh. – Excédents et emprises. – Construction d'une galerie pour le legs Friedheim et question du nouveau palais municipal. – Exemption d'impôts sur les constructions élevées sur les quais.

Présents :

S. E. LE DR. SCHIESS PACHA, *Président* ;

AHMED PACHA YEHLA,

MM. AHMED BEY EYOUB,

ABDEL KADER BEY GHIERIANI,

J. BARBAZA,

E. BENACHI,

L. ESCOFFIER,

P. FENDERL,

E. W. P. FOSTER,

KAMEL BEY TEYMUR,

H. P. KINGHAM,

MANSOUR BEY YOUSSEF,

BARON A. DE MENASCE,

A. PADOA BEY,

AMB. A. RALLI,

D. RIETI,

M. SALVAGO,

E. STROSS,

SOLIMAN BEY ABANI,

D^r G. VALENSIN,

G. ZERVUDACHI, *Membres* ;

W. P. CHATAWAY, *Administrateur*,

I. SEDKY BEY, *Secrétaire Général*.

Se sont fait excuser :

S. E. LE GOUVERNEUR D'ALEXANDRIE,
MM. L'INGÉNIEUR DU 3^{me} CERCLE D'IRRIGATION,
J. BORCHGREVINCK,
KING LEWIS,
MOHAMED BEY MAHFOUZ,
O. ROTHACKER,
D. TAMBACOPOULO.

La séance est ouverte à 4 h. p.m.

Lettre ministérielle concernant les maisons à bon marché.

Communication est donnée d'une lettre du 30 janvier 1907 de S.E. le Ministre de l'Intérieur informant que le Ministère des Finances, à qui il avait transmis les lettres de la Municipalité relatives à la double question des maisons à bon marché et des maisons ouvrières, lui a répondu qu'il regrette de ne pouvoir disposer des terrains sis à Zahrieh, demandés dans un de ces deux buts ; quant à ceux de Moharrem Bey dont le prix s'élève à L.E. 10.927, 595 mill., ce Ministère est prêt à les céder à la Municipalité contre paiement de L.E. 5.463, 798 mill., représentant la moitié du prix d'estimation, à condition toutefois que la Municipalité affecte ces terrains à la construction des maisons économiques et qu'elle prenne, à cet effet, toutes mesures qu'elle jugera utiles.

Après un échange d'idées, la Commission accepte l'offre du Gouvernement, en vue de pouvoir affecter sans retard le terrain au but proposé, mais elle s'en rapporte à la bienveillance de l'Etat soit pour obtenir une diminution du prix du terrain, soit pour consentir à le louer pour cent ans, plutôt qu'à le vendre.

Demande de crédits

Sur la demande de la Délégation du 5 février 1907, la Commission décide de prélever un premier crédit de L.E. 10.000, sur le produit de la vente des terrains, pour la poursuite des travaux d'expropriations, sauf à ouvrir de nouveaux crédits au fur et à mesure de l'épuisement de ceux déjà engagés.

Terrain pour le poste de pompiers à Ramleh.

La Commission renvoie à un Comité spécial composé de MM. Yehia Pacha, Barbaza, Fenderl et de Menasce, l'examen de la question de l'acquisition d'un terrain pour y établir un poste de pompiers à Ramleh dont question au procès-verbal de la Délégation du 9 janvier 1907.

Excédents et emprises.

La Commission approuve le règlement des excédents et emprises évalués par le Conseil d'estimation les 20 décembre 1906 et 5 janvier 1907, au sujet desquels la Délégation a émis un avis favorable dans ses séances des 12 et 15 janvier 1907.

Elle approuve également les évaluations des parcelles des quais mises en vente pour les 11 et 21 février 1907, figurant aux procès-verbaux de la Délégation des 12 et 22 janvier 1907.

**Construction d'une galerie
pour le legs Friedheim et question du nouveau palais municipal.**

L'ordre du jour appelle la question de la construction d'une galerie pour le legs Friedheim, laquelle a été remise, à la dernière séance, pour être examinée en même temps que celle de la construction d'un nouveau palais municipal.

S.E. Schiess Pacha désirant prendre part à la discussion, cède la présidence à S.E. Yehia Pacha, doyen d'âge.

S.E. SCHIESS PACHA appuie la demande de crédit présentée par la Délégation. Il dit que les tableaux légués par feu M. Friedheim, ne sont pas à leur place dans la salle de la Commission et dans les pièces adjacentes. En plus de ce que, dans ces pièces, le jour n'est pas assez suffisant pour que les tableaux soient vus et appréciés, il y a lieu d'observer que le public n'y a pas facilement accès, ce qui certainement n'était pas dans les intentions du testateur. La Ville est du reste engagée, par l'acceptation du legs, à mettre ces tableaux dans un emplacement approprié et le Consul d'Allemagne qui, en qualité d'exécuteur testamentaire, avait toléré à titre provisoire la pose des tableaux là où ils sont actuellement, n'a pas manqué de rappeler dernièrement à la Municipalité les obligations qu'elle a assumées.

Quant à attendre la construction d'un nouveau palais municipal, pour aménager une galerie de tableaux, on ne saurait s'y arrêter, car pareil projet exige pour sa réalisation quatre ou cinq années et il n'est pas possible de retarder, pendant une telle durée, l'exécution des engagements pris. Du reste, ajoute Schiess Pacha, l'aile projetée pour la galerie ne sera pas perdue pour cela, puisque, adjacente au Musée, elle pourra servir aux extensions futures de cet établissement.

SOLIMAN BEY ABANI dit qu'il n'est pas opposé au projet de construction d'une galerie pour les tableaux du legs Friedheim, mais, comme en même temps que la demande du crédit relative à cette construction, l'Administration avait demandé à la Délégation un autre crédit de L.E. 4.000 environ pour l'agrandissement de l'hôtel municipal actuel, Abani Bey avait demandé que, avant toute décision sur l'engagement des crédits destinés à des travaux à entreprendre dans les locaux actuels, la Commission fût appelée à trancher par un vote définitif le point de savoir si un nouveau palais municipal devait être construit ou non.

Abani Bey rappelle que le local actuel est impropre à tous les points de vue. En premier lieu, il ne constitue pas une propriété réelle de la Ville; la Municipalité n'y est installée qu'à titre précaire; son éloignement du centre de la Ville impose au public nombreux, qui a affaire avec la Munici-

palité, un sacrifice de temps et d'argent. Il n'est pas juste, dit-il, que les gens, pour la plupart peu fortunés, qui habitent des quartiers éloignés, soient tenus de se rendre à un hôtel de Ville dont l'éloignement est tel. Dans toutes les villes, du reste, c'est le point le plus central de la cité qui est choisi pour l'érection des municipalités. Pourquoi n'en serait-il pas de même à Alexandrie où les terrains du quai offrent, à cet égard, les meilleurs emplacements et les plus appropriés pour construire un monument digne de la Ville ?

Le local actuel, ajoute Abani Bey, ne répond nullement à sa destination. Chaque année, il faut de 2 à 3.000 L.E. pour construire de nouvelles ailes destinées au développement des services. La dernière aile n'est pas encore achevée qu'une nouvelle proposition de construction surgit, alors que l'on nous avait assuré que l'aile nouvelle suppléait à tous les besoins. Cette situation indique que les locaux actuels ne sont pas appropriés et que, plutôt que de chercher à les adapter tant bien que mal à leur destination, il conviendrait de construire un nouveau palais municipal.

Abani Bey demande que ce projet de construction soit renvoyé à l'étude du Comité des Travaux Publics.

M. SALVAGO se rallie, en ce qui concerne la galerie Friedheim, aux déclarations de S. E. Schiess Pacha. Il n'a pas, d'autre part, d'objection à ce que le projet de construction d'un nouveau palais municipal soit mis à l'étude.

M. ESCOFFIER dit que la question de la construction d'un palais municipal n'est pas nouvelle : à plusieurs reprises, elle avait été abordée et il semble même que la Commission avait décidé de réserver un terrain sur les quais dans le but d'y construire un hôtel de Ville. La question n'a fait cependant aucun pas et, dans le lotissement qui a été élaboré, on n'a pas songé à réserver le terrain nécessaire dans ce but. M. Escoffier estime, quant à lui, que le projet est digne d'attention, mais la dépense qu'il devra entraîner et qui ne peut être inférieure à L.E. 50.000 est de nature à refroidir notre enthousiasme, étant donné l'état des finances de la Ville. En ce qui concerne la galerie, M. Escoffier ne voit pas l'opportunité de la construction projetée. Il rappelle que, d'après les derniers arrangements avec l'Etat, l'hôtel des Postes doit revenir prochainement à la Ville. Or, il pourrait convenir que la Bibliothèque et la galerie soient transférées dans ce local. En attendant que pareil projet soit réalisé, rien n'empêche que les tableaux restent où ils sont.

S.E. SCHIESS PACHA répond que l'hôtel des Postes est destiné à être démolí, car, à ce qu'on assure, sa solidité est douteuse. Dans tous les cas, pareil projet exige lui aussi un délai de quelques années et d'ici là les exécuteurs testamentaires ne sauront admettre que les tableaux continuent à séjourner à leur place actuelle.

MANSOUR BEY appuie la manière de voir de S.E. Schiess Pacha. Il dit que si la Commission n'était pas dans l'intention de réserver au legs

Friedheim un emplacement digne et approprié, elle aurait dû refuser ce legs.

En ce qui concerne le palais municipal, il dit que les fonds disponibles sont requis pour des travaux d'assainissement plus urgents et plus utiles.

M. STROSS dit que la Commission avait décidé de réserver un terrain sur les quais pour la construction d'un palais municipal. Cette décision est demeurée trop longtemps en suspens et le moment est venu ou de donner la suite qu'elle comporte ou de l'annuler. M. Stross croit que la Commission devrait s'arrêter à la première alternative, car la nécessité d'un nouveau palais municipal se fait sentir. Le terrain à y affecter doit être fixé sans retard, car, avec les ventes qui se poursuivent successivement, il est à prévoir que la Ville ne disposera plus prochainement de terrains appropriés et il sera difficile alors de trouver l'emplacement convenable pour un pareil projet. Quant à la dépense, elle pourra être prélevée sur le produit de la vente des terrains qui certainement a dépassé toutes les prévisions et permettra, sans compromettre les autres projets, de faire face aux frais de construction d'un monument digne de la Ville.

M. Stross ajoute que les deux questions de la galerie et du palais municipal ont été jointes à tort. La décision à prendre pour l'une est indépendante de celle que l'autre peut amener. Les deux questions doivent donc être examinées séparément. Pour lui, l'emplacement actuel où se trouvent les tableaux est convenable et si le public ne le fréquente pas assez, c'est qu'aucune publication ne l'a renseigné sur les moyens d'y accéder. Cela n'empêche pas, ajoute-t-il, de construire une nouvelle galerie qui servira toujours pour un but ou pour un autre.

M. FENDERL estime comme M. Stross que les deux questions n'ont ensemble que de lointains rapports. Sur celle du nouveau palais municipal, il est d'avis de fixer sans retard le terrain à affecter à cette construction. Quant à la réalisation du projet, elle ne lui paraît pas des plus urgentes. Pour ce qui concerne la galerie, il propose l'approbation du crédit y relatif.

Vote de la Commission.

Après un échange d'idées, la Commission, par 13 voix, accorde un crédit de L.E. 1.563 pour la construction d'une galerie de tableaux attenante au Musée, à prélever sur le budget extraordinaire.

Elle décide également, à la majorité de 14 voix, de désigner sur les quais un terrain suffisant pour la construction d'un nouveau palais municipal et de mettre à l'étude le projet de construction.

S. E. Schiess Pacha reprend la présidence.

M. DE MENASCE dit qu'il s'est abstenu au vote concernant la galerie, car, du moment que la majorité de la Commission manifestait son sentiment en faveur de la construction d'un nouveau palais municipal, il était inutile de faire la dépense d'une galerie, les locaux actuels étant suffisants pour cela ainsi que pour l'agrandissement éventuel du Musée.

Exemption d'impôts sur les constructions élevées sur les quais.

Statuant sur une proposition de M. ESCOFFIER, la Commission décide que remise des impôts de la propriété bâtie soit faite aux personnes qui auront acquis aux enchères des terrains sur les quais, pendant cinq ans à partir de l'achèvement de leur construction, à la double condition: 1° que les fondations aient été établies dans l'année qui suivra l'adjudication; 2° que la construction soit achevée dans les deux ans qui suivront la première année.

Pour ce qui concerne les terrains déjà adjugés, les délais prendront cours, à partir de la date de la présente décision.

L'exemption prévue plus haut sera calculée en tenant compte des prescriptions de la loi, quant au point de départ des impositions.

Sur la proposition de YEHIA PACHA, il est décidé d'exécuter des travaux de mise en viabilité et de pose de bordures dans les routes qui se trouvent entre les lots mis en vente.

La séance est levée à 7 h. 1/2 p.m.

Le Secrétaire Général,
I. SEDKY.

Le Président,
SCHIESS.

SÉANCE

DE LA

COMMISSION MUNICIPALE

DU

13 Février 1907.

OBJET. – Assistance de la presse aux séances. – Projet de taxe sur les Clubs-Cercles. – Question des saisies chez les étrangers. – Demande de concession de M. G. Ralli. – Proposition de M. de Menasce relative au choix d'un terrain pour le nouveau théâtre.

Présents :

S. E. LE DR. SCHIESS PACHA, *Président* ;

MM. J. BARBAZA,

E. BENACHI,

L. ESCOFFIER,

P. FENDERL,

E. W. P. FOSTER,

KAMEL BEY TEYMUR,

H. P. KINGHAM,

MANSOUR BEY YOUSSEF,

BARON A. DE MENASCE,

MOHAMED BEY MAHFOUZ,

A. PADOA BEY,

AMB. A. RALLI,

D. RIETI,

M. SALVAGO,

SOLIMAN BEY ABANI,

D^r G. VALENSIN, *Membres* ;

W. P. CHATAWAY, *Administrateur*,

I. SEDKY BEY, *Secrétaire Général*.

Se sont fait excuser :

S. E. LE GOUVERNEUR,
MM. AHMED PACHA YEHIA,
AHMED BEY EYOUB,
ABDEL KADER BEY GHERIANI,
J. BORCHGREVINCK,
KING LEWIS,
O. ROTHACKER,
E. STROSS,
D. TAMBACOPOULO,
G. ZERVUDACHI.

La séance est ouverte à 4 h. p.m.

Assistance de la presse aux séances.

Mention est faite de l'envoi aux membres du rapport ci-annexé du Comité du Contentieux relatif à la question de l'assistance de la presse aux séances de la Commission Municipale.

M. ESCOFFIER approuve les conclusions du rapport du Comité du Contentieux et demande que, parmi les règles de détails à adopter, il y en ait une qui limite le nombre des personnes à admettre et que cette admission ne puisse avoir lieu que sur présentation de cartes personnelles à délivrer par le Président.

MANSOUR BEY YOUSSEF maintient l'opinion qu'il a déjà exprimée une première fois à ce sujet. Il dit que l'art. 24 est formel et s'oppose à l'admission de toute personne étrangère à la Commission. La presse ne saurait échapper à cette règle et il serait arbitraire de dire que les journalistes ne font pas partie du public. Du reste, devant la clarté du texte, l'avis du Comité n'a pu être formel et les conclusions qu'il tire n'ont rien de catégorique.

SOLIMAN BEY ABANI dit que la proposition d'admission des représentants de la presse aux séances s'inspire de sentiments de libéralisme auxquels il est le premier à adhérer. Il fait remarquer cependant que la Commission outrepasserait ses droits en interprétant, dans un sens autre que celui qui résulte de son texte formel, un article de son décret organique. L'art. 33 de ce même décret prescrit à cet égard que les lois, décrets ou règlements ne peuvent faire l'objet de délibérations de la part de la Commission : l'art. 35 ajoute que toute délibération portant sur un objet étranger aux attributions de la Commission est nulle de plein droit. Ces attributions sont définies par l'art. 15.

Plutôt donc que de prendre une délibération qui pourrait être frappée de nullité, il vaudrait mieux provoquer une modification du décret par les voies de droit.

M. BARBAZA dit que le texte de l'art. 24 ne comporte pas de défense absolue. Si le législateur avait entendu interdire à toute personne étrangère à la Commission l'accès des séances de celle-ci, la formule employée aurait certainement été péremptoire et plus exclusive. En ce qui concerne la crainte manifestée par Abani Bey d'aller au devant d'un refus probable du Gouvernement, M. Barbaza fait remarquer que cette crainte est vaine, car le Gouvernement, à qui les ordres du jour de nos séances sont communiqués et qui a eu connaissance du premier vote de la Commission, adoptant en principe l'admission de la presse aux séances, aurait certainement, dans sa sollicitude, mis en garde la Commission contre une infraction au décret organique.

M. DE MENASCE ajoute que, dût-elle être désapprouvée, la décision à prendre ne saurait s'inspirer que du sentiment qui domine dans la séance et non du sort que peut réserver le Gouvernement à nos délibérations. Il adhère quant à lui aux conclusions très lumineuses du Comité du Contentieux.

M. FENDERL dit qu'il avait déjà exprimé sur ce sujet un avis contraire à la proposition émise, mais la Commission ayant manifesté par un vote précédent qu'elle était en faveur de l'admission de la presse aux séances, il n'envisage plus la question qu'au point de vue des règles qu'il y a lieu d'adopter et qui devront avoir pour but de prévenir toute affluence et de soumettre l'admission des représentants de la presse à des conditions réservant toute liberté d'action à la Commission.

PADOA BEY, répondant aux objections présentées, rappelle que l'admission de la presse aux séances ne constituera pas, pour les personnes qui en seront l'objet, un droit mais une faculté qu'il est loisible à la Commission de retirer. En ce qui concerne les observations tirées de l'art. 33 de la loi organique, Padoa bey fait remarquer que ce qui est interdit à la Commission c'est non point d'interpréter une loi ou un règlement mais d'en faire l'objet de délibérations, c'est-à-dire d'en apprécier l'opportunité ou la légalité.

M. SALVAGO, auteur de la proposition, remercie le Comité du Contentieux pour le soin porté par lui à en étudier la portée légale. Il demande le vote du principe et ensuite celui de l'établissement des règles déterminant les conditions d'admission.

Vote de la Commission.

A une majorité de 11 voix sur 18 votants, la Commission approuve le rapport du Comité du Contentieux et ses conclusions.

Passant à l'étude des règles d'admission, quelques membres demandent que cette étude soit confiée à un Comité qui soumettra ensuite des propositions à la Commission.

M. SALVAGO proteste contre ces habitudes de renvois aux Comités, qui très souvent sont dictées par un désir d'obstruction. Ce système d'ajournement est la principale cause des lenteurs dont souffre la Municipalité. Il serait temps qu'on suive des voies plus rapides. Il demande de voter dans la séance même les règles concernant l'admission.

Par une même majorité de 11 voix, la Commission adopte les règles suivantes à titre provisoire et d'essai :

1° Il sera délivré par le Président ou le Vice-Président de la Commission, investi de la police de l'Assemblée, une carte d'admission au rédacteur en chef de tout journal quotidien, publié à Alexandrie, ayant plus d'un an d'existence et justifiant d'un tirage d'au moins 500 numéros.

2° Au cas d'empêchement du rédacteur en chef et à titre exceptionnel, ce dernier pourra se faire remplacer par un autre rédacteur, agréé par le Président ou le Vice-Président.

3° Les cartes délivrées pourront, à tout moment, être retirées.

4° Lorsque la Commission se constitue en Comité général, les membres de la presse devront se retirer.

Projet de taxe sur les Clubs-Cercles.

Mention est faite de l'envoi aux membres du rapport ci-annexé du Comité du Contentieux relatif à la taxation des Clubs-Cercles.

M. SALVAGO adhère au principe de la taxe en tant qu'elle a pour but de subvenir exclusivement aux œuvres d'assistance et d'instruction, mais il pense qu'au lieu d'adopter le loyer comme base, il conviendrait d'appliquer la taxe aux cotisations ainsi que cela se pratique, croit-il, en Europe. Cela éviterait de s'immiscer dans l'administration du Cercle et répondrait mieux à son importance.

M. ESCOFFIER estime au contraire que ce qu'il faut atteindre c'est le jeu et qu'en frappant les cotisations la taxe s'étend aux membres qui ne prennent pas part aux jeux.

S. E. LE PRÉSIDENT se demande si en frappant le jeu on ne le reconnaît pas en quelque sorte.

M. BENACHI adhère au principe de la taxe, mais il pense que des catégories doivent être établies d'après l'importance que possèdent les jeux dans les différents cercles où on les pratique.

PADOA BEY dit que la tâche du Comité du Contentieux se bornait à un examen légal de la question. En émettant un avis favorable au projet, le Comité a cru bon de proposer sous forme de projet d'arrêté la base et les détails d'application de la nouvelle imposition. Il ne croit pas en premier

lieu que taxer le jeu c'est le reconnaître ; au contraire, c'est en frappant le jeu qu'on en atténue les effets. Du reste est-ce reconnaître le crime que de faire figurer aux budgets des Etats les amendes payées par les condamnés ? Quant à la base qui est le loyer, elle est celle qui, tout en procédant comme importance de l'étendue des ressources des cercles, présente dans la pratique le moins d'inconvénients quant à l'application.

Baser la taxe sur les cotisations c'est perdre de vue l'objet même que l'on désire atteindre. Frapper directement la cagnotte présenterait le double inconvénient que le produit de la taxe serait incertain et que son recouvrement au lieu d'être immédiatement réalisable devrait attendre et dépendre des résultats.

Le loyer est, au contraire, une base rationnelle et fixe. Un impôt établi sur cette base ne comporte pas plus de recherches ni d'inquisition que l'impôt foncier ou du 2 %.

Padoa Bey ajoute que pour bien indiquer la portée et l'esprit de la taxe, l'art. 2 du projet d'arrêté devrait porter que les seuls cercles sur lesquels l'impôt devra être appliqué sont ceux dont le produit des jeux constitue la ressource principale.

M. DE MENASCE dit qu'étant pour le moment contraire aux impositions nouvelles suggérées par le Comité des Finances, il ne serait pas disposé à voter cette taxe afin de ne pas reconnaître le principe, admis par ledit Comité, de la création immédiate de nouvelles ressources municipales. Mais plusieurs membres des Comités des Finances et du Contentieux ayant déclaré que la question de principe n'était pas touchée et qu'il ne s'agissait pas d'une imposition proprement dite mais d'un droit pour les pauvres sur les bénéfices réalisés par les Cercles, M. de Menasce dit que dans ces conditions il adhère à la proposition.

Vote de la Commission :

A l'unanimité, la Commission approuve les propositions du Comité du Contentieux et adopte le projet d'arrêté ci-annexé, tendant à l'établissement d'une taxe sur les clubs-cercles.

Question des saisies chez les étrangers.

Mention est faite de l'envoi aux membres du rapport ci-annexé du Comité du Contentieux relatif aux avis à donner aux Consulats en cas de saisie mobilière dans le bureau d'un étranger pour le recouvrement de la taxe de 2 %.

La Commission adopte les conclusions de ce rapport.

Demande de concession de M. G. Ralli.

Communication est donnée de l'avis ci-après, émis par la Délégation et les Comités des Finances et des Travaux Publics réunis, dans leur séance du 22 janvier 1907 et figurant au procès-verbal de la Délégation du même jour :

« La Délégation se réunit avec le Comité des Finances et des Travaux
« Publics pour procéder en conformité de la délibération de la Commission du
« 19 décembre 1906 à un nouvel examen de la demande de M. G. Ralli tendant
« à la location d'un terrain sur les quais, en vue de la construction d'un casino.
« Outre les membres précités de la Délégation, étaient présents à cette réunion
« MM. H. P. Kingham, Amb. A. Ralli, M. Salvago, du Comité des Finances,
« M. P. Foster, Ahmed Bey Eyoub, J. Barbaza, du Comité des Travaux Publics
« et M. O. Rothacker, membre des deux Comités.

« Après un échange d'idées, la Délégation et les Comités réunis sont
« d'avis, qu'avant toute décision, il y aurait lieu de demander à M. Ralli de
« soumettre dans un délai de trois mois les plans de la construction qu'il se
« propose, d'élever et de justifier dans le même délai des moyens financiers
« nécessaires à l'exécution de l'ensemble de ces plans, afin de permettre à la
« Commission de se prononcer ».

La Commission demande également l'avis du Comité du Contentieux
sur la question.

**Proposition de M. de Menasce relative au choix d'un terrain
pour le nouveau théâtre.**

M. DE MENASCE dit que le théâtre Zizinia devant prochainement être désaffecté, il incombe à la Ville de prêter dans la mesure de ses moyens son concours à la création d'un nouveau théâtre. Ce concours ne pourrait s'exercer d'une façon plus utile que dans la cession du terrain nécessaire à la construction, la ville disposant à cet égard de facilités que des particuliers ne peuvent avoir. L'intervention gracieuse de la Municipalité peut s'exercer à cet égard de deux façons : ou de concéder à la Société d'initiative un terrain d'une valeur marchande que la Société pourrait vendre ou échanger, ou de lui donner un terrain sans valeur vénale pour la Municipalité tel qu'un rond-point, une place ou un square, sur lequel pourrait être érigé le théâtre. M. de Menasce cite les divers emplacements qui ont fait l'objet de suggestions de la part des personnes qui s'intéressent à cette question et ajoute que la superficie nécessaire serait de 7000 pics environ.

La Commission, vu l'heure avancée et considérant l'importance de cette question, en ajourne la discussion à la prochaine réunion.

La séance est levée à 7 h. 30 p.m.

Le Secrétaire Général,

I. SEDKY

Le Président,

SCHIESS

1^{ère} ANNEXE

AU PROCÈS VERBAL DE LA COMMISSION MUNICIPALE DU 13 FÉVRIER 1907.

Assistance de la presse aux séances.

*Rapport présenté à la Commission municipale d'Alexandrie par Padoa Bey
au nom du Comité du Contentieux.*

La Commission municipale a été saisie, par un de ses membres, de la proposition d'admettre les journalistes aux séances.

Les sentiments dont elle est pénétrée et qui répondent au libéralisme dont s'inspire le Gouvernement de Son Altesse, l'ont amenée à exprimer, en principe, un vote favorable à cette admission.

Mais elle s'est préoccupée en même temps de la question de légalité ; ce point n'avait jamais été qu'effleuré ; la Commission a chargé le Comité du Contentieux de l'examiner de près.

L'art. 24 du décret du 5 janvier 1890 porte : « Le public n'est pas admis aux séances de la Commission ».

Qu'est-ce que : *le public* ?

Le public, c'est l'universalité des habitants, c'est quiconque se présente, c'est tout le monde.

Telle est la définition naturelle et certaine de ce terme ; vous la trouverez dans tous les dictionnaires.

Admettre, sur invitation, une catégorie de personnes, ce n'est donc point admettre le public ; aussi distingue-t-on une réunion privée d'une réunion publique et une réception privée d'une réception publique.

Dans son « Traité de l'organisation des corps municipaux » M. A. Bost, au sujet du texte similaire de la loi française d'alors, portant « les séances des Conseils Municipaux ne sont pas publiques », s'exprime ainsi, page 143 : « La loi ne dit point que les séances des Conseils Municipaux seront *secrètes* et que personne ne pourra y être admis. Elle se contente de dire que ces séances ne seront pas publiques. Ces mots signifient qu'il entre dans l'esprit de la loi que *le public* ne soit pas admis aux délibérations, ce qui pourrait les rendre tumultueuses et passionnées ».

Le Comité n'a pas trouvé d'indice que cette appréciation ait été contestée ; elle lui paraît d'autant plus exacte qu'il s'agit d'une disposition restrictive et qu'en pareille matière, il est interdit de dépasser, sous prétexte d'interprétation, les termes de la restriction.

Ainsi, il n'y a pas droit pour quiconque de se présenter à nos séances, mais il y a faculté pour nous d'autoriser des personnes déterminées à y assister ; il va de soi, comme conséquence, que, cette autorisation, nous pourrions toujours également la retirer, si le moindre inconvénient venait à en résulter. Il en est comme en matière de huis clos judiciaire où la jurisprudence, pour toute admission, s'en remet à la sagesse des magistrats (V. DALLOZ, J. G., V^o Jugement, N^o 832).

L'art. 6 du Règlement intérieur de la Municipalité porte : Les procès-verbaux de la Commission pourront être communiqués à la Presse et aux personnes dont la liste « sera établie chaque année ».

Pure faculté qui subsistera et restera opportune, même avec l'admission des journalistes, car il n'est point certain que chaque journal soit représenté à chaque séance.

Cette disposition n'a, du reste, rien de restrictif. Elle ne signifie pas que l'Administration Municipale ne puisse faire d'autres communications à la Presse : c'est ainsi, par exemple, qu'elle lui communique régulièrement les décisions de la Délégation. Elle

n'énonce pas davantage que la Presse ne puisse connaître nos délibérations que sous cette forme: c'est ainsi qu'on n'a jamais pu contester aux Conseillers le droit de renseigner la Presse sur les débats municipaux (V. TAILLEFER, sub art. 22 de la Loi Municipale du 5 mai 1855) etc., etc.

Le Règlement intérieur porte encore, à son article 22, que « la Commission peut exceptionnellement admettre aux séances un pétitionnaire ou des députations mais qu'aucune discussion ne peut se produire en leur présence ». Il s'agit manifestement, en cet article, de la présence du pétitionnaire dans la discussion ouverte à son sujet ; cela n'a aucun trait à la question actuelle.

Le Comité estime, en conséquence, que la Commission peut prendre la délibération qui lui est proposée.

Alexandrie, 12 janvier 1907.

A. PADOA.

2^{ème} ANNEXE

AU PROCÈS-VERBAL DE LA COMMISSION MUNICIPALE DU 13 FÉVRIER 1907.

Taxation des Clubs-Cercles.

*Rapport présenté à la Commission Municipale d'Alexandrie par Padoa Bey
au nom du Comité du Contentieux.*

L'objet et le but de la taxation des clubs-cercles sont rappelés à l'art. 1^{er} du projet d'arrêté qui vous est présenté.

C'est surtout au luxe qu'il appartient d'aider soit à la subsistance, soit même au développement intellectuel des déshérités.

Grand nombre de cercles ne constituent que des réunions d'amis qui y recherchent des délassements de la nature de ceux qu'offre la famille ; l'arrêté ne leur sera pas applicable.

Sont seuls visés ceux ou des redevances proportionnelles sur le jeu sont perçues par la caisse du cercle.

Du moment où il n'est pas légalement possible d'arriver à interdire le jeu dans les cercles privés, du moins convient-il alors que, tout au moins, il paye dîme à la misère.

Ce n'est assurément point par là « le reconnaître » ; c'est tout au plus l'atteindre, ce qui ne saurait être regrettable et, en même temps, atténuer, dans l'ensemble des fonctions sociales, le mal qui résulte de l'impossibilité de le supprimer.

Ce n'est pas plus reconnaître le jeu que le législateur qui taxe les absinthes, ne reconnaît, par là, la dégénérescence alcoolique, pas plus que le législateur ne reconnaît les crimes parce qu'il accompagne leur répression d'une amende utilisée dans le budget de l'Etat.

Telles sont les idées qui domineront, croyons-nous, dans le sein de la Commission.

Rechercher, dans la définition des catégories, des formules détournées pour arriver au but, serait chose puérile.

La taxe est légitime soit par rapport à ceux qu'elle frappe, soit par rapport à ceux qui en bénéficieront. Si la contribution avait été volontaire, la Commission n'aurait guère pu la repousser ; son caractère restera le même lorsqu'elle figurera sur une feuille municipale de recouvrement.

La base de l'imposition n'a rien, du reste, de vexatoire, pas plus que sa quotité finale. Cette base est fixe ; c'est le montant du loyer ; toutefois, si ce montant se trouvait supérieur au cinquième du bénéfice, le cercle pourrait, à la fin de l'année, réclamer une restitution à due concurrence.

Le cercle qui, dans l'année, gagne cinq mille livres, par exemple, peut bien contribuer, pour mille livres, à soulager l'indigence ; il lui restera suffisamment pour ses fêtes, son amortissement et son épargne. L'exclusion de toute déduction de ces deux derniers éléments dans le décompte du bénéfice, prémunira, en même temps, la Commission contre l'ingéniosité possible de certains bilans.

Alexandrie, 12 janvier 1907.

A. PADOA.

Arrêté sur les clubs-cercles.

Vu l'art. 31 du décret du 5 janvier 1890 qui prévoit l'établissement de taxes municipales sur les clubs-cercles.

Vu la délibération de la Commission Municipale en date du

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER

Une taxe est établie à Alexandrie et dans sa banlieue sur les clubs-cercles ; le produit en sera exclusivement affecté à la subvention d'œuvres de bienfaisance et d'enseignement.

ART. 2.

Les cercles-clubs passibles de cette taxe sont ceux où se pratiquent des jeux qui participent du hasard et dont le produit des jeux forme la ressource principale ; ils en seront exempts lorsque les jeux sont dits de famille.

ART. 3.

Cette taxe sera annuelle et égale au montant du loyer. Elle sera payable : deux tiers le 15 avril et un tiers le 15 décembre de chaque année ; elle sera due en entier pour l'année 1907.

Toutefois si cette fixation avait dépassé le cinquième des profits nets du cercle (ces profits calculés sans déduction pour réserve, amortissement ou dépenses de fêtes), le Président du Cercle pourra, dans le premier mois de l'année suivante, se pourvoir en restitution du surplus devant la Délégation Municipale qui statuera en appréciant les éléments qui lui seront fournis.

De même, si un club-cercle se prétend à tort imposé, le Président pourra, dans la quinzaine de l'avis qui sera donné de la taxation, se pourvoir devant la Délégation Municipale.

Passé ces délais, les réclamations ne seront plus admissibles.

ART. 4.

La taxe sera recouvrée contre le Président du Cercle dans les formes et conditions prescrites par le décret du 25 mars 1880.

3^{ème} ANNEXE

AU PROCÈS-VERBAL DE LA COMMISSION MUNICIPALE DU 13 FÉVRIER 1907.

**Question relative aux notifications à faire aux Consuls
en cas de saisie administrative.**

*Rapport présenté à la Commission Municipale d'Alexandrie par A. Padoa Bey
au nom du Comité du Contentieux.*

Nos agents, lorsqu'ils se proposent d'effectuer une saisie mobilière dans le *bureau* d'un étranger pour le recouvrement de la taxe de deux pour cent sur les loyers, doivent-ils en donner avis à l'autorité Consulaire?

Le Comité est appelé à se prononcer sur cette question.

L'art. 4 de l'arrêté municipal du 24 janvier 1899, relatif à la perception de cette taxe, porte que le recouvrement en sera fait « conformément aux dispositions du décret « du 25 mars 1880 ».

L'art. 2 dudit décret du 25 mars 1880 énonce que « si la saisie mobilière ou « immobilière doit s'effectuer dans la *demeure* d'un étranger, elle ne pourra être pratiquée « sans qu'un avis préalable ait été donné au Consulat dont relève cet étranger ».

On sait que, lorsque, à la suite du Hatti Humayom de 1856, la Sublime Porte se décida à concéder le droit de propriété immobilière aux étrangers, à charge par eux de se soumettre aux règlements Ottomans y relatifs (loi du 7 Sefer 1284, 9 juin 1867), elle régla, en même temps, certains points qui touchaient à l'exercice des Capitulations.

Le protocole du 9 juin 1868 dressé, à ce sujet, entre la France et la Turquie, porte : « La demeure du sujet étranger est inviolable ; les agents de la force publique « ne peuvent y pénétrer sans l'assistance du Consul ou du délégué du Consul dont « relève cet étranger. On entend par *demeure* la *maison d'habitation* et ses attenances, « communs, cour, jardin, et enclos contigus, à l'exclusion de toutes les autres parties « de la propriété ».

En visant, dans son préambule, cette loi du 7 Sefer 1284, intimement liée à ce protocole, en reproduisant, en même temps, à son art. 2, le mot *demeure*, emprunté au protocole même, le décret du 22 mars 1880 (auquel nous nous sommes référés) semble bien avoir entendu ce mot sous la définition que je viens de rappeler. La Cour d'appel l'a ainsi apprécié en son arrêt du 10 avril 1895.

Tels sont les textes que nous rencontrons.

Saisie de la question, à la suite d'une critique Consulaire, le Comité du Contentieux de l'Etat a dit :

« Il est impossible d'affirmer que les agents percepteurs de la Municipalité aient « agi en violation des lois et règlements (pour avoir procédé à la saisie d'un *bureau* « sans avis au Consulat) ; il y a, tout au moins, matière à interprétation ; la question « ne peut être résolue d'une manière autorisée et obligatoire pour tous les intéressés « que par l'autorité judiciaire ».

Recherchons, nous-mêmes, les éléments de cette interprétation :

Pourquoi ne devrait-on entendre par *maison d'habitation* que l'appartement où d'habitude l'on dort et l'on mange ?

N'habite-t-on pas, ne demeure-t-on pas tout aussi bien dans l'immeuble où l'on établit son bureau, où l'on se tient aussi chaque jour ?

La maison ou les maisons qu'on habite ne sont-elles pas, en somme, la partie d'un immeuble où l'on est chez soi et où l'on n'admet à pénétrer que les personnes que l'on veut recevoir, qu'il s'agisse de relations amicales ou de relations d'affaires ?

Ces considérations ne se fortifient-elles pas encore, si l'on envisage la destination même du bureau ?

C'est là qu'un banquier a ses fonds et ses titres, et même presque toujours ceux d'autrui ; c'est là qu'un avocat a les documents que lui confient ses clients etc. etc.

L'avis au Consulat a pour raison d'être la possibilité d'abus. Est-il admissible que l'on ait voulu écarter la protection là où elle était, peut-être, le plus nécessaire ? peut-on rationnellement supposer que, par rapport à cette protection, on ait voulu, en délaissant les autres, créer un avantage injustifiable au profit de ceux dont le local familial serait assez grand ou assez opportunément placé pour y permettre en même temps l'installation du bureau ?

Ces questions et d'autres, peut-être, seraient envisagées par les tribunaux, si un litige était institué sur ce point.

Mais y a-t-il lieu de le provoquer ?

L'art. 15, par. 2, de notre décret organique nous attribue la faculté de régler la perception des droits municipaux (Rap. arrêt du 15 novembre 1893).

Il ne s'agit ici ni de constatation de crimes, ni même de contrebande, ni d'une matière quelconque nécessitant une action immédiate ; il s'agit d'une simple perception de redevance.

Sans engager aucun principe, la Commission peut, dans l'interprétation de ce qu'elle a entendu faire en 1899 et, au besoin, par une appréciation nouvelle, fixer la règle qu'elle croit le mieux appropriée à l'objet qu'elle a à remplir.

C'est dans cet esprit que le Comité vous propose d'inviter l'Administration Municipale à donner avis aux Consulats lorsqu'il y aura lieu d'opérer une saisie mobilière, dans un bureau, pour le recouvrement de la taxe.

Alexandrie, le 12 janvier 1907.

A. PADOA.



SÉANCE
DE LA
COMMISSION MUNICIPALE
DU
6 MARS 1907.

**OBJET : Procès-verbaux. – Communications diverses. –
Question du théâtre. – Élection des divers bureaux permanents de la Commission.**

Présents :

S. E. LE DR. SCHIESS PACHA, *Président*;
MM. AHMED PACHA YEHIA,
ABDEL KADER BEY GHERIANI.
J. BARBAZA,
E. BENACHI,
L. ESCOFFIER,
P. FENDERL,
KAMEL BEY TEYMOUR,
H. P. KINGHAM,
MANSOUR BEY YOUSSEF,
BARON A. DE MENASCE,
MOHAMED BEY MAHFOUZ,
A. PADOA BEY,
D. RIETI,
O. ROTHACKER,
M. SALVAGO,
E. STROSS,
D. TAMBACOPOULO,
DR. G. VALENSIN,
G. ZERVUDACHI, *Membres* ;
W. P. CHATAWAY, *Administrateur*,
I. SEDKY BEY, *Secrétaire Général*.

Se sont fait excuser :

S.E. LE GOUVERNEUR,
MM. L'INSPECTEUR DU 3^{me} CERCLE,
AHMED BEY EYOUB,
J. BORCHGREVINCK,
KING LEWIS,
E. W. P. FOSTER,
AMB. A. RALLI,
SOLIMAN BEY ABANI.

La séance est ouverte à 4 heures p.m.

Procès-verbaux.

Mention est faite de l'envoi à tous les membres des procès-verbaux de la Délégation des 12, 15, 22, 29 janvier et 5 février 1907.

Communications diverses.

Communication est donnée des lettres suivantes de S.E. le Ministre de l'Intérieur :

1° Une lettre du 9 février 1907 informant que le Département des Finances regrette de ne pas partager la manière de voir de la Municipalité au sujet de certains terrains du quai revendiqués par le Gouvernement et demande en conséquence d'exclure ces terrains des ventes qui doivent être faites.

Le Président informe qu'il a dû, par suite, limiter la vente aux parcelles non contestées. (Délég. du 18 février 1907).

2° Une lettre du 12 février 1907, approuvant les crédits votés par la Commission dans sa séance du 30 janvier 1907. (Délég. du 18 février 1907).

3° Une lettre du 17 février 1907 approuvant les crédits votés par la Commission dans sa séance du 6 février 1907. (Délég. du 18 février 1907).

4° Une lettre du 24 février 1907, ci-annexée, ainsi que l'avis du Comité du Contentieux qui l'accompagne, désapprouvant le projet d'arrêté sur les clubs-cercles :

5° Une lettre ci-annexée du 28 février 1907 désapprouvant la décision de la Commission municipale au sujet des notifications à faire aux Consulats en matière de saisie.

Cette lettre, ainsi que la précédente, sont, à la majorité, renvoyées au Comité du Contentieux pour ses observations.

6° Communication est donnée d'une lettre du 5 courant de M. Stross informant qu'il interpellera et fera des propositions au sujet des deux questions suivantes : 1° les conditions et le prix d'introduction de l'eau filtrée dans les maisons à Ramleh ; 2° le transfert du dépôt de la voirie et la vente de l'emplacement qu'il occupe.

La Commission en prend note et inscrit ces interpellations à l'ordre du jour.

7° Le PRÉSIDENT dit que les délais dans lesquels le Ministère doit, réglementairement, manifester sa décision sont expirés en ce qui concerne la délibération relative à l'admission de la presse aux séances. Cette délibération est, en conséquence, définitive et sera mise en vigueur dès une prochaine séance.

Question du théâtre.

L'ordre du jour appelle la proposition de M. de Menasce relative au choix d'un terrain pour la construction d'un nouveau théâtre en remplacement du théâtre Zizinia.

M. DE MENASCE continue l'exposé de cette question que la Commission avait abordée dans sa dernière séance. Il indique ses préférences pour l'emplacement sis à la Porte Rosette, qui transformé en Rond-Point pourrait recevoir en son milieu et à l'axe de la route le nouveau théâtre à ériger.

M. ESCOFFIER estime que le meilleur emplacement pour le théâtre serait celui du Musée; cet établissement pourrait être transféré à Kom-el-Chougafa auprès de la nécropole et le terrain sur lequel est érigé le local actuel pourrait servir à la construction du nouveau monument. M. Escoffier propose toutefois de laisser à la Ville le soin de construire le théâtre et de ne pas confier cette œuvre à l'initiative privée.

M. FENDERL est contraire aux deux opinions exprimées par MM. Escoffier et de Menasce, parceque, d'un côté, la Porte Rosette est trop éloignée du centre de la Ville et, de l'autre, la rue du Musée est étroite et ne présenterait pas les dégagements suffisants pour un théâtre de l'importance de celui projeté. On devrait attendre d'autre part qu'un nouveau Musée soit construit, ce qui ferait perdre beaucoup de temps alors que l'urgence est reconnue. Quant à faire assumer à la Ville le soin et les charges du théâtre, on ne saurait en concevoir la nécessité du moment que le capital de la fondation est déjà souscrit et que l'on ne s'est adressé à la Ville que pour la cession d'un emplacement.

Cet emplacement, d'après M. Fenderl, ne pourrait être que l'un des deux jardins situés près de la Colonne Kartoum et il le recommande au choix de la Commission.

MANSOUR BEY YOUSSEF demande que le choix d'un emplacement approprié soit confié à un Comité spécial qui ferait rapport après étude mûrie de la question.

M. SALVAGO est contraire à l'ajournement. Il adhère aux opinions exprimées par M. Escoffier avec cette différence qu'au lieu de désaffecter le Musée il faudrait utiliser l'emplacement occupé par le palais municipal, qui doit être construit ailleurs. Cet emplacement est très central et a l'avantage de donner sur une grande artère.

M. ROTHACKER demande que les deux propositions soient scindées et que la question de savoir si le théâtre doit être érigé ou non aux frais de la Municipalité soit examinée en deuxième ligne. En ce qui concerne l'emplacement, celui de la Porte Rosette paraît être le plus adapté. Il ne coûtera rien puisqu'il est pris sur la voie publique et son éloignement n'est que relatif, la Ville tendant à se déplacer vers ce côté. L'érection du théâtre en cet emplacement couperait la monotonie de la longue route de Ramleh dont le monument occuperait le milieu et la proximité des parcs ne pourrait que rehausser la beauté de cette perspective. Le choix du palais municipal actuel présenterait le grand inconvénient d'une attente de longue durée, la construction d'un nouvel hôtel de Ville devant exiger pour son achèvement un certain nombre d'années.

M. DE MENASCE dit que la proposition de M. Salvago aurait été la meilleure, si elle ne se heurtait aux inconvénients signalés par M. Rothacker et s'il n'y avait pas à redouter que la destination nouvelle du local ne soit contraire à l'intention des fondateurs. Aussi l'emplacement de la Porte Rosette est-il celui qui avec le minimum d'inconvénients présente le plus d'avantages. Quant à la proposition relative à la construction du théâtre par les soins et aux frais de la Municipalité, M. de Menasce rappelle que les fonds existent et que s'il s'agit par là d'assurer le droit d'intervention de la Municipalité dans les affaires du théâtre et dans son organisation, ce droit est pleinement sauvegardé et se justifierait du reste suffisamment par la faveur que la Ville accorderait au moyen de la cession du terrain nécessaire à l'érection du théâtre.

Vote de la Commission :

Après un échange d'idées, et étant donné la discussion qui précède laquelle a porté non seulement sur la question de l'emplacement mais aussi sur le point de savoir si le théâtre doit être érigé par la Municipalité elle-même ou si le concours de celle-ci doit se limiter à la concession du terrain nécessaire à l'érection du théâtre qu'une Société entreprendrait, il est décidé de scinder les deux questions et de se prononcer d'abord sur le choix de l'emplacement.

Sur la première question, la Commission, à une majorité de 15 voix, décide de destiner à l'emplacement du théâtre une partie des terrains situés entre la Porte Rosette et le nouveau caracol en construction.

Le théâtre serait construit dans l'axe de la Porte Rosette et de sa prolongation, dénommée route d'Aboukir.

Il occuperait le centre d'une place bordée de tous côtés par les parcs.

Sur la seconde question, il est décidé à une majorité de 16 voix que le théâtre sera bâti aux frais de la Ville.

La Délégation est chargée de l'étude des détails que comportent ces deux décisions.

M. FENDERL vote contre. M. KINGHAM s'abstient, étant contraire à la construction du théâtre aux frais de la Ville.

Élection des divers bureaux permanents de la Commission.

La Commission procède ensuite aux élections des membres de la Délégation et des divers Comités municipaux pour 1907.

MM. BENACHI et MENASCE prient leurs collègues de ne pas les réélire à la Délégation, étant donné leurs occupations. M. ROTHACHER demande également à ses collègues de ne pas le réélire au Comité des Travaux publics ni à celui des Finances.

Vu le résultat donné par les élections faites au scrutin secret, les divers bureaux sont composés comme suit :

Délégation : MM. Ahmed Pacha Yehia, L. Escoffier, Mansour Bey Youssef, Amb. A. Ralli, Soliman Bey Abani, D^r G. Valensin, G. Zervudachi, sous la présidence de S. E. le Dr. Schiess Pacha, Vice-Président de la Commission Municipale.

Comité des Finances : MM. E. Benachi, H. P. Kingham, Kamel Bey Teymur, Baron A. de Menasce, M. Salvago, E. Stross.

Comité des Travaux publics : MM. P. Fenderl, Ahmed Bey Eyoub, J. Barbaza, E. W. P. Foster, Abdel Kader Bey Ghériani, D. Rieti.

Comité du Contentieux : MM. A. Padoa Bey, J. Borchgrevinck, Baron A. de Menasce, Mohamed Bey Mahfouz, O. Rothacker.

M. A. Schiarabati Bey fait partie de droit de ce Comité.

Comité d'hygiène publique : MM. E. Stross, Abdel Kader Bey Ghériani, P. Fenderl, Kamel Bey Teymur, D. Tambacopoulo.

Comité du Musée : MM. J. Barbaza, Abdel Kader Bey Ghériani, Baron A. de Menasce, O. Rothacker, M. Salvago.

Comité des arbres et plantations : MM. P. Fenderl, E. Benachi, Kamel Bey Teymur, M. Salvago, E. Stross.

Vu l'heure avancée, la Commission remet les élections des autres Comités restant à nommer à la prochaine séance ainsi que la continuation de l'ordre du jour.

La séance est levée à 8 h. p.m.

Le Secrétaire Général,

I. SEDKY.

Le Président,

SCHIESS.

1^{ère} ANNEXE

AU PROCÈS-VERBAL DE LA COMMISSION MUNICIPALE DU 6 MARS 1907.

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

N° 1115 B.

*Monsieur le Président
de la Commission Municipale.*

Comme suite à votre lettre du 16 février courant N° 32, me transmettant un projet d'arrêté tendant à établir une taxe sur les Clubs-Cercles, j'ai l'honneur de vous informer que le Gouvernement regrette de ne pouvoir approuver le projet d'arrêté ; il partage à cet égard l'avis du Contentieux de mon Département dont j'ai l'honneur de vous remettre ci-joint copie.

Veuillez, etc.

pr le Ministre de l'Intérieur,
Signé : I. NAGUIB.

Avis du Contentieux de l'État, communiqué par le Ministère de l'Intérieur au sujet de la taxe sur les Club-Cercles.

L'examen du projet d'arrêté délibéré par la Commission municipale d'Alexandrie établissant une taxe sur les Clubs-Cercles, communiqué à ce Contentieux pour avis par lettre du 18 février courant N° 977-B, suggère à ce Contentieux les observations suivantes :

Le projet établit, *au fond et dans la réalité des choses*, une espèce de taxe de patente, égale au montant des loyers, sur les Clubs ou Cercles dont le produit du jeu forme la ressource principale (aussi bien ceux *publics ou ouverts* que ceux *privés ou fermés*).

Le projet introduit une distinction entre les jeux *de hasard* et ceux qui *participent du hasard*. Cette distinction s'imposait pour ne pas aller à l'encontre des dispositions du Code Pénal (mixte et indigène) qui punissent comme délit le fait de tenir une maison de jeu de hasard ouverte au public et de la loi sur les établissements publics qui interdit aux tenanciers des dits établissements de laisser jouer aux jeux de hasard. Mais il est très difficile de distinguer entre les jeux de hasard et les jeux qui participent du hasard. D'ailleurs, dans la pratique, il n'est guère vraisemblable que, dans un club ou cercle où l'on joue des jeux qui participent du hasard, on ne se laisse pas aller aussi à jouer des jeux de pur hasard.

Les mêmes difficultés se présentent pour distinguer entre les jeux qui *participent du hasard* et les jeux de *famille* : d'où les dangers des appréciations et des solutions arbitraires, inséparables de toute expression imprécise et vague de la loi, surtout en matière fiscale.

Les établissements, qui sous le nom de cercle ou de club cachent de véritables maisons de jeux, seront les premiers à se soumettre à la taxe, dont, au besoin, ils sauraient tempérer la rigueur par la présentation de faux actes de bail.

Lorsque la Municipalité aura fait payer à un cercle une redevance égale au montant du loyer annuel, le public sera naturellement amené à voir dans ce fait une sorte de reconnaissance implicite ou de tolérance, qui donnera aux descentes de la police, afin de constater si dans le cercle on joue des jeux de hasard, l'apparence d'une mesure vexatoire.

La Commission municipale s'est rendu bien compte du caractère très délicat de la taxe proposée et elle a cherché de la moraliser en quelque sorte en édictant que son produit serait exclusivement affecté à la subvention d'œuvres de bienfaisance et d'enseignement.

Ces considérations de principe dispensent ce Contentieux d'entrer dans les détails du projet d'arrêté soumis à son examen, détails qui lui paraissent critiquables à plusieurs points de vue. Ce Contentieux signalera, cependant, les suivants :

A). — La taxe étant recouvrable contre le président du cercle (art. 4), elle frappe plutôt le dit Président que le cercle lui-même, qui n'a pas une personnalité juridique.

B). — L'article 3 du projet confère à la Délégation municipale des pouvoirs extraordinaires, comme celui de se prononcer sur le principe de la taxation et sur le montant de la taxe, à l'exclusion (paraît-il) de l'autorité judiciaire — et édicte des forclusions très rigoureuses du droit de réclamation contre les agissements du fisc municipal.

C. — Le projet impose aux établissements qui ont moins de ressources (peut-être parce qu'ils respectent davantage la loi sur les jeux de hasard) l'obligation de soumettre leurs registres à l'inquisition de la Délégation Municipale.

D. — Le projet viole le principe de la non-rétroactivité de la loi en disposant que la taxe sera due en entier pour l'année courante (art. 3).

E. — Le projet ne prévoit pas le cas que le club ou cercle soit lui-même propriétaire de l'immeuble occupé.

En cet état de choses le Conseiller Khédivial soussigné est d'avis que le Ministère, faisant usage de la faculté qui lui est réservée par l'art. 19 du Décret instituant la Municipalité d'Alexandrie, doit annuler la délibération de la Commission Municipale dont s'agit.

En tous cas, s'agissant de créer une taxe nouvelle, la Commission Municipale n'a, aux termes de l'art. 31 du dit Décret, que le droit de faire des propositions tendant à la création de la taxe, et il appartient au Conseil des Ministres exclusivement de statuer sur ces propositions.

Vu l'importance de la question, le Conseiller Khédivial soussigné a cru devoir la soumettre à l'examen de ses collègues du Comité du Contentieux. Ces derniers partagent entièrement la manière de voir sus-exposée.

Le Caire, le 21 février 1907.

Le Conseiller Khédivial,

(Signé) : BERNARDI.

2^{ème} ANNEXE

AL PROCÈS-VERBAL DE LA COMMISSION MUNICIPALE DU 6 MARS 1907.

Lettre du Ministère de l'Intérieur relative aux notifications à faire aux Consulats en cas de saisie.

*Monsieur le Président
de la Commission Municipale,*

Comme suite à ma dépêche en date du 23 février ct., suspendant la délibération relative à l'avis à donner par l'Administration municipale aux Consulats en cas de saisie mobilière dans le bureau d'un étranger, j'ai l'honneur de vous faire connaître l'avis du Contentieux de l'Etat sur cette question.

Déjà précédemment, à la date du 12 novembre 1906, au sujet des affaires Duburguet et Brunier et sur la question de savoir si le bureau d'un commerçant doit être considéré comme sa demeure au sens de l'art. 2 du décret du 25 mars 1880, le Comité du Contentieux de l'Etat, se basant sur la définition du mot "demeure" au paragraphe IV du protocole annexé à la loi concédant aux étrangers le droit de propriété immobilière dans l'Empire Ottoman du 7 Safar 1284 (10 juin 1876) ainsi conçu : « On entend par "demeure", la maison d'habitation et ses dépendances, c'est-à-dire, les communs, les cours, les jardins et les enclos contigus, à l'exclusion de toutes les autres parties de la propriété », émettait l'avis que la Municipalité n'avait pas à modifier les instructions données à ses agents percepteurs chargés de procéder aux saisies administratives pour le recouvrement de taxes, instructions les autorisant à pénétrer dans les bureaux et magasins des contribuables étrangers ne servant pas de maison d'habitation sans avis préalable aux consulats dont ils relèvent, sauf aux intéressés à se pourvoir devant l'autorité judiciaire s'ils le jugeaient utile.

Faisant suite à cet avis du 12 novembre 1906, le Contentieux de l'Etat fait observer, d'autre part, que sous l'apparence d'interprétation de l'arrêté municipal du 24 janvier 1890, relatif à la perception de la taxe de 2⁰/₀ sur les loyers, la Commission municipale interprète en réalité l'art. 2 du décret du 25 mars 1880 sur le recouvrement de l'impôt foncier, dans le sens d'octroyer aux étrangers un privilège contraire à la pratique suivie jusqu'à présent.

Il fait en outre remarquer qu'il ne saurait appartenir à la Commission municipale d'apporter des modifications au régime capitulaire dont jouissent les étrangers, et que, si dans son arrêté du 24 janvier 1899 relatif à la perception de la taxe de 2⁰/₀ sur les loyers, elle avait inséré la clause formelle de l'obligation de donner avis aux consulats avant de procéder à la saisie administrative dans les bureaux et magasins des étrangers, il est hors de doute que le Ministère de l'Intérieur, usant du droit qui lui est réservé par l'art. 19 du Décret Organique de la Municipalité, n'aurait pas laissé passer une telle clause, et que la Municipalité ne peut faire légalement par une simple délibération ce qu'elle n'eût pu faire par un arrêté.

L'avis à donner aux Consulats ne semble constituer qu'un simple acte de courtoisie, mais en fait il créerait un précédent qui ne manquerait pas d'être invoqué dans tous les cas similaires, et ce, avec d'autant plus de raison que le Gouvernement aurait en quelque sorte adhéré au principe en s'abstenant de faire usage de son droit de veto.

Enfin, l'arrêt de la Cour d'Appel Mixte en date du 10 avril 1895, invoqué par le rapport du Comité du Contentieux de la Municipalité, est plutôt contraire que favorable à sa thèse, puisque dans l'espèce, la saisie, loin d'avoir été invalidée ou considérée comme engageant la responsabilité du Gouvernement, a été au contraire maintenue ferme et la demande d'indemnité rejetée.

Le Ministère des Affaires Etrangères me fait connaître d'autre part, qu'en diverses circonstances, notamment en 1895, les agents du service municipal d'Alexandrie ayant pénétré dans des magasins sans qu'avis préalable eût été donné à l'autorité consulaire, il a soutenu le droit de ces agents de pénétrer dans des locaux qui ne constituent pas strictement la maison d'habitation.

Dans ces conditions, j'ai l'honneur de vous informer, aux termes de l'art. 19 du décret du 5 janvier 1890, que, partageant sur la question l'avis du Contentieux, le Gouvernement a le regret de ne pouvoir approuver la délibération prise par la Municipalité dans sa séance du 13 février courant.

Veillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma considération la plus distinguée.

Le Caire, le 28 février 1907.

Le Ministre de l'Intérieur,
(Signé) : MOUSTAPHA FEHMY.

SÉANCE

DE LA

COMMISSION MUNICIPALE

DU

13 Mars 1907.

OBJET : Election des divers bureaux permanents de la Commission (suite). –
Question du gaz et de l'électricité. – Terrains revendiqués par l'Etat sur
les quais.

Présents :

S. E. LE D^r SCHIESS PACHA, *Président*,

MM. AHMED PACHA YEHIA,

AHMED BEY EYOUB,

ABDEL KADER BEY GHÉRIANI,

J. BARBAZA,

E. BENACHI,

L. ESCOFFIER,

P. FENDERL,

E. W. P. FOSTER,

KAMEL BEY TEYMOUR,

H. P. KINGHAM,

MANSOUR BEY YOUSSEF,

BARON A. DE MENASCE,

MOHAMED BEY MAHFOUZ,

A. PADOA BEY,

AMB. A. RALLI,

D. RIETI,

M. SALVAGO,

E. STROSS,

SOLIMAN BEY ABANI,

G. ZERVUDACHI, *Membres ;*

W. P. CHATAWAY, *Administrateur*,

I. SEDKY BEY, *Secrétaire Général*.

Se sont fait excuser :

S. E. LE GOUVERNEUR,
MM. L'INSPECTEUR DU 3^e CERCLE,
J. BORCHGREVINCK,
KING LEWIS,
D. TAMBACPOULO
D^r G. VALENSIN.

La séance est ouverte à 4 h. p.m.

Cette réunion est tenue en continuation de celle du 6 courant.

Election des divers bureaux permanents de la Commission.
(suite)

Poursuivant les élections des différents Comités, la Commission, au scrutin secret, désigne :

Au Conseil du Tanzim. — Titulaire, M. O. Rothacker. Suppléant, M. E. Stross.

Ce Conseil est en outre composé de l'Administrateur, *Président*, de l'Inspecteur des Villes et Bâtiments de l'Ouest, de l'Ingénieur en chef et de l'Inspecteur Sanitaire.

Au Conseil d'évaluation. — MM. Ahmed Bey Eyoub, Baron A. de Menasce.

Ce Conseil se compose en outre du Chef de l'Administration, des deux Conseillers délégués au Conseil du Tanzim et de l'Ingénieur en chef, membres de droit (Com. Mun. du 19 janvier 1903).

Au Comité de la Caisse de prévoyance du personnel. — MM. Abdel Kader Bey Ghériani, A. Padoa Bey.

Ce Comité est, en outre, composé du Président ou du Vice-Président de la Municipalité, du Président du Comité des Finances et des trois plus anciens Chefs de Service participants, membres de droit.

Au Conseil spécial d'appel en matière disciplinaire. — Membres suppléants : MM. Kamel Bey Teymur, H. P. Kingham.

Ce Conseil est, en outre, composé de S.E. le Gouverneur, *Président* ; du Procureur Général, du Directeur Général des Douanes, du Chef du Parquet indigène et du Chef de la Délégation du Contentieux de l'Etat, membres de droit.

Au Comité de révision de la liste électorale générale. — MM. Ahmed Bey Eyoub, E. Benachi, Padoa Bey.

Ce Comité se compose, en outre, du Gouverneur, *Président*, et du Vice-Président, membres de droit.

Au Comité de révision de la liste électorale des propriétaires. — M. M. Salvago.

Ce Comité se compose, en outre, du Gouverneur, *Président*, du Vice-Président et des deux membres de la Commission élus par les propriétaires, (MM. Abani Bey et de Menasce).

Comité d'examen. — Suivant le règlement, la Commission désigne dans chaque cas trois membres, pour procéder à l'examen et faire ensuite partie de la Délégation, en vue des nominations.

Une proposition de la Délégation suggérée par l'Administrateur, tendant à la nomination d'un Comité spécial permanent chargé de l'examen des diverses questions intéressant les pompiers, est renvoyée à la prochaine séance.

Question du gaz et de l'électricité.

Mention est faite de l'envoi aux membres du rapport du Comité du Contentieux municipal et des notes élaborées tant par l'Administration municipale que par la Compagnie du Gaz au sujet des points en litige avec cette Société et qui se rapportent aux deux questions suivantes :

1^o la Municipalité peut-elle pour la fourniture et la distribution de l'éclairage électrique, soit public, soit privé, s'adresser à une autre entreprise que la Compagnie Lebon ?

2^o la concession accordée à cette Compagnie comprend-elle Ramleh ?

Après un échange d'idées et adoptant la proposition formulée par M^e Padoa Bey dans la conclusion de son rapport, la Commission, sans se départir d'aucuns de ses droits, décide de se prêter à toutes négociations pouvant permettre d'éviter, si possible, un litige.

Elle désigne pour suivre ces négociations MM. Yehia Pacha, Ralli, Fenderl, Menasce et Abani Bey.

Ils présenteront dans le délai d'un mois un rapport sur le résultat qui aura été atteint.

Une proposition d'ajournement n'avait pas rallié la majorité des suffrages.

Les documents communiqués aux membres sont imprimés séparément.

Terrains revendiqués par l'Etat sur les quais.

Communication est donnée d'une note du Comité du Contentieux adhérent au rapport de l'Administration, sur la question des collines de Hadra et de Chatby et des terrains revendiqués par l'Etat, près de la gare de Ramleh, question qui avait été renvoyée à l'examen du dit Comité.

La Commission, à la suite de l'étude entreprise, adhère, après discussion, aux conclusions du Comité et reconnaît à l'Etat la propriété des terrains qu'il revendique.

Vu l'heure avancée, les autres questions sont ajournées à une séance qui aura lieu mercredi 20 courant.

La séance est levée à 8 h. pm.

Le Secrétaire Général,
I. SEDKY.

Le Président,
SCHIESS.

SÉANCE
DE LA
COMMISSION MUNICIPALE
DU
20 MARS 1907.

OBJET : Lettre ministérielle concernant le remplacement de l'Inspecteur du 3^e Cercle d'Irrigation par l'Inspecteur des bâtiments de l'Etat. – Question des baux à long terme. – Demande de concession de M. G. Ralli. – Autorisations d'ester en justice. – Réorganisation des services techniques et promotion de M^e A. Willner. – Ouverture de crédits divers. – Réglementation des poids. – Excédents et emprises. – Mode d'évaluation des ziadets de tanzim. – Proposition de M. le Dr. Valensin tendant à donner le nom de Carducci à une rue de la ville.

Présents :

S. E. LE DR. SCHIESS PACHA, *Président*;
MM. AHMED PACHA YEHIA,
ABDEL KADER BEY GHERIANI,
J. BARBAZA,
L. ESCOFFIER,
P. FENDERL,
E. W. P. FOSTER,
MANSOUR BEY YOUSSEF,
BARON A. DE MENASCE,
A. PADOA BEY,
AMB. A. RALLI,
D. RIETI,
O. ROTHACKER,
M. SALVAGO,
E. STROSS,
D. TAMBACOPOULO,
DR. G. VALENSIN,
G. ZERVUDACHI, *Membres* ;
W. P. CHATAWAY, *Administrateur*,
I. SEDKY BEY, *Secrétaire Général*.

Se sont fait excuser :

S.E. LE GOUVERNEUR,
MM. L'INSPECTEUR DU 3^me CERCLE,
AHMED BEY EYOUB,
E. BENACHI,
J. BORCHGREVINCK,
KING LEWIS,
KAMEL BEY TEYMOUR,
H. P. KINGHAM,
MOHAMED BEY MAHFOUZ,
SOLIMAN BEY ABANI.

La séance est ouverte à 4 h. p.m.

Les représentants de la presse quotidienne d'Alexandrie assistent pour la première fois aux réunions de la Commission.

S.E. le PRÉSIDENT leur souhaite la bienvenue dans les termes suivants:

« Je tiens à adresser aux représentants de la Presse, qui, pour la
« première fois, assistent à nos délibérations, un mot de bienvenue. Nous
« nous félicitons, Messieurs, de votre présence ici ; c'est vous-mêmes qui
« avez demandé votre admission et la Commission y a consenti volontiers.
« Il faut, en effet, que tout ce qui intéresse la Cité soit connu dans la plus
« large mesure possible et, dans l'accomplissement de notre tâche, vous
« serez, par la loyauté de votre examen et la sincérité de vos comptes rendus,
« des auxiliaires précieux.

« Je n'ai à vous adresser qu'une seule recommandation, c'est de vous
« abstenir toujours de marques quelconques d'approbation ou d'inprobation,
« et cela vous sera facile. Puisque vous maniez si bien la plume, vous avez
« une arme à votre disposition pour les exprimer. Ainsi la situation
« commande que vous accueilliez silencieusement ce court monologue.

« Nous passons à l'ordre du jour ».

**Lettre ministérielle concernant le remplacement
de l'Inspecteur du 3^e Cercle d'irrigation par l'Inspecteur des bâtiments de l'Etat.**

Bien que la séance soit tenue en continuation d'un ordre du jour non épuisé, S. E. le PRÉSIDENT, après adhésion de l'Assemblée, donne communication de la lettre ci-après datée du 15 mai, de S. E. le Ministre de l'Intérieur, proposant un nouveau mode d'application du § 6 de l'art. 2 du décret organique :

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR.

N° 1676 B.

Monsieur le Président

de la Commission Municipale d'Alexandrie,

L'art. 2 du décret du 5 janvier 1890 dispose que les six membres de droit sont :
1° ... 6° l'Ingénieur occupant à Alexandrie le poste le plus élevé dans le personnel des Travaux publics.

Ce mandat a été jusqu'ici exercé par l'Inspecteur du 3 Cercle des Irrigations. Or le Ministère des Travaux publics me fait à cet égard remarquer que les fonctions de cet Inspecteur l'obligeant fréquemment à s'absenter et ne lui permettant pas de remplir utilement ce mandat, il serait préférable dans l'intérêt du service, de confier le dit mandat à l'Ingénieur-Inspecteur du Service des Bâtiments de l'Etat à Alexandrie.

En ce qui concerne le texte de l'art. 2 du décret du 5 janvier 1890, il ne me paraît pas que ce texte soit en désaccord avec la suggestion faite par le Ministère des Travaux publics. En effet le texte de la loi dit « occupant à Alexandrie ». Or l'Inspecteur des Irrigations, obligé de par ses fonctions à de continuels déplacements, ne peut pas être considéré comme ayant dans cette ville la résidence fixe prévue par le décret, condition qui est au contraire remplie par l'Inspecteur-Ingénieur des Bâtiments, qui occupe après lui le poste le plus élevé dans le personnel des Travaux publics.

Je vous serai en conséquence obligé de me faire savoir si vous n'avez pas d'objection à ce qu'il soit donné suite à la proposition du Ministère des Travaux publics.

Veuillez etc.

Le Sous-Secrétaire d'Etat.

Signé : I. NAGUIB.

La Commission décide d'informer le Gouvernement qu'elle n'a pas d'objection à formuler à cette proposition et elle saisit cette occasion pour exprimer le vœu que la Commission puisse, d'une façon plus fréquente, profiter de la présence à ses réunions de quelques-uns des autres membres de droit, fonctionnaires du Gouvernement.

S. E. le PRÉSIDENT fait part du décès de M. Verschoyle, inspecteur général des irrigations et ancien membre de l'Assemblée.

La séance est levée en signe de deuil, pendant quelques minutes.

Question des baux à long terme.

L'étude de cette question n'ayant pas été achevée par le Comité du Contentieux, qui, en raison de l'importance du sujet, doit puiser les éléments de son étude aux sources les plus diverses, est ajournée à une prochaine réunion.

Demande de concession de M. G. Ralli.

Communication est donnée du rapport ci-annexé du Comité du Contentieux au sujet de la demande de M. G. Ralli, tendant à la cession à bail d'un terrain sur les quais pour la construction d'un casino.

S. E. YEHIA PACHA et MANSOUR BEY YOUSSEF insistent pour que l'examen de la question soit différé jusqu'à ce que la Commission ait pris une décision définitive au sujet des locations à long terme. C'est du reste pour bien marquer le rapport qu'il y a entre les deux questions et la subordination de l'une à l'autre que l'ordre du jour fait suivre la question de principe par celle de détail.

PADOA BEY répond que la rigueur des principes doit fléchir devant l'intérêt général et qu'il appartient précisément à la Commission d'apprécier si le caractère de l'œuvre que désire entreprendre M. Ralli est tel qu'il doive déterminer un traitement spécial et de faveur.

Après un échange d'idées deux propositions sont formulées.

La première, celle de Padoa Bey, est énoncée comme suit : « Faut-il poursuivre l'examen de la demande de M. Ralli ? » La seconde, celle de M. Rieti : « Si un établissement dans le genre de celui présenté par M. Ralli est d'intérêt général ? »

Une discussion a lieu à ce sujet, à la suite de laquelle la priorité est donnée à la proposition de M. Rieti.

Par 10 voix contre 8, la Commission se prononce négativement. La proposition de Padoa Bey n'ayant plus d'objet, son auteur la retire.

La demande de M. Ralli est par suite rejetée.

Autorisations d'ester en justice.

Sur le rapport du Président du Comité du Contentieux, la Commission autorise l'Administration à ester en justice dans les affaires suivantes : Mohamed Hassan Hamzé, Sakelarios, Abdel Halim Rached et Loria, Cheysafi Catzinilli, Moussa Banoun et Wakf Biach, hoirs Sabet Pacha, Mohamed Abou Helaga, Pangalos et consorts, També et consorts et hoirs Karmous, Cesar Hananich, Ibrahim Nosseir, Stephan Sigala et Mohamed Eff. Khalil, Ahmed Abou Helaga et consorts.

Réorganisation des services techniques et promotion de M^e A. Willner.

Après un échange d'idées, la Commission approuve les propositions de la Délégation contenues dans son procès-verbal du 26 février 1907, pour la réorganisation des services techniques. Cette réorganisation comporte le prélèvement d'une dépense de L.E. 2.862 sur la réserve du budget ordinaire et de L.E. 1.620 sur le budget extraordinaire, cette dernière somme étant requise pour l'engagement d'un personnel d'ingénieurs provisoires pour les travaux de drainage. La Commission autorise l'Administration à mettre au concours les nouveaux postes prévus dans la réorganisation.

Approuvant d'autre part une proposition de la Délégation des 26 février et 19 mars 1907, la Commission décide la promotion de M^e Willner à la classe de L.E. 35 à 40, à titre d'assistant du Secrétaire Général. Cette promotion au lieu de prendre date à partir de l'année prochaine ainsi que le proposait la Délégation, produira ses effets à partir de l'année courante, et le crédit y relatif, soit L.E. 90, sera prélevé sur la réserve.

Ouverture de crédits divers.

La Commission autorise l'ouverture des crédits suivants sur le budget extraordinaire :

L.E. 100 pour des essais de fumigation avec le gaz Clayton. (Voir Délégation du 19 février 1907).

L.E. 244 pour la confection et la réparation des voitures d'ambulance. (Voir Délégation du 19 février 1907).

L.E.3.800 pour des travaux d'agrandissement et modifications au palais municipal actuel en attendant la construction du nouvel hôtel de ville. Le Comité des Travaux Publics consulté avait émis un avis favorable à cette dépense. (Voir Délégation du 5 mars 1907).

Réglementation des poids.

Sur l'exposé de l'Administrateur et étant donné que malgré les études diverses entreprises sur la question de la réglementation des poids et mesures dans des réunions tenues par les autorités gouvernementales avec les délégués des Chambres Commerciales, aucun projet n'a jusqu'à maintenant abouti, la Commission, afin de ne pas retarder plus longtemps l'application de dispositions présentant un si grand intérêt pour le public, adopte l'ancien projet proposé par la Délégation dans sa séance du 3 janvier 1905 tendant à tenir entre les mains de fonctionnaires placés en divers points de la ville des séries de poids pour servir au contrôle du poids des denrées vendues et à timbrer avec un timbre spécial les poids de tout commerçant de la ville qui voudrait se soumettre à ce contrôle.

La Municipalité autorisera les commerçants à afficher des avis dans leurs établissements indiquant que leurs poids et mesures sont contrôlés par la Municipalité.

PADOA BEY en approuvant le projet, fait remarquer que l'application en sera d'autant plus facile que d'après l'opinion récemment émise par le Comité du Contentieux de l'Etat, il n'y aura, d'après ce Contentieux, aucune objection légale à ce que les agents de la Municipalité pénètrent dans les boutiques des sujets étrangers.

Excédents et emprises.

La régularisation des excédents et emprises ainsi que les estimations diverses faites par le Conseil d'évaluation dans sa séance du 23 février 1907, sont ajournées pour une prochaine réunion, en vue de la distribution préalable des documents y relatifs aux membres de la Commission.

Mode d'évaluation des ziadets de tanzim.

Communication est donnée de la proposition ci-annexée de M. de Menasce relative au mode d'évaluation des ziadets de tanzim.

La Commission en recommande l'essai au Conseil d'évaluation et se réserve ultérieurement de prendre une décision définitive lorsque l'expérience aura démontré l'efficacité du système proposé par M. de Menasce.

Proposition de M. le Dr. Valensin tendant à donner le nom de Carducci à une rue de la Ville.

M. LE D^r G. VALENSIN développe sa proposition tendant à donner à une rue ou place de la ville le nom de Giosuè Carducci. En commémorant par cette mesure le nom de l'illustre poète, la Commission aura non seule-

ment glorifié un des génies qui honorent le plus l'humanité, mais acquittera une dette de reconnaissance, Carducci ayant dédié une de ses plus belles odes à la ville d'Alexandrie.

Plusieurs membres s'associent aux sentiments exprimés par le Dr Valensin, sentiments auxquels, au nom de la population indigène, adhère M. Mansour Bey Youssef.

La Commission décide en conséquence de donner à une rue de la Ville, à proposer par le Comité des Travaux Publics, le nom de Giosuè Carducci.

Les autres questions à l'ordre du jour sont ajournées à une prochaine séance.

La séance est levée à 7 heures $1/2$ p.m.

Le Secrétaire Général,

I. SEDKY.

Le Président,

SCHIESS.

1^{ère} ANNEXE

AU PROCÈS-VERBAL DE LA COMMISSION MUNICIPALE DU 20 MARS 1907.

Demande de concession de M. G. Ralli.

Rapport présenté par Padoa Bey au nom du Comité du Contentieux.

Au mois d'avril 1906, M. Georges Ralli, artiste peintre, auteur dramatique, a exposé à la Municipalité que la population, constamment absorbée par ses occupations journalières, éprouve un besoin pressant de délassements et de distractions saines et décentes.

Il a pensé, dit-il, que, pour y satisfaire, l'édification, sur les quais, d'un Casino Municipal, s'imposait et il s'est assuré l'appui d'un syndicat financier ici même.

A cet effet, il demandait à la Municipalité la concession pour 50 années du lot N° 24 des terrains du quai, de 6378 pics, à 40 mètres du rivage, près de l'embranchement des lignes de tramways, c'est-à-dire de l'ancienne gare de Ramleh.

Il y ferait construire une belle salle de théâtre entourée de jardins, théâtre et jardins fonctionnant en hiver comme en été ; par un mécanisme ingénieux, le tout deviendrait clos en hiver et ouvert en été.

La salle de théâtre serait, à l'occasion, transformable en cirque, music-hall, salle de fêtes pour bals, redoutes, fêtes de charité, fêtes de nuit. Il y serait donné des spectacles, attractions et autres de tout premier ordre, select, à l'instar des grands Théâtres, Music-Halls et autres de Londres, Paris etc. Deux ou trois fois par semaine, il y aurait spectacle en langue arabe.

Sur la façade donnant sur les quais, une superbe terrasse de 60 mètres de long, sur 12 de large et 5 de hauteur, genre Saint Germain, servirait de brasserie, restaurant, café ; elle serait close en hiver par le même système.

Le tout serait construit, partie en fer partie en maçonnerie, d'une architecture riche et de bon goût. A l'expiration des 50 années, la Ville resterait propriétaire de ce superbe édifice qui, par son entretien et ses soins continus, serait toujours en bon état.

M. Ralli paierait un loyer pour le terrain ou ferait participer la Ville aux bénéfices avec les actionnaires et les porteurs de parts de fondation, après déduction pour l'amortissement, la réserve et le six pour cent d'intérêts. Il y aurait exemption d'impôts.

Aussitôt sa demande agréée, M. Ralli soumettrait les devis, plans et dessins de l'édifice. Il demandait une réponse au plus tôt pour ne pas tenir trop longtemps en suspens le groupe financier qui appuyait son projet.

Le 12 juin 1906, les Comités réunis des Finances et des Travaux Publics indiquaient qu'ils seraient disposés à appuyer cette demande sous les conditions suivantes :

Loyer sur la base de 6 % de la valeur d'estimation du terrain.

Edifice revenant à la Ville après 50 ans.

Dépôt d'un cautionnement équivalent à cinq années de loyer.

Tous impôts devraient être acquittés.

Le 19 juin, la Délégation adoptait cet avis.

Par lettres des 25 juin et 30 juillet, M. Ralli déclarait adhérer aux suggestions des dits Comités sur une estimation des terrains entre 400 et 500 piastres au tarif, en indiquant cependant que le cautionnement devrait être donné pour trois ans et restitué à l'achèvement de la construction, et que, sur les 6 % de loyer, 1 % devrait être employé par lui à construire un ou deux magasins de plus.

La valeur réelle de l'édifice serait de 40.000 à 50.000 L. Eg.

Le 5 novembre 1906, le Comité des finances, tout en confirmant l'avis du 12 juin 1906, indiquait qu'avant toute concession, il y aurait lieu de faire approuver les plans de l'établissement par la Municipalité.

Il estimait, en même temps, la valeur du terrain à L.E. 10 le pic et admettait que le loyer ne fût que de 3 %, avec faculté pour le locataire de renouveler le bail à l'expiration des 50 ans.

Le 29 novembre, la Délégation prenait note de cet avis et décidait de soumettre la question à la Commission pour y être statué après que le principe des locations aurait été admis ; quelques membres avaient, du reste, réservé leur appréciation sur la demande même ; un membre avait déclaré y être contraire.

Le 19 décembre 1906, la Commission Municipale renvoyait la question à une nouvelle étude de la Délégation et des Comités des Finances et des Travaux Publics réunis.

Le 22 janvier 1907, ces trois collèges se réunirent et estimèrent qu'il y aurait lieu, avant toute décision, de demander à M. Ralli de soumettre, dans un délai de trois mois, les plans de la construction qu'il propose d'élever et de justifier, dans le même délai, des moyens financiers nécessaires à l'exécution de l'ensemble de ces plans, afin de permettre à la Commission Municipale de se prononcer ; ils décidèrent de soumettre cet avis à la Commission.

Le 27 janvier, M. Ralli écrivait que le délai de trois mois était amplement suffisant pour lui permettre de soumettre les plans requis et la justification des capitaux ; un mois lui suffirait au sujet des capitaux et six ou huit semaines pour les plans selon le projet qu'il avait présenté.

Il demandait que, à la séance de la Commission du 30 janvier, l'Administrateur fit adopter définitivement la concession, « avec la clause suspensive : que les plans et la justification des capitaux seraient soumis à l'approbation de la Municipalité » et que la Commission conférât à l'Administrateur mandat de signer, le cas échéant, le contrat de concession à bail. Il ajoutait que la Ville lui serait certainement reconnaissante de l'avoir dotée d'un beau monument pouvant être en rapport avec ses besoins et retenir quelques jours de plus les étrangers de passage à Alexandrie.

En sa séance du 13 février 1907, la Commission renvoya la question au rapport du Comité du Contentieux.

D'autre part le 19 février, le Vice-Président répondait à M. Ralli, en bien spécifiant que les plans qu'il présenterait seraient fournis par lui à ses risques et périls, comme élément préparatoire dans l'instruction à laquelle, sans rien préjuger, la Municipalité se livrait sur sa demande ; qu'après cela seulement et lorsque tout serait en état, la Commission pourrait être appelée à se prononcer tant sur le principe que éventuellement sur les détails.

Observations.

Les considérations présentées à l'occasion du projet de jetée (Joseph) retrouvent en grande partie leur place ici.

Toute convention, surtout de longue durée, et quelle que soit la qualification qu'elle puisse comporter, doit suivre et non précéder les études qui s'y rapportent ; le bon ordre des choses si non le bon sens le veulent ainsi. Il n'y a point à se lier par une décision dite de principe, restant conditionnelle quant à ses suites ; un tel système serait de nature à engendrer des abus sérieux et, en tous cas, des difficultés. Principe et conditions d'exécution se lient, du reste, souvent. Et, si certaines dépenses peuvent être indispensables à un pétitionnaire pour asseoir un projet complet, c'est là un risque inhérent aux affaires.

La Commission ne saurait donc souscrire à la demande que M. G. Ralli a formulée en sa lettre du 27 janvier dernier.

Rien ne ferait obstacle cependant, à ce que, sans altérer cette situation et sans s'engager en rien, elle mit M. Ralli en état de ne pas s'égarer et même l'arrêtât s'il ne devait avoir aucune chance finale d'aboutir.

Quelques mots d'explications sont nécessaires à cet égard.

Jusqu'ici la Commission n'a guère paru disposée à adopter le principe de location pour les terrains du quai, mais elle semble en même temps, portée à faire une exception pour les œuvres *d'intérêt général*.

Le projet de M. Ralli présente-t-il ce caractère?

Bien entendu, il ne saurait être question de *Casino Municipal*. Cette dénomination ne pourrait, en effet, que fausser les choses.

C'est d'une location de terrain, pour un Casino qu'il s'agirait, dans le fonctionnement duquel il ne conviendrait, en aucun cas, à la Municipalité de s'immiscer.

Théâtre, Music Hall, café, brasserie, restaurant etc. !! Dans quelle mesure tout cela ou partie de cela est-il d'intérêt général et susceptible d'être favorisé au regard d'autres établissements?

Depuis la séance susdite de la Commission, M. Ralli a dit aussi, que nous n'avons pas à Alexandrie un restaurant de premier ordre d'une décence suffisante pour qu'on puisse aller y dîner avec sa famille ni un café ou une brasserie splendides, que c'est pour cela que, le soir, Alexandrie est désert et la circulation nulle. mais que surtout il manque le Music Hall, l'opérette, le cirque, etc. dans des conditions assez décentes pour les familles ; hors du théâtre Zizinia, il qualifie sévèrement les autres établissements, tandis que, dans son projet il y aurait un jardin féerique l'été, devenant serre pendant l'hiver, des bals blancs, des fêtes de charité, des fêtes de nuit, des redoutes etc., dans un local spécial.

Il y a bien aussi, dit-il, San Stefano, mais, pour s'y rendre une famille de 4 ou 5 personnes doit dépenser cinq francs outre les dépenses supplémentaires, tandis qu'Alexandrie, ville balnéaire, doit avoir dans son sein le Casino de tout premier ordre qu'il propose, monument de toute richesse, embellissant les quais, ayant à côté de lui des hôtels splendides ; la ville percevrait, en même temps, un deux pour cent qui sera affecté à l'assistance publique etc. etc.

Le rôle du Comité du Contentieux ne pouvait être de se prononcer sur la valeur de ces indications.

En tous cas, si un établissement de cette nature peut séduire, irait-il cependant jusqu'à répondre à ce qu'on appelle vraiment l'intérêt général et à comporter un régime de faveur ?

Si la Commission l'estimait ainsi, soit en maintenant ce vaste et brillant programme soit en le restreignant, elle pourrait le manifester, sans s'engager en rien, du reste, et se livrer à un examen plus approfondi sur les conditions matérielles d'exécution et de conservation ; elle aurait aussi à rechercher comment pourraient être déterminées et assurées ces conditions de décence dont, par un sentiment fort respectable, l'auteur du projet paraît s'inspirer tout particulièrement.

Si, au contraire, la Commission ne le croyait pas ; si, d'ores et déjà, elle considérait qu'il n'y va pas de l'intérêt général et que, sur les objets dont parle M. Ralli, le champ reste libre à tous, dans des conditions égales, elle pourrait le dire, pour qu'alors M. Ralli ne conserve pas plus longtemps des illusions qui pourraient lui être plus ou moins onéreuses.

La Commission appréciera.

Le procès-verbal de la Délégation du 5 février 1907 montre que M. Alban Roussolte a présenté, de son côté, une demande tendant à la construction d'un Casino Municipal sur l'emplacement du fort de Silsiley et que cette demande a été rejetée.

28 février 1907.

A. PADOA.

2^{ème} ANNEXE

AU PROCÈS-VERBAL DE LA COMMISSION MUNICIPALE DU 20 MARS 1907.

Proposition de M. le Baron A. de Menasce relative à l'évaluation des ziadets Tanzim.

Il faut diviser les ziadets en deux catégories :

1° Ziadets inutilisables en eux-mêmes ou petits ziadets.

2° Ziadets utilisables en eux-mêmes ou grands ziadets.

Les premiers sont constitués de bandes de terrains minimales ou impropres à une construction immobilière pouvant donner un profit ; ils ont donc une valeur moindre que les autres ; de même que les petits coupons d'étoffe, ils doivent être cédés meilleur marché que les seconds qui, tout en n'étant pas des terrains parfaits, peuvent être utilisés comme tels, et partant, ont une certaine valeur tout en n'atteignant pas la valeur d'un terrain normal. Pour distinguer les premiers des seconds, on pourrait décider que l'on considérera comme ziadets inutilisables les terrains qui, dans les quartiers de la catégorie A n'auront pas 8 mètres de façade sur, au moins, trois façades ; dans les quartiers de la catégorie B, n'auront pas 6 mètres de façade sur, au moins, trois façades ; dans les quartiers de la catégorie C n'auront pas 4 mètres de façade sur, au moins, trois façades.

Les quartiers A sont ceux qui appartiennent à la catégorie des quartiers de luxe qui, par conséquent, possèdent des rues de 8 mètres et au-dessus.

La catégorie B comprendra les quartiers qui ont des rues de 6 mètres et au-dessus sans arriver à 8 m.

Au dessous de 6 mètres, les quartiers feront partie de la catégorie C.

Ceci établi, les ziadets se vendront différemment suivant qu'ils profiteront à un terrain construit ou à un terrain non construit.

SÉRIE I. - *Petits ziadets.*

Les petits ziadets, à l'exception de ceux ci-dessous désignés (*a.b.c.*), se vendront à 50 % de la valeur d'un terrain normal, lorsque c'est un terrain construit qui en bénéficiera ; on leur appliquera par contre, lorsqu'ils profiteront à un terrain vague, les principes réglant les prix des grands ziadets.

Font exception à ce qui précède et sont considérés comme grands ziadets, les petits ziadets qui se trouvent dans les conditions suivantes :

a. Lorsqu'ils permettent à une construction d'avoir sur une rue une façade que cette construction n'avait pas sur cette rue ;

b. Lorsque, venant s'ajouter à une partie non construite du terrain bénéficiaire, partie inutilisable en elle-même, ils convertiront cette partie en un véritable lot utilisable (ceci ne s'appliquera pourtant point à la façade principale d'une maison qui, construite par exemple à neuf m. en recul de la rue, verra cette bande portée à 16 mètres).

c. Lorsqu'il s'agira de ziadets sur des rues de grand trafic, où les moindres parcelles de terrain ont une valeur considérable et peuvent être louées comme boutiques (Rue Chérif, Midan etc. etc.).

SÉRIE II. - *Grands ziadets.*

Les grands ziadets se vendront à la valeur établie sur les bases ci-dessous (voir les 8 tableaux) lorsqu'ils profiteront à un terrain vague, et au 75 % de la valeur établie sur ces mêmes bases lorsqu'il s'agira d'un terrain construit.

La base, l'étalon du ziadet Tanzim est le ziadet Tanzim indifférent. J'appelle ziadet indifférent, celui qui, sans l'améliorer, ne nuit pas à la propriété bénéficiaire.

Pour ma part, j'estime qu'un ziadet Tamzim doit être calculé à un prix inférieur à celui d'un terrain normal (terrain ayant une façade et une profondeur normale).

J'évalue cette moins-value à 20 % (chiffre que l'on peut discuter et changer), c'est-à-dire que si le pic carré d'un terrain normal vaut 100, le pic carré du ziadet indifférent vaudrait 75.

Les raisons qui militent en faveur de cette base d'appréciation sont multiples ; les principales sont :

1° Le ziadet ne peut être vendu au même prix qu'un terrain normal parceque, généralement, le rapport entre la façade et la profondeur ou vice-versa, n'est pas normal.

2° Parcequ'en admettant que ce rapport soit normal, ce qui est l'exception (étant donné que le propriétaire riverain n'est pas astreint à acquérir le ziadet, et que la Ville ne peut le vendre à d'autres qu'à lui), il constitue une non-valeur pour la Ville, si le propriétaire s'entête à ne pas l'acheter. Il faut donc attirer l'acheteur en lui offrant un avantage.

3° C'est un sacrifice que fait le propriétaire riverain puisqu'il a une propriété se suffisant à elle-même, et qu'il n'a d'autre avantage de l'accroître que si cet accroissement lui est avantageux et il ne peut l'être que s'il acquiert du terrain à un prix inférieur à celui qu'il possède déjà.

4° Le propriétaire peut ne pas être riche, ou même étant riche il doit faire un sacrifice pour se procurer l'argent nécessaire à payer le ziadet.

Il faut donc lui tenir compte de ce sacrifice.

Les raisons qui précèdent ne s'appliquent que pour les cas où le ziadet est indifférent (c'est-à-dire ne changeant en rien la valeur du terrain) mais il est des cas où le ziadet avantage le propriétaire riverain, d'autres où, au contraire, il lui cause un préjudice.

C'est pourquoi il faut, suivant les cas, majorer ou diminuer la valeur de ce que j'appelle le ziadet indifférent, d'après les bases suivantes :

Lorsque le ziadet *améliore* le terrain bénéficiaire, il doit être vendu au prix du ziadet indifférent majoré du 50 % (chiffre à discuter) de la plus-value qu'il donne au terrain bénéficiaire, sans toutefois que le prix dépasse le 50 % (chiffre à discuter) du prix du terrain avant son amélioration ; exemple : un terrain vaut 4 Livres le pic, le ziadet peut lui donner une valeur de 8 Livres, la Ville ne peut vendre le ziadet plus de 6 Livres le pic.

Lorsque le ziadet nuit au terrain riverain, le prix du ziadet sera fixé de la façon suivante :

On estimera le terrain riverain tel qu'il est sans le ziadet, et ce qu'il vaudra après l'achat du ziadet ; on bonifiera 25 % sur la différence entre les deux prix, en vertu du principe que le ziadet indifférent vaut 25 % en moins.

Exemple : un terrain de 1000 pics vaut 1000 L. (100 P. le pic), on lui ajoute 200 pics de ziadet, admettons que cela diminue la valeur totale du terrain à 95 P. T. le pic au lieu de 100, le nouveau terrain vaudra donc 1140 L. (1200×95), sur ces 140 L. il sera bonifié 25 %.

Lorsque le ziadet nuit à un terrain construit, le prix du ziadet sera fixé comme précédemment, en tenant compte qu'au lieu de bonifier 25 %, on devra bonifier 2 fois : le 1^{er} 25 %, en vertu du principe que le ziadet indifférent pour les immeubles est du 75 % du ziadet indifférent pour les terrains vagues, et le 2^e 25 % en vertu du principe que le ziadet indifférent vaut 75 % d'un terrain normal.

J'ai également posé comme principe que l'achat du ziadet de Tanzim est facultatif ; en cas de refus d'achat de la part du riverain, la Ville pourra utiliser ce terrain comme s'il faisait partie de la voie publique, sans toutefois molester le riverain. Elle ne pourra pas, à mon avis, le louer à un cafetier qui, en plaçant des chaises ou des tables, empêchera le riverain d'accéder facilement à son terrain ; elle pourra, par contre, le louer à un marchand de glace qui mettra sa caisse dans un coin, ou à un marchand ambulant, comme elle le fait sur certains trottoirs ; mais en principe le ziadet doit être laissé libre comme un trottoir plus large à cet endroit, et ne peut être loué sur toute son étendue.

Tels sont les principes qui doivent régir la question de la vente des ziadets Tanzim.

Je donne ci-joint un tableau indiquant les différentes combinaisons types de ziadet, auxquelles on peut ramener tous les cas en les combinant avec les principes sus-énoncés. De la sorte, la base d'estimation sera toujours la même, et le Conseil d'évaluation devra se mouvoir dans les limites restreintes de ce qui sera, pour ainsi dire, le cadre des estimations. Le cadre étant restreint, les abus seront fatalement limités, sinon dans leur nombre, du moins dans leur valeur.

Tableaux relatifs à la question de principe concernant l'évaluation des ziadets Tanzim.

Terrains sur une rue.											
N° 1 Hypothèse A	<table><tr><td></td><td></td><td></td></tr><tr><td></td><td>x</td><td></td></tr><tr><td></td><td>y</td><td></td></tr></table>						x			y	
	x										
	y										
Rue											

Terrains sur une rue.								
N° 2 Hypothèse B	<table><tr><td></td><td></td><td></td></tr><tr><td></td><td>x</td><td>y</td></tr></table>						x	y
	x	y						
Rue								

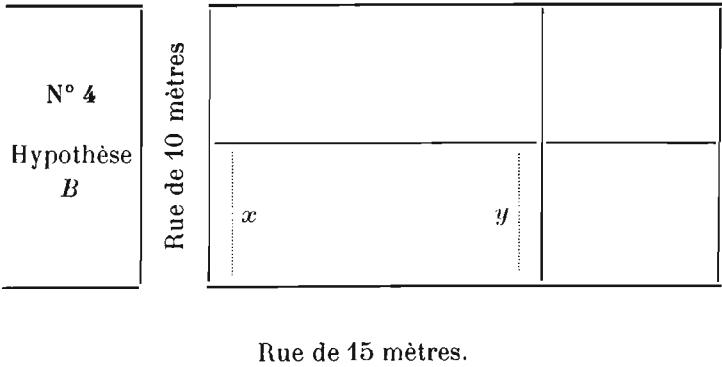
Terrains sur deux rues.								
N° 3 Hypothèse A	Rue de 10 mètres	<table><tr><td></td><td></td></tr><tr><td>x</td><td></td></tr><tr><td></td><td>y</td></tr></table>			x			y
x								
	y							
		Rue de 15 mètres.						

Le ziadet doit être calculé comme du terrain en profondeur même si c'est la bande y qui constitue le ziadet ; dans l'espèce elle n'est pas plus avantageuse que la bande x .

La bande x ou y doit être calculée comme un terrain avec une petite façade sur la rue et une grande profondeur.

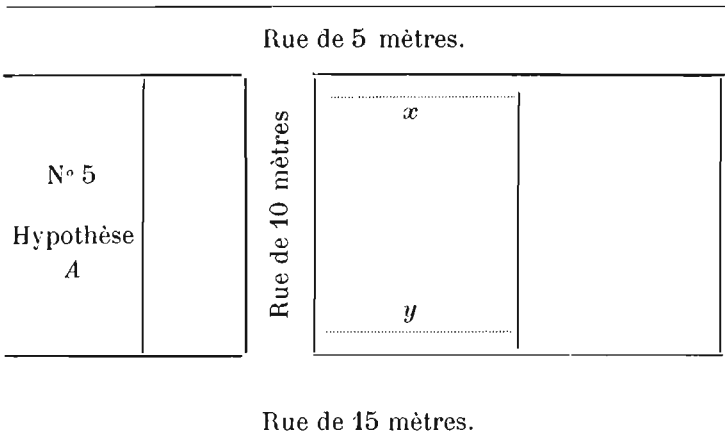
Il faut calculer les ziadets x ou y comme un terrain sur la rue de 10 mètres ayant une petite façade et une grande profondeur.

Terrains sur deux rues.



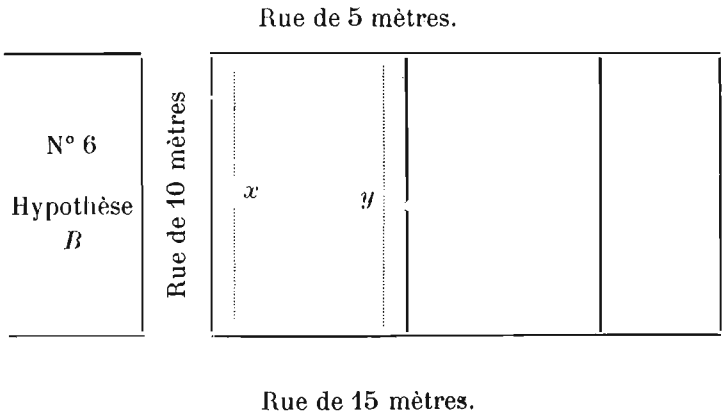
Il faut calculer les ziadets x ou y comme un terrain ayant sur la rue de 15 mètres une petite façade et une grande profondeur.

Terrains sur trois rues.



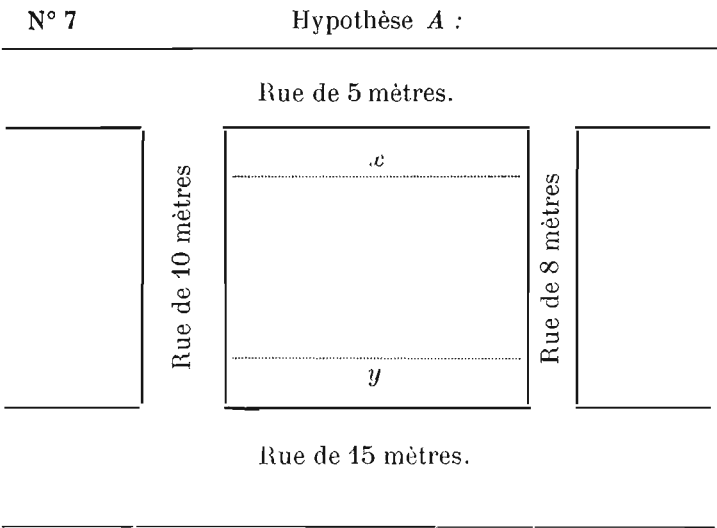
Il faut calculer les ziadets x ou y comme un terrain ayant sur la rue de 10 mètres une petite façade sur une grande profondeur.

Terrains sur trois rues.



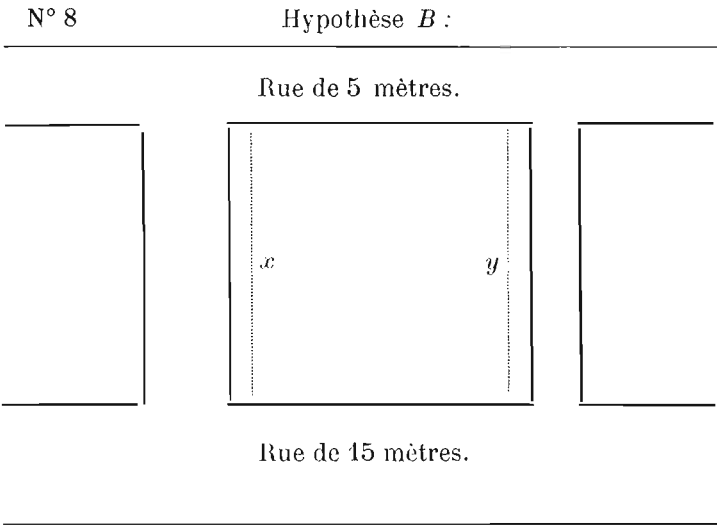
Il faut calculer le prix des ziadets x ou y comme un terrain ayant une grande profondeur sur deux façades dont l'une est sur la rue de 15 mètres et l'autre sur la rue de 5 mètres.

Terrains sur quatre rues.



Il faut calculer les ziadets x ou y comme un terrain ayant une grande profondeur sur deux façades dont l'une est sur la rue de 10 mètres et l'autre sur la rue de 8 mètres.

Terrains sur quatre rues.



Il faut calculer les ziadets x ou y comme un terrain ayant une grande profondeur sur deux façades dont l'une est sur la rue de 5 mètres.

A. DE MENASCE.

SÉANCE

DE LA

COMMISSION MUNICIPALE

DU

3 AVRIL 1907.

OBJET : Procès-verbaux.—Communications diverses.—Interpellation de M. Rieti au sujet des maisons à bon marché.—Interpellation de M. Stross au sujet de la fourniture de l'eau filtrée à Ramleh.

Présents :

S. E. LE DR. SCHIESS PACHA, *Président* ;

MM. AHMED PACHA YEHIA,

AHMED BEY EYOUB,

ABDEL KADER BEY GHÉRIANI,

J. BARBAZA,

E. BENACHI,

J. BORCHGREVINCK,

L. ESCOFFIER,

P. FENDERL,

KAMEL BEY TEYMUR,

MANSOUR BEY YOUSSEF,

BARON A. DE MENASCE,

MOHAMED BEY MAHFOUZ,

A. PADOA BEY,

AMB. A. RALLI,

D. RIETI,

O. ROTHACKER,

M. SALVAGO,

E. STROSS,

SOLIMAN BEY ABANI,

D. TAMBACOPOULO,

G. ZERVUDACHI, *Membres* ;

W. P. CHATAWAY, *Administrateur*,

I. SEDKY BEY, *Secrétaire Général*.

Se sont fait excuser :

S. E. LE GOUVERNEUR,

MM. LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DES DOUANES,

E. W. P. FOSTER.

H. P. KINGHAM,

D^r G. VALENSIN.

La séance est ouverte à 4 h. et 1/2 p.m.

Procès-verbaux.

Mention est faite de l'envoi à tous les membres des procès-verbaux de la Délégation des 18, 19, 28 février, 5 et 12 mars 1907.

Automobiles.

A l'occasion de cette communication, divers membres se font l'écho des plaintes générales du public contre les abus des automobilistes. Alors que dans les autres pays, il n'est pas permis à l'intérieur des villes et dans les routes de promenade de conduire à des allures rapides, ici on se permet les vitesses les plus exagérées, sans aucun souci de la sécurité ni de la commodité des passants et des promeneurs. Les familles ont les plus grandes appréhensions lorsqu'elles envoient leurs enfants à la promenade, et un sentiment de malaise et d'inquiétude étreint la grande masse du public qui circule dans les rues ou les promenades. A ces inconvénients, se joignent les incommodités provenant des tourbillons de poussière, que les automobiles, lancés à toute allure, laissent derrière eux, ainsi que des dégagements de fumée que des défauts d'appareils entraînent.

Il y a bien un règlement sur les automobiles édicté par le Gouvernement et dont l'application appartient à la police, mais il est évident que, malgré le manque de sévérité des dispositions de ce règlement, son observation est en quelque sorte illusoire ; c'est ainsi par exemple que alors que l'art. 4 du dit règlement prescrit que la vitesse des automobiles doit être ramenée à celle d'un homme au pas, dans les passages étroits ou encombrés et au tournant des rues, on voit des machines lancées comme une bombe dans les rues les plus populeuses et au tournant les plus dangereux, sans que leur conducteur soit en aucune façon poursuivi. La vitesse de 15 kilomètres prévue par le règlement, et qui est très souvent dépassée, est elle-même excessive. Dans la banlieue, le règlement ne prévoit aucun maximum de vitesse. Les sanctions sont des plus légères, et bien que le règlement comporte des peines pouvant aller jusqu'à l'emprisonnement pendant 7 jours, on n'a pas d'exemple d'une punition assez sévèrement exemplaire.

Pour ces raisons, et à la suite d'un échange d'idées, la Commission exprime le vœu que le Gouvernement prenne d'urgence les mesures voulues contre la vitesse excessive des automobiles qui occasionnent des dangers et des inconvénients incessants ; elle renvoie aussi une étude plus approfondie de la question à l'examen du Comité du Contentieux.

Communications diverses.

Approbation de crédits.

Communication est donnée d'une lettre de S. E. le Ministre de l'Intérieur du 30 mars 1907 approuvant les crédits votés par la Commission dans sa séance du 20 courant. (Voir Délégation du 2 avril 1907).

Poids et mesures.

Communication est également donnée d'une lettre de la même date de S.E. le Ministre de l'Intérieur informant qu'ayant soumis à l'examen des services intéressés la délibération prise par la Commission au sujet des poids et mesures, il demande de tenir en suspens la dite délibération.

S.E. le Ministre ayant demandé par la même occasion certains renseignements au sujet du mode d'application et des sanctions que comporte le contrôle que compte établir la Municipalité, l'Administration est chargée de fournir ces renseignements à Son Excellence. (Voir Délégation du 2 avril 1907).

Abaissement de la voie du chemin de fer à Moharrem Bey.

Lecture est donnée d'une lettre du 28 mars de S. E. le Ministre des Travaux publics transmettant une lettre de l'Administration des Chemins de fer relativement au projet suggéré par la Délégation sur la demande de M. de Menasce, tendant à l'abaissement de toute la voie du Chemin de fer depuis les collines de Hadra, de telle sorte que des ponts puissent être installés en travers depuis Moharrem Bey jusqu'à la ville proprement dite. La réponse de l'Administration des chemins de fer fait valoir l'impossibilité technique d'un pareil projet, les nécessités de la construction de la nouvelle gare devant déterminer un rehaussement de la voie plutôt qu'un abaissement.

M. DE MENASCE explique que ce projet avait pour but de ne pas isoler le quartier de Moharrem Bey du restant de la ville et de faciliter les communications entre ce quartier d'avenir et le quartier de la Porte Rosette, en même temps que de lui assurer une vue sur les nouveaux parcs.

En présence des difficultés que le Ministère signale, M. de Menasce suggère l'adoption d'un projet de déviation de la voie ferrée elle-même qui, au lieu de traverser le centre de la cité, pourrait, en rejoignant directement le canal, accéder à la ville par des espaces dépourvus d'habitations.

Après un échange d'idées, la question est renvoyée à l'étude de l'Administration, qui aura également à s'enquérir des cotes adoptées par les chemins de fer, en vue d'y régler les cotes des voies publiques.

Interpellation de M. Rieti au sujet des maisons à bon marché.

M. RIETI développe son interpellation au sujet de la question des maisons à bon marché. Il dit qu'en attendant que le Gouvernement réponde aux propositions de la Municipalité au sujet de la réduction du prix du terrain de Moharrem Bey destiné à l'érection de maisons à bon marché, il y aurait lieu, en considération de la grande utilité de l'œuvre, et des difficultés de la

mener à bonne fin si le prix entier du terrain, malgré qu'il ait été réduit, devait être payé par les organisateurs, il y aurait lieu, dit-il, que la Municipalité renonce à la moitié lui revenant sur les L.E. 10.927 constituant le prix global du terrain. Cette mesure permettrait au Comité des maisons à bon marché de présenter un projet concret qui peut recevoir sa réalisation le plus tôt possible pour le plus grand bien d'un public qu'une longue attente impatiente.

Un échange d'idées a lieu au sujet de cette proposition. Divers membres font valoir que la mesure de faveur sollicitée ne saurait être prise avant que la Commission soit bien renseignée sur les détails de l'œuvre, les plans de construction, les statuts d'organisation, le nombre de logements à créer et le mode d'admission des locataires.

La question en conséquence est ajournée à quinzaine afin de permettre au Comité des maisons à bon marché de soumettre ces détails et renseignements.

Interpellation de M. Stross au sujet de la fourniture de l'eau filtrée à Ramleh.

M. STROSS développe son interpellation au sujet du mode de fourniture de l'eau filtrée à Ramleh. Il dit qu'à une dernière séance, la Commission s'est occupée du monopole du gaz et de l'électricité et a nommé un Comité chargé de se prêter à des négociations en vue d'arriver à un arrangement pouvant sauvegarder et les intérêts de la ville et ceux de la population. Mais il y a un monopole plus dur et dont les effets sont d'autant plus rigoureux qu'ils s'attachent à une matière dont on ne saurait se passer et qui est l'eau. Les préoccupations de la Municipalité devraient tendre à en atténuer aussi les rigueurs. Une des questions qui réclament un examen urgent est celle de la fourniture de l'eau filtrée à Ramleh. Alors que la ville a pris à sa charge la presque totalité des frais de construction des filtres, alors qu'elle a contribué à concurrence de 3/4 dans la pose de la canalisation principale conduisant l'eau filtrée à Ramleh, un système dont les habitants de Ramleh se plaignent à juste titre est adopté par la Compagnie pour le recouvrement des frais relatifs aux embranchements nécessaires pour conduire l'eau, de la canalisation principale aux maisons situées à une certaine distance de cette canalisation.

Des prix relativement élevés sont exigés pour les embranchements, sans que la Compagnie consente même à communiquer les devis y relatifs.

A une demande d'explication de la Municipalité au sujet du mode adopté par elle, la Compagnie donna des renseignements aussi compliqués que vagues. M. Stross demande que la Commission adopte telle mesure qu'elle croira utile pour mettre fin à ce sujet de plaintes. Une suggestion qu'il se permet de présenter consisterait dans un remboursement échelonné au moyen d'une augmentation pendant quelque temps du montant de l'abonnement. Cette mesure permettrait aux locataires qui ne peuvent, vu

l'élévation des prix et le mauvais vouloir de leurs propriétaires, introduire l'eau filtrée, de l'avoir plus facilement et à des prix abordables. Il insiste en conséquence pour un changement du système.

M. SALVAGO dit que, faisant partie du Conseil d'Administration des Eaux, il peut assurer la Commission de l'esprit très large qui inspire les délibérations de ce Conseil chaque fois que l'intérêt du public est en jeu. Les difficultés rencontrées par la Compagnie dans la question de l'installation de l'eau filtrée à Ramleh proviennent surtout des distances, parfois très grandes, qu'il faut franchir pour amener l'eau à des abonnés dont les maisons sont éparpillées en des endroits différentes. Les dépenses de première installation deviennent par le fait disproportionnées avec le bénéfice ultérieur de la fourniture d'eau. La Compagnie est prête néanmoins à examiner avec la plus grande attention tout mode de procéder dont l'adoption pourrait concilier les divers intérêts.

M. CHATAWAY fournit tous renseignements et détails sur la question, tels que le représentant de la Compagnie les lui a communiqués verbalement.

ABANI BEY dit que dans le cas particulier auquel se réfèrent les explications données à M. Chataway, il lui suffit de retenir un seul détail, c'est que la Compagnie a exigé, pour un tuyau d'un pouce et sur une longueur de 95 mètres, le paiement d'une somme de L.E. 19, à raison de 20 P.T. par mètre : c'est un prix réellement exorbitant et qui dépasse de beaucoup les prix courants en ville sur lesquels des bénéfices appréciables sont déjà prélevés. C'est là une nouvelle exaction ajoutée à beaucoup d'autres et à laquelle il y a lieu de mettre fin. Abani Bey demande que la question soit renvoyée à la Délégation.

Un échange d'idées s'engage, à la suite duquel la Commission charge M. Chataway, administrateur délégué auprès de la Compagnie des Eaux, d'examiner avec le Conseil d'Administration de cette Compagnie, les observations émises en cette séance et de faire rapport verbal à une prochaine réunion.

La séance est levée à 7 h. 30.

Le Secrétaire Général,

I. SEDKY.

Le Président,

SCHIESS.

SÉANCE

DE LA

COMMISSION MUNICIPALE

DU

10 AVRIL 1907.

OBJET : Location des terrains de Bab Sidra. – Excédents et emprises. – Dépôt de pastèques. – Proposition de M. Stross au sujet du terrain du dépôt de Bab Sidra. – Estimation des terrains des quais. – Modifications au règlement et au cahier des charges des ventes des terrains. – Nomination d'un nouveau Comité des Pompiers. – Réclamations électorales pour l'année 1907. – Ouverture de crédits. – Demande du Windsor Hotel. – Réorganisation du Conseil du Tanzim. – Règlement sur la prophylaxie des maladies infectieuses. – Lettres ministérielles.

Présents :

S. E. LE DR. SCHIESS PACHA, *Président* ;

MM. AHMED PACHA YEHIA,

AHMED BEY EYOUB,

ABDEL KADER BEY GHÉRIANI,

J. BARBAZA,

E. BENACHI,

A. COMANOS BEY,

P. FENDERL,

KAMEL BEY TEYMUR,

H. P. KINGHAM,

MANSOUR BEY YOUSSEF,

A. PADOA BEY,

AMB. A. RALLI,

D. RIETI,

O. ROTHACKER,

M. SALVAGO,

E. STROSS,

SOLIMAN BEY ABANI, *Membres* ;

W. P. CHATAWAY, *Administrateur* ;

I. SEDKY BEY, *Secrétaire Général*.

Se sont fait excuser :

S. E. LE GOUVERNEUR D'ALEXANDRIE,
MM. LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DES DOUANES,
L. ESCOFFIER,
E. W. P. FOSTER,
BARON A. DE MENASCE,
MOHAMED BEY MAHFOUZ,
D. TAMBACPOULO,
D^r G. VALENSIN,
G. ZERVUDACHI,

En ouvrant la séance, S. E. LE PRÉSIDENT présente à l'Assemblée M. Antoine Comanos, nouveau chef du Parquet Mixte d'Alexandrie, qui remplacera, en cas de besoin, M. le Procureur Général, aux séances de l'Assemblée.

La Commission souhaite la bienvenue à M. Comanos, et M^e Padoa Bey exprimant les sentiments de ses collègues est heureux de cette collaboration, que le caractère distingué et les lumières du nouveau chef du Parquet rendent très précieuse.

M. COMANOS remercie.

L'Assemblée continue son ordre du jour entamé à la dernière séance du 3 courant.

Location des terrains de Bab Sidra.

Faisant suite à une délibération de la Délégation en date du 2 avril 1907, sur rapport du Comité spécial désigné par elle et après un échange d'idées, la Commission décide de donner les terrains de Bab Sidra, avoisinant le dépôt de la voirie, en location, pour 3 années, aux deux Sociétés des Presses Libres et des Presses Allemandes, à concurrence de la moitié environ chacune, et au prix de P.T. 9 le p. c.

Excédents et emprises.

La Commission approuve les estimations pour le règlement d'excédents et emprises suivant état annexé au procès verbal de la Délégation du 5 mars 1907.

Elle approuve également une rectification de mesurage dans une expropriation Borsali et Naggiar ainsi que les estimations faites pour des expropriations à Hagar Nawatieh, suivant procès verbaux de la Délégation des 18, 26 février 1907.

Elle maintient à L.E. 10 le p. c. ainsi que l'avait proposé le Conseil d'estimation, le prix du ziadet de tanzim à annexer à la propriété Casulli près de la gare de Ramleh. (Voir le procès verbal de la Délégation du 5 mars 1907).

Dépôt de pastèques.

Après un échange d'idées relativement à la fixation du prix de location du terrain à affecter au dépôt de pastèques près du fort Kaït Bey, la Commission décide de réduire à P.T. 3 par pic carré le prix de location de ce terrain, à la double condition que son occupation ne sera que temporaire et pour la durée de la saison des pastèques et que les baraquements destinés à abriter les pastèques soient enlevés aussitôt que l'arrivage de ce fruit par barques à la fin de la saison, qui dure quatre mois environ, aura cessé.

Il est bien entendu que cette location ne saurait constituer pour les locataires aucun droit à un monopole. (Voir sur cette question les procès verbaux de la Délégation des 7 août 1906, 12 janvier et 5 mars 1907).

Proposition de M. Stross au sujet du terrain du dépôt de Bab Sidra.

M. STROSS développe sa proposition relative au terrain affecté pour le dépôt des matériaux de la voirie à Bab Sidra. Il dit que ce terrain mesure près de 45.000 m. c. dont 25.000 sont occupés par les matériaux de la voirie et 20.000 donnés en location pour emmagasinage de coton. Dans son état actuel et à la suite de la hausse, ce terrain représente une valeur de quelques millions de francs, valeur qui serait autrement mieux utilisée, si elle était affectée à de grands travaux d'utilité, alors que le dépôt pourrait être transféré dans un emplacement d'une moindre valeur ou, ainsi que lui a assuré l'Administrateur, dans différents emplacements répartis dans plusieurs quartiers de la ville, afin de mettre les matériaux plus à la portée des chantiers de travail.

L'ADMINISTRATEUR explique que tel est en effet l'objet d'une étude que l'Ingénieur en chef entreprend en ce moment et qui a pour but de décentraliser en même temps que les dépôts, la surveillance elle-même des travaux au moyen d'agents voyers dont chacun aura à charge un quartier déterminé avec tout ce qui est nécessaire pour son entretien.

La Commission exprime un avis favorable en ce sens et attend le résultat de cette étude.

Estimation des terrains des quais.

La Commission approuve les évaluations arrêtées par le Conseil d'estimation et la Délégation pour la parcelle N° 32 mise en vente le 25 avril 1907, ensemble avec d'autres parcelles déjà évaluées.

Elle approuve à cet égard une proposition faite par M. RALLI, au nom de M. Escoffier absent, tendant à réduire à 15 jours le délai imparti pour les avis de mise en vente des terrains; il a été constaté en effet que le délai de 30 jours est trop long et suscite beaucoup d'entraves.

Une proposition de M. FENDERL tendant à élever le quantum du versement qui est actuellement du 25 % du montant de l'adjudication, est critiquée par divers membres, qui considèrent que les facilités accordées

au point de vue des paiements sont les meilleurs éléments de succès pour les ventes et qu'elles constituent par elles-mêmes une garantie suffisante, en dehors du privilège qui appartient au vendeur.

M. MANSOUR BEY ayant estimé, à l'appui de la proposition de M. Fenderl, qu'une élévation du montant du premier versement est nécessaire pour permettre à la Municipalité d'entreprendre les grands travaux qu'elle a en vue, ABANI BEY lui répond que ces travaux ne peuvent être entrepris que graduellement et que surtout les travaux d'assainissement exigeront à eux seuls près d'une vingtaine d'années d'exécution.

La proposition de M. Fenderl n'est pas adoptée.

Modifications au règlement et au cahier des charges des ventes des terrains.

Sur rapport du Comité du Contentieux, les modifications suivantes sont apportées au règlement et au cahier des charges relatifs à la vente des terrains de la Municipalité, dont question aux procès verbaux de la Délégation des 18 février et 26 mars 1907.

1° Pour profiter de l'exemption d'impôts accordée par la Commission dans sa séance du 6 février 1907, l'acquéreur devra avoir commencé les travaux de construction dans l'année qui suivra l'adjudication et parachevé les constructions dans les trois ans après la date de l'adjudication.

2° Malgré les annonces des ventes, le Président a toujours la faculté de ne pas ouvrir les enchères respectivement pour chaque lot, mais une fois ces enchères ouvertes, le Président ne peut pas s'abstenir d'adjuger au plus offrant au-dessus de sa mise à prix.

3° Le 25 % du prix sera réglé sur la base de la superficie indiquée dans les avis de vente, en base du catalogue. Les différences qui pourraient être trouvées après mesurage contradictoire entreront dans le calcul des annuités à régler ultérieurement.

L'arrêté modificatif figure en annexe au présent procès verbal.

A l'occasion de la question de la vente des terrains, M. BARBAZA demande de donner une certaine publicité à la décision prise par l'Assemblée tendant à ce que les bordures soient installées et la chaussée nivelée et mise en état de viabilité par les soins du service dans les routes transversales du quai aussitôt qu'une construction aura été érigée.

Nomination d'un nouveau Comité des Pompiers.

Sur la proposition de la Délégation, la Commission, vu la fréquence des questions intéressant le service des pompiers, décide d'instituer un Comité permanent, dit Comité des pompiers.

Au scrutin secret, MM. Salvago, Teymur Bey, Kingham, Eyoub Bey et Fenderl sont nommés membres de ce Comité.

Réclamations électorales pour l'année 1907.

La Commission approuve le rapport ci-annexé de S.E. le Vice-Président sur les réclamations électorales pour l'année 1907 comprenant la liste électorale générale et la liste électorale du collège des propriétaires.

Ouverture de crédits

Sur la proposition de la Délégation, les crédits suivants à prélever sur le budget extraordinaire sont approuvés :

1° L.E. 400 pour l'acquisition d'une automobile pour l'administration. (Voir Délégation du 5 mars 1907).

2° L.E. 1735 pour achat de matériel pour le service des parcs et plantations, dont L.E. 1000 pour construction d'une serre. (Voir Délégation du 12 mars 1907).

3° L.E. 1500, à titre de donation, à la Société El Orva el Woska pour l'achèvement de l'école industrielle Mohamed Aly. (Voir Délégation du 19 mars 1907).

4° L.E. 240 pour le règlement d'une condamnation dans une affaire Haggé Chérifa Hanem. (Voir Délégation du 26 mars 1907).

La Commission adopte le rapport du Comité spécial des pompiers sur les questions renvoyées à son examen : ce rapport qui est relaté au procès verbal de la Délégation du 12 mars 1907, comporte l'ouverture sur le budget extraordinaire des sommes suivantes :

1° L.E. 4.942 environ pour l'acquisition d'un terrain de 5.500 p. c. environ à Ramleh pour y ériger un poste de pompiers et pour l'établissement d'un dépôt pour la voirie, outre le courtage s'élevant à L.E. 124 environ.

2° L.E. 675, frais de nolis et de douane compris, pour l'acquisition d'une voiture automobile pourvue d'extincteurs chimiques, utile surtout pour les cas d'incendie qui éclateraient pendant la nuit.

3° L.E. 300 pour l'achat de deux cylindres extincteurs et leur adaptation à la pompe à vapeur de Ramleh,

La Commission partage à ce sujet la manière de voir exprimée par le Comité tendant à solliciter du Gouvernement une participation dans les frais assumés par la ville pour les pompes, en raison des services que la brigade est souvent appelée à rendre à l'Etat, soit que les pompes sont réquisitionnées dans un intérêt de sécurité publique, soit qu'elles protègent les biens si nombreux que possède le Gouvernement à Alexandrie.

Il est à remarquer à ce sujet que la plupart des casernes où le service des pompiers est installé dès avant son transfert à la Municipalité, vont être démolies par le Gouvernement et que la ville va se trouver dans l'obligation de construire de nouveaux postes dont un principal et d'autres secondaires. Ces reconstructions nécessiteront des dépenses énormes qu'il ne serait pas juste de faire supporter uniquement par la ville.

Demande du Windsor Hotel.

Vu la proposition de la Délégation du 26 mars 1907 au sujet de la demande du Windsor Hotel tendant à la cession de la rue qui sépare intérieurement les lots que la Société de cet hôtel a achetés sur les quais, la Commission, après discussion, décide, à la majorité, de céder le terrain de cette rue à un prix équivalent au 50 % de la moyenne du prix d'adjudication des lots en question, à la condition que la Société ait érigé dans le délai de 3 ans l'édifice, à destination d'hôtel, suivant le dessin communiqué par elle.

Réorganisation du Conseil du Tanzim.

Sur la proposition de la Délégation, la Commission adopte un projet de réorganisation du Conseil du Tanzim et charge l'Administrateur d'engager des pourparlers avec le Ministère pour une modification dans le sens de ce projet lequel figure en annexe au procès-verbal de la Délégation du 5 mars 1907.

Règlement sur la prophylaxie des maladies infectieuses.

La Commission approuve un projet de règlement élaboré par un Comité spécial désigné par la Délégation pour la prophylaxie des maladies infectieuses.

Ce règlement tend à rendre obligatoire la déclaration des maladies infectieuses autres que le choléra et la peste, seuls soumis, jusqu'ici, à une réglementation spéciale, et à imposer des mesures spéciales tant au point de vue du traitement et du transport des malades que de la désinfection obligatoire à opérer.

Une liste des maladies considérées comme infectieuses figure dans ce règlement, annexé au procès-verbal de la Délégation du 5 mars 1907

Lettres ministérielles.

Communication est donnée des lettres suivantes de S.E. le Ministre de l'Intérieur dont question au procès verbal de la Délégation du 9 avril 1907.

1° Une lettre du 6 avril 1907 demandant de tenir en suspens la décision prise par la Commission au sujet du choix de l'emplacement à affecter au nouveau théâtre.

Le Ministère ayant demandé un plan indiquant de façon précise cet emplacement et la superficie exacte des terrains requis, le service est invité à faire cette élaboration.

2° Une lettre de la même date de S.E. le Ministre de l'Intérieur autorisant la Municipalité à procéder immédiatement aux travaux de démolition des fortifications situées au Sud de la Porte Rosette et à la vente de leurs pierres de compte à demi, en attendant que le Ministère prenne une décision définitive en ce qui concerne la question des parcs.

La Commission invite l'Administration à entreprendre le plus vite possible cette démolition.

3° Une lettre du 7 avril 1907 informant que le Ministre des Finances regrette de ne pouvoir modifier les conditions déjà posées par lui au sujet du mode de cession du terrain de Moharrem Bey requis pour l'érection de maisons à bon marché.

Le Ministère demande, si les conditions proposées par lui sont acceptées, de lui faire savoir la date à laquelle la Municipalité aurait l'intention de prendre consignment du dit terrain.

L'ADMINISTRATEUR dit à ce sujet que, conformément à la décision prise à la dernière séance, le Comité des maisons à bon marché s'occupe de la préparation des éléments sur lesquels la Commission doit baser son étude, éléments que la fixation du terrain permet en ce moment de compléter.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 7 h. $\frac{1}{2}$ p.m.

Le Secrétaire Général,

I. SEDKY,

Le Président,

SCHIESS.

1^{ère} ANNEXE

AU PROCÈS VERBAL DE LA COMMISSION MUNICIPALE DU 10 AVRIL 1907.

PROJET D'ARRÊTÉ

**modifiant les articles 5 et 10 du règlement sur les ventes des terrains
de la Municipalité.**

LE PRÉSIDENT DE LA COMMISSION MUNICIPALE,

Vu la délibération de cette Assemblée en date du 10 avril 1907, et après approbation donnée par S. E. le Ministre de l'Intérieur,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER.

Les articles 5 et 10 du règlement pour la vente des terrains de la Municipalité en date du 14 juin 1905 sont modifiés comme suit :

ART. 5. — Le prix d'achat sera payable vingt cinq pour cent comptant et le solde en dix années, par fractions égales, avec intérêt à 4 % par an payable annuellement, à partir du cinquième jour qui suivra l'adjudication.

Le premier versement de 25 % sera réglé sur la base de la superficie du terrain indiquée au catalogue et reproduite dans les avis de vente.

Si lors de la consignation du terrain vendu, une différence de mesurage vient à être constatée, il en sera tenu compte, en plus ou en moins, dans le calcul des annuités à payer ultérieurement.

La Municipalité pourra décider, dans certains cas, que le prix sera payé comptant ou sur des annuités moins nombreuses. L'adjudicataire pourra toujours se libérer par anticipation.

ART. 10. — Les séances d'enchères ou d'ouverture des soumissions auront lieu à la Municipalité au plus tôt quinze jours après la publication des avis. Elles seront présidées par le Vice-Président de la Commission ou par le Conseiller qui le suppléera, assisté de l'Administrateur.

Une fois les enchères ouvertes, l'adjudication devra être faite au plus offrant au-dessus de la mise à prix, quel que soit le dernier prix obtenu.

Il appartient cependant au Président, malgré les avis de vente, de ne pas ouvrir les enchères, soit pour la totalité, soit pour une partie des lots mis en vente.

Au cas de vente par soumission, il sera tiré au sort séance tenante, si deux ou plusieurs offres égales sont présentées.

Lorsqu'un acheteur se sera rendu adjudicataire des $\frac{3}{5}$ de la superficie d'un îlot, il pourra, dans la même séance, aussitôt après l'adjudication des autres parties de l'îlot, demander la mise aux enchères de l'ensemble, sur une mise à prix excédant de 5 % le total du montant des adjudications.

Alexandrie, le.....

N.B. Le présent arrêté a été approuvé par le Ministère par lettre du 2 mai 1907 et porte la date du 10 juin 1907.

Dispositions complémentaires à insérer à la fin de l'art. 5 du cahier des charges pour la vente des terrains de la Municipalité.

ART. 5.....

Les acquéreurs de terrains sur les quais qui élèveront des constructions sur les lots leur appartenant auront droit à une remise de l'impôt de la propriété bâtie pendant cinq ans à partir de l'achèvement de la construction à la double condition :

1^o Qu'ils auront commencé les travaux dans l'année qui suivra l'adjudication,

2^o Qu'ils auront parachevé la construction dans le délai de trois ans après la date de l'adjudication.

2^{me} ANNEXE

AU PROCÈS-VERBAL DE LA COMMISSION MUNICIPALE DU 10 AVRIL 1907

Rapport de S.E. le Vice Président à la Commission sur les réclamations électorales pour l'année 1907.

Liste électorale générale.

La liste électorale générale pour l'année 1907, révisée par S.E. le Gouverneur, assisté du Comité municipal de révision, contient 1509 électeurs.

Cette liste a été affichée, aux termes de la loi, au Gouvernorat, à la Bourse Khédiviale et même à la Municipalité.

14 demandes d'inscription ont été présentées depuis le 1^{er} janvier 1907, dans les délais légaux.

Il y a lieu d'admettre, comme justifiant de l'occupation d'un ou plusieurs locaux, atteignant le cens requis, les demandes de MM. :

- 1^o Frédéric Ott,
- 2^o Joseph Salama,
- 3^o Ph. G. Xanthopoulides,
- 4^o Mohamed Kababi,
- 5^o Paul G. Verdelis,
- 6^o Mathieu M. Benachi,
- 7^o D. Sachs,
- 8^o Abramo Cesana,
- 9^o Elie Riches.

Par contre il y a lieu de rejeter les demandes de MM. :

10^o Salvatore A. Frendo, vu que le contrat de bail présenté par lui est au nom de sa femme ;

11^o S. A. Mazaraki, lequel n'a présenté aucune justification à l'appui de sa demande, qui du reste n'avait pour objet que d'être inscrit sur la liste des importateurs.

Les personnes suivantes ont réclamé leur inscription, alors qu'elles figuraient déjà sur la liste affichée.

- 12^o Napier Georges,
- 13^o Rigas Livanos,
- 14^o Emile Esseli.

Une demande de M. Peter A. Malone et une autre de M. E. Pinto adressées la première le 1^{er} mars et l'autre le 7 mars, après délai, doivent être rejetées.

Alexandrie, le 15 février 1907.

Le Vice-Président,
D^r SCHIESS.

Liste électorale du Collège des propriétaires.

La liste électorale du Collège des propriétaires pour l'année 1907, révisée par S.E. le Gouverneur, assisté du Comité municipal de révision, contient 413 électeurs.

Cette liste a été affichée, au vœu de la loi, au Gouvernorat, à la Bourse Khédiviale et même à la Municipalité.

Les demandes d'inscription suivantes ont été présentées depuis le 1^{er} janvier 1907, qu'il y a lieu d'admettre, comme fondées, celles de MM. :

- Napier Georges,
- Paul G. Verdelis,
- D. Sachs.

Alexandrie, le 15 février 1907.

Le Vice-Président,
SCHIESS.

SÉANCE EXTRAORDINAIRE
DE LA
COMMISSION MUNICIPALE
DU
14 AVRIL 1907.

OBJET : Hommage à S.S. Lord Cromer.

Présents :

S. E. MOUSTAPHA PACHA IBADI, GOUVERNEUR, *Président* ;
S. E. LE D^r SCHIESS PACHA, *Vice-Président* ;
MM. J. BARBAZA,
E. BENACHI,
J. BORCHGREVINCK,
KING LEWIS,
L. ESCOFFIER,
P. FENDERL,
H. P. KINGHAM,
MOHAMED BEY MAHFOUZ,
A. PADOA BEY,
AMB. A. RALLI,
D. RIETI,
O. ROTHACKER,
M. SALVAGO,
E. STROSS,
D. TAMBACOPOULO,
D^r G. VALENSIN,
G. ZERVUDACHI, *Membres* ;
W. P. CHATAWAY, *Administrateur* ;
I. SEDKY BEY, *Secrétaire Général*.

Se sont fait excuser :

MM. YEHIA PACHA,
EYOUB BEY,
GHERIANI BEY,
KAMEL BEY TEYMUR,
MANSOUR BEY,
ABANI BEY,
BARON DE MENASCE,
FOSTER.

La séance est ouverte à 11 h. a. m.

Ainsi que l'ordre du jour en a fait mention, cette séance est tenue, à titre extraordinaire, afin de permettre à l'Assemblée d'exprimer les sentiments que lui inspire la décision prise par Sa Seigneurie Lord Cromer de résigner ses fonctions de représentant de Sa Majesté Britannique en Egypte.

S. E. LE PRÉSIDENT donne la parole à S. E. le Dr. SCHIESS PACHA. Celui-ci prononce le discours suivant :

Discours de S.E. le Dr Schiess Pacha, Vice-Président de la Commission Municipale.

J'ai pensé que je répondrais à vos désirs en vous convoquant extraordinairement à l'occasion d'un événement qui a causé une profonde émotion dans toute l'Egypte, j'entends parler de la démission de Lord Cromer et de son prochain départ.

Il m'a paru que cette assemblée avait qualité pour traduire les sentiments qui animent la population d'Alexandrie que vous représentez, envers celui qui pendant vingt quatre ans fut le Conseiller écouté du Khédivat.

Le rôle de Lord Cromer en Egypte appartient à l'histoire ; son action bienfaisante s'est exercée dans toutes les directions ; sous son impulsion énergique, l'ordre a été établi ; les finances ont été restaurées, le pays s'est couvert de canaux d'irrigation, des ouvrages dont quelques-uns sont gigantesques ont assuré la retenue des eaux fécondantes du Nil, de vastes surfaces jusque-là improductives ont été livrées à la culture ; l'aisance et bientôt la richesse se sont répandues non seulement dans les villes, mais encore dans les campagnes où le fellah affranchi de l'arbitraire, protégé par la loi et libre de son action, a pu se livrer à ses travaux et devenir propriétaire du sol ; enfin la justice plus rapidement distribuée et toujours plus éclairée, la police mieux faite malgré les difficultés inhérentes aux mœurs, l'organisation de la défense sanitaire contre les épidémies ont été les preuves des premiers bienfaits du régime nouveau.

Le Soudan arraché à la plus barbare des tyrannies a été reconquis et livré à la civilisation grâce à une organisation qui fait l'admiration de tous les visiteurs, le Nil nourricier a été exploré, étudié jusqu'à ses sources et un plan de grands travaux a été conçu pour en régler le cours au bénéfice du pays tout entier.

Partout le travail, partout l'activité féconde, partout l'ordre et la probité, tels ont été les instruments et les armes dont s'est servi Lord Cromer, donnant le premier l'exemple, examinant tout, contrôlant et surtout agissant.

Si aujourd'hui Lord Cromer a décidé de prendre un repos certes bien justifié, c'est qu'il a usé ses forces pour l'Egypte qu'il aimait passionnément et qui, j'ose le dire, le lui rendait bien.

La Ville d'Alexandrie en particulier, n'oubliera pas ce qu'elle doit à Lord Cromer. Il n'est resté indifférent à aucun des grands travaux qui ont transformé la cité. Le quai du Port Est, l'agrandissement du Port qui fera d'Alexandrie une des villes marchandes les mieux outillées du monde, nos écoles, nos hôpitaux, nos œuvres de bienfaisance ont éveillé sa sollicitude. Il a toujours suivi nos efforts pour mieux

administrer nos finances et embellir notre ville avec un intérêt constant et c'est à bon droit que nous le considérons comme un protecteur et comme un ami.

Celui qui a l'honneur de vous parler ne se reconnaît pas le droit de vous entretenir de ses sentiments de reconnaissance pour le grand homme d'Etat qui nous quitte, mais il a le devoir d'exprimer, en votre nom à tous, indigènes ou européens et en sa qualité de Vice-Président, les regrets unanimes que nous éprouvons de la retraite prématurée de celui qui est le bienfaiteur du pays. Ses œuvres, ses travaux, ses plans d'avenir plaideront pour lui devant la postérité et assureront la gloire de son nom.

Vous penserez sans doute, Messieurs, qu'il conviendrait de donner à l'expression de nos regrets une forme concrète et durable, je vous propose donc de confier au marbre ou au bronze d'un monument à élever sur une de nos places le soin de perpétuer le souvenir des services rendus à l'Egypte en général, à la ville d'Alexandrie en particulier, par Lord Cromer. Quant à nous qui avons été témoins de sa vie publique, nous garderons, lorsqu'il aura gagné l'Angleterre, la mémoire fidèle de tout ce qu'il a réalisé de bien d'utile et de juste dans ce pays.

La fin de ce discours est marquée par de vifs applaudissements.

M^e A. PADOA BEY s'exprime en ces termes :

Discours de M^e A. Padoa Bey.

Je m'associe à l'hommage éloquent que notre Vice-Président vient de rendre au Comte de Cromer.

Quel que puisse être l'avenir, son nom restera dans l'histoire de l'Egypte, entouré de respect et de reconnaissance. Dans l'impulsion qu'il a donnée au pays, il a apporté une intelligence, une lucidité et une hauteur de vues, une netteté de décision dont le résultat a été une véritable transformation du pays. Notre municipalité née sous ses auspices, s'est toujours ressentie de son action bienfaisante.

Ma pensée se reporte bien souvent vers l'époque où, dans une sphère modeste, j'avais l'honneur de suivre auprès du major Baring et de son éminent collègue M. de Blignières, les premiers pas de la régénération de l'Egypte. L'aménité et la droiture de celui qui devait être Lord Cromer lui avaient déjà concilié les sympathies de tous. Il était difficile de l'approcher sans ressentir un véritable attachement pour sa personne.

Aujourd'hui qu'il nous quitte, après avoir réalisé comme dernière œuvre cet accord qui permet à tous une voie parallèle, il m'est bien permis de dire que ce sentiment s'est toujours conservé intact à travers la diversité des événements.

Je m'associe à la proposition de notre Vice-Président et je propose que la Municipalité ouvre, à son budget extraordinaire, le crédit nécessaire pour la réalisation du projet qu'il vous a présenté, ou pour la fondation d'une œuvre d'utilité générale.

Ce discours est également applaudi.

Un échange de vues s'engage entre les membres sur le mode de réalisation de la proposition présentée par S.E. le Vice-Président, proposition dont le principe est accepté à l'unanimité.

Afin de décider la forme concrète à donner à la proposition, soit qu'elle se traduise par l'érection d'un monument, soit par la création d'un établissement de bienfaisance ou d'éducation, un Comité spécial est nommé se composant de MM. Padoa Bey, Kingham, Rothacker, Dr Valensin, Salvago, Yehia Pacha, Fenderl, sous la présidence de S. E. Schiess Pacha.

Ce Comité aura pouvoir de se mettre en rapports avec les Présidents des Communautés et Associations commerciales et autres notabilités pour le cas où ces derniers voudraient agir de concert dans la manifestation de l'hommage rendu par la Ville.

D'ores et déjà, il est décidé de donner à une place ou à une rue importante de la Ville le nom de Lord Cromer.

S. E. LE PRÉSIDENT propose de formuler dans une dépêche à adresser immédiatement à Sa Seigneurie Lord Cromer les sentiments unanimes qui inspirent les membres et dont cette réunion extraordinaire indique toute la portée.

La dépêche est rédigée séance tenante et formulée comme suit :

« *Lord Cromer* *Caire.*

« La Commission municipale réunie en séance extraordinaire, pénétrée
« des bienfaits que l'œuvre de Votre Seigneurie a apportés au pays et à la
« Ville, a décidé à l'unanimité, d'en consacrer le souvenir par un monument
« ou par une institution d'utilité générale ».

Le présent procès-verbal est rédigé sur place et approuvé séance tenante.

La séance est levée à midi et quart.

Le Secrétaire Général,
I. SEDKY

Le Président,
M. IBADI.

SÉANCE

DE LA

COMMISSION MUNICIPALE

DU

8 Mai 1907.

OBJET : Procès-verbaux et Communications diverses. – Réorganisation des Services sanitaires. – Ouverture de crédits divers. – Comité d'examen pour les postes d'Ingénieurs. – Amendes dues par un fournisseur. – Excédents et emprises. – Affaires judiciaires. – Extension de la ligne des Tramways jusqu'à Agami. – Maisons à bon marché.

Présents :

S.E. LE D^r SCHIESS PACHA, *Président*,

MM. AHMED PACHA YEHIA,

AHMED BEY AYOUB,

J. BARBAZA,

E. BENACHI,

J. BORCHIGREVINCK,

EHRLICH,

P. FENDERL,

E. W. P. FOSTER,

H. P. KINGHAM,

BARON A. DE MENASCE,

A. PADOA BEY,

AMB. A. RALLI,

D. RIETI,

O. ROTHACKER,

M. SALVAGO,

E. STROSS,

D. TAMBACOPOULO,

D^r G. VALENSIN,

G. ZERVUDACHI, *Membres ;*

W. P. CHATAWAY, *Administrateur.*

A. WILLNER, *Secrétaire.*

Se sont fait excuser :

MM. ABDEL KADER BEY GHÉRIANI,
L. ESCOFFIER,
KING LEWIS,
KAMEL BEY TEYMOUR,
MANSOUR BEY YOUSSEF,
MOHAMED BEY MAHFOUZ,
SOLIMAN BEY ABANI.

Procès-verbaux et Communications diverses.

En ouvrant la séance, le PRÉSIDENT fait donner lecture de la lettre du Ministère de l'Intérieur du 1^{er} mai 1907, informant que l'Inspecteur des villes et bâtiments de l'État à Alexandrie remplacera au sein de la Commission, en qualité de membre de droit, l'Inspecteur du 3^e Cercle d'irrigation.

Il présente à l'Assemblée M. Ehrlich en lui souhaitant la bienvenue.

Mention est faite de l'envoi à tous les membres des procès-verbaux de la Délégation des 19, 26 mars, 2, 9 et 16 avril 1907, qui ne donnent lieu à aucune observation.

Communication est ensuite donnée des lettres suivantes du Ministère de l'Intérieur, dont mention est déjà faite aux divers procès verbaux de la Délégation.

1^o une lettre du 16 avril 1907, informant que le Ministère des Travaux publics, en vue de l'examen de la décision concernant le théâtre, demande des plans détaillés à grande échelle indiquant les aménagements proposés autour du théâtre ainsi qu'un avant-projet de l'emplacement choisi à cet effet.

A ce sujet MM. DE MENASCE et SALVAGO font observer qu'il y aurait urgence de donner une solution rapide à cette question pour ne pas priver la Ville de théâtre pendant peut-être quelques années. Les détails du projet pourraient être examinés ultérieurement : ce que demande actuellement la Municipalité, c'est de pouvoir édifier un théâtre à l'axe de l'extrémité de la rue de la Porte Rosette, emplacement qui a paru à la Commission convenir le mieux à cet effet. D'après certaines données, la surface nécessaire à la construction d'un théâtre exigerait 50 à 60 mètres de largeur, sur 80 à 100 mètres de profondeur. Ces renseignements pouvant pour le moment satisfaire le Ministère, ils proposent de charger un délégué de se rendre au Caire afin d'exposer au Ministère les desiderata de l'Assemblée et d'obtenir de lui l'approbation du choix de l'emplacement, sauf à lui soumettre ensuite les détails qu'il demande.

La Commission, moins une voix, adopte cette proposition et délègue l'Administrateur auprès du Ministère pour remplir le dit mandat.

2^o une lettre du 21 avril 1907 informant, en réponse à la demande d'approbation du projet du contrôle des poids, que du moment qu'il ne s'agit que d'un essai de contrôle facultatif, le Ministère n'a pas d'objection à ce que cet essai soit tenté.

La Commission renvoie ce projet à l'Administration pour sa mise en exécution.

3° une lettre du 22 avril 1907 approuvant les crédits votés par la Commission le 10 avril 1907.

4° une lettre du 22 avril 1907 proposant de nommer un délégué pour procéder contradictoirement, avec un délégué du Ministère des Finances, au mesurage des parties des terrains des quais dont la propriété est reconnue à l'Etat, pour réunir ensuite ces parties de terrains en un ou plusieurs blocs, et faciliter ainsi, après échange, la vente des parcelles tant du Gouvernement que de la Municipalité.

La Commission municipale adopte et charge l'administration de désigner ce délégué.

5° Une lettre du 28 avril 1907 établissant les conditions auxquelles le Ministère serait disposé de céder, au prix réduit de P.T. 20 le m², le terrain demandé à Kom Haschem pour y transférer les échèches de Toubguieh en vue de l'agrandissement du cimetière de la Colonne Pompée.

La dépense de L.E. 4.297, 998 mill. nécessaire à cet effet, devant être récupérée par les ventes de ces terrains aux intéressés, la Commission autorise, pour ce règlement, l'ouverture d'un compte d'ordre.

6° Une lettre du 29 avril 1907 informant que le Ministère regrette de ne pouvoir laisser plus longtemps les carrières du Mex à la disposition de la Municipalité et insistant sur leur rétrocession à l'Etat, conformément aux engagements pris en 1895, sauf à examiner avec toute l'attention voulue, les besoins de pierres que la Ville pourrait avoir pour ses divers travaux.

La Commission en prend acte.

7° Une lettre du 2 mai 1907 informant que le décret conférant la qualité d'officier de police judiciaire au vétérinaire en chef et aux assistants vétérinaires de la Municipalité, a été présenté au Conseil des Ministres pour sa promulgation.

8° Une lettre du 2 mai 1907, approuvant les modifications au règlement et au cahier des charges pour la vente des terrains du quai, ainsi que la disposition complémentaire exemptant de l'impôt, sous certaines conditions, les acquéreurs de ces terrains.

9° Une lettre du 2 mai 1907 déléguant à la Municipalité le pouvoir de délivrer les autorisations pour les établissements de bains de mer, dans le périmètre de la ville, après avoir requis au préalable l'avis des diverses Administrations intéressées, et ce, sous certaines conditions stipulées dans la lettre précitée.

10° Une lettre du 15 avril 1907 relative au projet tendant à la vaccination obligatoire de toutes les personnes étrangères débarquant à Alexandrie, et exposant les difficultés que rencontrerait l'application de cette mesure. Le Ministère cependant, n'a pas d'objection à ce que la Municipalité, conformément à une proposition de l'Administration, installe au Port-Vieux un service de vaccination à titre gradué.

L'ADMINISTRATEUR dit que, dans ces conditions, la Délégation a cru devoir renoncer pour le moment à ce projet.

Réorganisation des Services sanitaires

La Commission municipale passe ensuite à l'examen des propositions relatives à la réorganisation des Services sanitaires, question qui avait été réservée lors de la discussion du Budget de 1907.

Les documents relatifs à cette réorganisation avaient été préalablement distribués aux Conseillers, ainsi que l'avis favorable émis par le Comité des Finances.

La Commission municipale, à l'unanimité, approuve le projet de réorganisation tel qu'il figure en annexe au procès verbal de la Délégation du 23 avril 1907, ainsi que les crédits y afférents à prélever comme suit :

L.E. 1906 sur la réserve du budget ordinaire et L.E. 933 pour les frais d'établissement de deux stations de secours d'urgence, à prélever sur le budget extraordinaire, ce dernier crédit comportant une dépense annuelle de L.E. 1.400, mais suffisant cette année, en raison du trimestre déjà écoulé.

Ouverture de crédits divers.

La Commission aborde ensuite la question de diverses demandes de crédits, soumises à son approbation.

Quelques-uns de ces crédits n'ayant pas encore été examinés par le Comité des Finances, l'Assemblée, sur la remarque de M. H. P. KINGHAM, décide d'en ajourner la discussion, en attendant leur étude par le dit Comité.

Le crédit de 10.000 L. E. pour expropriations, ainsi que celui de 1.500 L.E. pour la canalisation de la route de Kom el Dick, demandés par la Délégation dans ses séances des 23 et 30 avril 1907, sont seuls approuvés et seront prélevés sur les disponibilités du produit de la vente des terrains du quai.

Comité d'examen pour les postes d'Ingénieurs.

Au scrutin secret, la Commission nomme MM. Foster, Ehrlich et Ayoub Bey, membres du Comité d'examen pour le concours des postes nouvellement créés au Service technique, à la suite du projet de réorganisation de ce service.

Amendes dues par un fournisseur.

Conformément à une proposition de la Délégation en date du 16 avril 1907 et sur explications complémentaires fournies par M. l'Administrateur, la Commission décide de réduire respectivement à L.E. 10, 10, et 5 le montant des amendes dues par MM. Degiardé, pour diverses fournitures de dalles et de regards, dont la livraison avait été légèrement retardée par eux

Excédents et emprises.

La Commission, sur l'exposé de l'Administrateur, adopte divers excédents et emprises, proposés par la Délégation dans ses séances des 9, 16, 23 et 30 avril 1907, et comprenant le déplacement du tombeau du

Cheikh El Makdissi, — l'emprise de l'immeuble Terbane, — les expropriations rue Sidi Metualli, — le dépôt pour les expropriations de la route Hagar Nawatieh, — l'accord Hassan Seif — l'expropriation Abdel Khalek Abou Chaal, — les divers états évalués par le Conseil d'estimation et annexés aux procès-verbaux des séances précitées de la Délégation, ainsi que les évaluations des terrains des quais mis en vente le 23 mai 1907, l'affaire Chalom et la transaction J. E. de Menasce.

Affaires judiciaires.

Elle autorise d'ester en justice dans les affaires suivantes : — Appel Romanelli, D^e Chérifa Hanem el Chenouda, appel Hussein Ammar, affaire Hassan Chalabi, Hassan Aly El Teheli, Mohamed Aly El Masri, Mohamed Mustafa et Mohamed Ismaïl, appel Sérapion, affaire Châban El Tawil.

Extension de la ligne des Tramways jusqu'à Agami.

L'ordre du jour appelle l'examen de la demande de la Société des Tramways, tendant à être autorisée à prolonger la ligne du Mex jusqu'à Agami.

Communication avait été donnée au préalable à ce sujet, de la délibération de la Délégation du 9 avril 1907 établissant les conditions auxquelles l'examen de cette demande pourrait être envisagé, ainsi que de deux lettres adressées ultérieurement par la Société des Tramways exposant, l'une, dans ses grandes lignes, les clauses auxquelles elles serait prête de souscrire et l'autre, informant que ces clauses ne sont qu'une première base d'une entente à intervenir plus tard, mais qu'elles n'impliquent, pour le moment, aucun engagement de sa part, lettres figurant en annexe au procès verbal de la Délégation du 30 avril 1907.

Un échange d'idées a lieu sur cette question.

M. KINGHAM dit que, tout en n'étant pas opposé en principe à la demande de la Société des Tramways, il conviendrait de faire, au préalable, un examen approfondi de la situation financière de cette Société, examen auquel la Municipalité est intéressée au premier chef, en raison des droits de rachat que lui réserve, après un laps de temps déterminé, le cahier des charges de la concession. Les voitures des Tramways sont dans un très mauvais état, tant au point de vue de la propreté que des autres conditions qu'elles doivent remplir, et la somme dérisoire que la Société consacre, comme l'indique son bilan, à l'entretien du matériel, est, d'après M. Kingham, tout à fait insuffisante. Si des amortissements plus importants ne sont pas affectés, il est à craindre que lors du rachat, la Municipalité ne se voie dans la situation de reprendre un matériel qui, faute d'entretien, sera tout à fait détérioré.

L'ADMINISTRATEUR dit, à ce sujet, que dans les nouvelles nominations à faire dans le Service technique est comprise la désignation de deux ingénieurs qui seront spécialement chargés, outre le contrôle de l'eau et du gaz,

de la surveillance des Tramways et de l'observation des prescriptions rigoureuses contenues dans le cahier des charges de l'entreprise, prescriptions qui répondent aux desiderata formulés par M. Kingham.

La Commission municipale appelée à se prononcer sur la question du prolongement de la ligne elle-même, jusqu'à Agami, accepte en principe ce prolongement, sous réserve de l'examen des détails et des conditions de l'autorisation par la Délégation, lesquels devront être soumis à son approbation définitive.

M. ZERVUDACHI s'abstient de voter.

Maisons à bon marché.

M. RIETI développe son rapport sur la question des maisons à bon marché, à la suite des études entreprises, à ce sujet, par le Comité spécial, assisté des Services municipaux et du Comité d'initiative des locataires.

En raison de l'importance de la question et vu l'heure avancée, la Commission décide d'en ajourner l'examen à la prochaine séance, le rapport figurant en annexe, présenté par M. Rieti, devant être, dans l'intervalle, vélocigraphié et distribué à tous les membres.

La séance est levée à 7 h $\frac{1}{2}$.

Le Secrétaire,

A. WILLNER.

Le Président,

SCHIESS.

ANNEXE

AU PROCÈS VERBAL DE LA COMMISSION MUNICIPALE DU 8 MAI 1907.

Rapport de M. Dante Rieti, au nom du Comité spécial des maisons à bon marché.

Après les bonnes dispositions générales manifestées par la Commission municipale dans sa séance du 3 avril, nous nous sommes remis à l'œuvre pour fixer les détails du projet déjà ébauché pour la construction de Maisons Economiques.

Reprenant les plans qui avaient été déjà déposés chez les Services techniques, nous avons convoqué les Ingénieurs de la Commission des Locataires, MM. Hornbostel et Krumholz et son président M. Ronci, — et en plusieurs séances, — dans lesquelles on a étudié contradictoirement avec notre Ingénieur-conseil, M. Dietrich bey et le docteur Gottschlich, les modifications que ces derniers jugeaient nécessaires, — on a fini par fixer définitivement le plan des blocs à construire.

Ces blocs de 4 étages, de m. 4 $\frac{1}{2}$ de hauteur chacun, le rez-de-chaussée à m. 1 $\frac{1}{2}$ du sol, seront au nombre de 13, séparés entr'eux par des rues de 11 m. lesquelles aboutiront à 2 grandes rues en croix, larges de 12 m. et qui ne font pas partie des 8980 m. cédés.

Les 13 blocs à construire, suivant donc les plans déjà approuvés par Dietrich bey et le Dr. Gottschlich, occuperont une surface de 5631 m. et les rues de 11 m., m. 3619.

Le devis présenté pour la construction de ces 13 blocs porte que le coût, y compris les 5363 Lst. à payer au Gouvernement pour la moitié lui revenant de la valeur du terrain, s'élèvera à L.E. 103,061.

L'examen de ce devis nous a porté à la conclusion, à laquelle d'ailleurs les ingénieurs mêmes de la Commission des locataires se rallient, que ce chiffre peut subir des diminutions importantes.

Le prix de 18 L.E. par m. sur quatre étages peut facilement être ramené à 16 Lst., et peut-être, grâce à la concurrence qui s'établira lorsque l'affaire sera mise en adjudication, pourra-t-il être fixé à 15 $\frac{1}{2}$; on nous a même déjà fait espérer le prix de 15 Lst.

Même à 16 Lst. cela ferait déjà une diminution de 1072 Lstg.

Une autre importante économie de 7000 Lst. environ sera réalisée si l'on obtient du Gouvernement la concession d'une carrière de m. 100 \times 100 de pierre à extraire du Mex, concession telle que le Gouvernement accorde à tout entrepreneur qui en fait la demande. Mais cela permettra à la société qui se formera, d'avoir la pierre au prix coûtant au lieu de l'acheter des intermédiaires en supportant la charge des bénéfices qu'ils prélèvent.

La pierre entrant pour $\frac{1}{5}$ dans le coût des constructions, et l'économie résultant de cette extraction directe étant calculée à 40 % du coût de la pierre achetée chez les entrepreneurs, le chiffre de 7000 Lstg. indiqué comme économie espérée, est plutôt au dessous qu'au dessus de la réalité.

Autre économie : le terrain en question doit être déblayé, et les ingénieurs ont calculé qu'il y a 40.000 m³ de terre à enlever. Il est naturel que le déblayage de la partie des 8980 m² qui ne sera pas couverte de constructions, c'est-à-dire 3619 m², soit à la charge de la société qui se formera, mais le déblayage des 2 autres grandes rues en croix dont la superficie n'est pas comprise dans les 8980 m² cédés, ne saurait être mis à sa charge.

Ces 2 rues appartiennent à la Municipalité, et il serait, trouvons-nous, souverainement injuste de laisser cette surcharge à une entreprise humanitaire qui a déjà bien de la peine à joindre les deux bouts. Ces 2 grandes rues ont une superficie égale à celle des rues latérales de 11 m. toutes ensemble, et comme le déblaiement est calculé 1200 Lst. il y en a 600 que la Municipalité devrait prendre à sa charge.

Une autre économie importante quoique difficile à préciser sera obtenue si la Compagnie des chemins de fer s'engage à laisser 15 wagons, pendant les 18 mois

nécessaires à la construction des 13 blocs, à la disposition de l'Entreprise laquelle pourra éviter alors les interruptions continuelles de travail qui se chiffrent par des pertes.

Sur ces 15 wagons, 5 seraient continuellement au chargement, 5 au déchargement et 5 en route. On ne demande rien gratis aux Chemins de fer, mais que le matériel suffisant ne soit pas enlevé.

Afin de ne pas perdre un temps précieux, notre Comité, dans sa dernière séance du 2 courant, a prié l'Administrateur de faire écrire aux Chemins de fer demandant dès à présent si la chose est obtainable.

On nous a démontré que beaucoup d'autres économies pourront être obtenues, mais comme, par contre, des circonstances adverses peuvent aussi se présenter, il faut être prudent, et voilà pourquoi malgré toutes les perspectives de diminution, nous jugeons qu'il est sage pour le moment de se baser sur un chiffre de coût de 95,000 Lstg.

Ceci posé, examinons à présent quel sera le rendement.

Suivant les plans soumis, ces 13 blocs contiendront 148 appartements de 3, 4 et de 5 chambres, et l'intention serait de les mettre à la disposition du public appelé à en bénéficier (vous verrez après à quelles conditions spéciales), aux loyers de 28, 33 et 38 Lstg. par an.

Prenant la moyenne de 33 Lstg., cela ferait 4.840 Lstg.

Le Dr Gottschlich a suggéré l'ingénieuse idée de faire deux magasins à chacune des deux extrémités de chaque bloc (sauf pour l'un d'eux pour des raisons spéciales). Cela ferait 52 magasins à louer, surtout à des marchands d'objets de première nécessité, et il n'est pas exagéré de compter que cela rapportera 1000 Lstg. par an.

Cela ferait un rapport brut de 5.840 Lstg. par an.

En déduisant de cette somme :

Lstg.	500	(impôt $\frac{1}{12}$ sur la valeur locative);
»	500	(réserve $\frac{1}{2}$ % pour la reconstitution du capital en 50 ans);
»	500	(réserve de 10 % pour l'entretien en bon état des immeubles).

Lstg. 1.500

Il resterait net 4.340 Lstg.

Mais pour l'entretien des immeubles nous pensons que l'on pourrait faire une caisse à part, à la charge des locataires mêmes qui paieraient pour ce chef 10 % extra sur le loyer et qui jouiraient d'une restitution partielle de ces 10 % lorsque les frais d'entretien n'atteindraient pas les sommes mises ainsi de côté.

Les locataires seraient ainsi directement intéressés à bien conserver la chose louée.

On peut donc calculer avec une suffisante certitude que la société pourra garantir aux actionnaires 5 % d'intérêts. Mais là se bornera leur bénéfice.

L'entreprise ne doit pas glisser en une œuvre de spéculation; c'est à cette condition que le Gouvernement a cédé le terrain et que la Municipalité à son tour le cédera à la société qui se formera.

Si le rapport net sera supérieur à 5 %, le surplus devra être dévolu soit à une diminution de loyers, soit à l'établissement de bains ou autres institutions pour l'avantage de la petite communauté.

On nous a fait de divers cotés une objection assez sérieuse.

Qui ferez vous bénéficier de ces appartements? Ne craignez-vous pas le calme qui se produira? Et comment choisirez vous?

Il est évident que la Municipalité, c'est-à-dire le public, ne doit pas offrir des facilités à un quelconque à peine débarqué et qui vient chercher fortune.

C'est à ceux dont l'activité a déjà profité au pays, qu'il faut les réserver.

Aussi sommes-nous d'avis d'imposer à la Société en formation l'obligation de ne louer les 148 appartements qu'à des personnes justifiant d'un séjour d'au moins de 5 ans dans le pays. Outre cela, les solliciteurs devront prouver avoir femme et enfants, ou au moins famille à caser; les célibataires seront exclus, car gagnant autant que des pères de famille, ils peuvent se loger ailleurs en payant davantage.

Un certificat de bonne moralité sera aussi exigé, émanant de leur consulat.

Et pour être locataire il faudra aussi posséder au moins une action de 4 Lstg. (minimum exigé par loi) de la société.

Il lui sera strictement défendu de sous-louer, et le loyer sera payable mensuellement à l'avance.

Nous pensons que ces restrictions seront suffisantes pour empêcher une irruption débordante. Si elle se produira, on donnera toujours la préférence aux familles plus nombreuses, et au besoin on exigera un plus long séjour, ou quelque autre restriction jusqu'à ce que l'équilibre se rétablisse par soi-même ou que l'on bâtit de nouvelles maisons économiques.

Contre ces charges, nous sommes d'avis d'accorder aux locataires quelques droits.

D'abord ils auront la garantie de ne pas être renvoyés tant qu'ils paient ponctuellement, que leur moralité reste excellente, qu'ils n'infligent des dégâts aux appartements ou que par du tapage ou autres inconvénients à prévoir, ils ne se rendent insupportables aux voisins.

Ensuite, ils auraient le droit d'avoir un représentant dans le Conseil de direction de la société. Ce représentant sera leur porte-voix et sera élu par eux.

Dans ce même Conseil de Direction la Municipalité aura un délégué avec les facultés qu'il nous plaira de lui accorder.

A présent que la partie technique est en bonne voie, il reste à résoudre la question financière. Ces messieurs nous déclarent être déjà à un bon point. Des pourparlers sont entamés avec des personnalités financières et dans peu de jours ces messieurs nous présenteront avec leurs projets de statuts dont les grandes lignes viennent de vous être exposées, — le projet financier pour la constitution de la société et l'émission des actions, émission dont le résultat sera garanti par un syndicat.

En attendant nous avons voulu vous exposer l'état de la question et le point auquel nous sommes arrivés.

Maintenant, Messieurs, il y a une autre grande facilité que nous avons l'intention de vous demander.

La Commission a décidé d'accorder 5 ans d'exemption de l'impôt sur la propriété bâtie aux propriétaires qui construiraient sur les quais dans le deux ans de l'achat de terrain.

Si l'on a avec beaucoup d'à propos et de sens pratique accordé cette facilitation aux propriétaires qui feront de belles et riches constructions sur les quais, ne serait-il pas généreux ainsi qu'équitable d'accorder cette même exemption à ces 13 blocs, après quoi ces immeubles rentreraient dans la loi commune?

Nous soumettons cette demande aussi à l'appréciation, au bon vouloir et aux sentiments généreux de nos collègues.

En résumant, et en attendant que les derniers projets financiers nous soient soumis, et qu'ils fassent l'objet d'un nouveau rapport, nous venons demander à nos collègues de bien vouloir dès à présent, décider ce qui suit :

« La Municipalité renonce définitivement aux 5313 Lstg. moitié lui revenant du prix du terrain.

« Elle prend à sa charge le coût proportionnel du déblayage des 2 grandes rues en croix non comprises dans les 8980 m² cédés.

« Elle accorde 5 ans d'exemption de l'impôt sur la propriété bâtie, aux 13 blocs dont il s'agit ».

J'ose espérer, Messieurs, que vous encouragerez notre œuvre en faisant bon accueil à notre rapport et à nos demandes finales.

Le Rapporteur,

DANTE RIETI.

SÉANCE PROJÉTÉE

DE LA

COMMISSION MUNICIPALE

DU

29 MAI 1907.

Procès-verbal de Carence.

Présents :

S. E. LE DR. SCHIESS PACHA, *Président*;

MM. EHRLICH,

AHMED BEY EYOUT,

J. BARBAZA,

L. ESCOFFIER,

P. FENDERL,

E. W. P. FOSTER,

H. P. KINGHAM,

MOHAMED BEY MAHFOUZ,

A. PADOA BEY,

AMB. A. RALLI,

D. TAMBACOPOULO,

DR. G. VALENSIN,

G. ZERVUDACHI, *Membres* ;

W. P. CHATAWAY, *Administrateur*,

A. WILLNER, *Secrétaire*.

Les membres étaient convoqués pour 4 h. pm.

A 4 h. $\frac{1}{2}$, le PRÉSIDENT ayant constaté que le quorum n'était pas atteint, déclare la séance non avenue et l'ajourne pour une seconde réunion qui se tiendra valablement le 5 juin 1907, à 4 h. p.m., avec le même ordre du jour et quel que soit le nombre des membres présents.

Le Secrétaire,

A. WILLNER.

Le Président,

SCHIESS.

SÉANCE
DE LA
COMMISSION MUNICIPALE

DU
5 JUIN 1907.

Séance de Renvoi.

OBJET. — Procès verbaux. — Approbation de crédits par le Ministère. — Interpellation de M. Ralli et règlement sur les constructions. — Ouverture de crédits divers. — Question relative aux maisons à bon marché. — Comité d'examen pour les nouveaux postes du service sanitaire. — Projet d'élargissement de la route de Ramleh. — Concession d'une jetée promenade au Port Est. — Projet de règlement et de tarif pour le stationnement dans le canal Mahmoudieh. — Nomination de membres provisoires à la Délégation. — Comptes détaillés de l'exercice 1906. — Interpellation de M. Fenderl à propos de la nouvelle émission d'actions de la Compagnie des Eaux.

Présents :

S. E. LE DR. SCHIESS PACHA, *Président.*

MM. AHMED PACHA YEHIA,

AHMED BEY EYOUB,

J. BARBAZA,

COMANOS BEY,

P. FENDERL,

E. W. P. FOSTER,

H. P. KINGHAM,

MANSOUR BEY YOUSSEF,

MOHAMED BEY MAHFOUZ,

A. PADOA BEY,

AMB. A. RALLI,

SOLIMAN BEY ABANI,

D. TAMBACOPOULO,

D^r G. VALENSIN,

EHRlich,

G. ZERVUDACHI, *Membres ;*

W. P. CHATAWAY, *Administrateur ;*

A. WILLNER, *Secrétaire.*

Se sont fait excuser :

MM. LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DES DOUANES,
ABDEL KADER BEY GHÉRIANI,
L. ESCOFFIER,
KAMEL BEY TEYMUR,
O. ROTHACKER.

Absents en congé :

MM. E. BENACHI,
BARON A. DE MENASCE,
D. RIETI,
M. SALVAGO,
E. STROSS.

La séance est ouverte à 4 h. 1/2 p. m.

A l'ouverture de la séance, le PRÉSIDENT se fait l'interprète des sentiments de la Commission pour la perte imprévue qu'a faite la Ville en la personne de M. Sidney Carver. Il rappelle que M. Carver fut un des premiers Vice Présidents de la Commission et qu'à ce titre il eut à collaborer activement à l'organisation municipale, il propose d'écrire une lettre de condoléances à sa veuve.

L'Assemblée s'associe aux paroles de son Président et la séance est suspendue pendant quelques instants en signe de deuil.

Procès verbaux.

Mention est faite de l'envoi à tous les membres des procès verbaux des séances de la Délégation des 23, 30 avril et 7 mai 1907.

Approbation de crédits par le Ministère.

Communication est donnée d'une lettre du 16 mai 1907 de S. E. le Ministre de l'Intérieur approuvant les crédits votés par la Commission dans sa séance du 8 mai 1907.

Interpellation de M. Ralli et règlement sur les constructions.

Le PRÉSIDENT fait donner lecture d'une lettre de M. A. Ralli demandant à interpellier sur l'écroulement de la maison survenu la semaine dernière dans la rue Ebn Batouta, au quartier Labbane.

M. RALLI dit que son interpellation tend surtout à rectifier certaines idées qui se sont fait jour dans le public autour de cette affaire et à permettre à l'Administration de donner tous renseignements utiles.

M. CHATAWAY dit qu'il y a lieu d'envisager deux questions : celle de la responsabilité et celle des opérations de sauvetage. La première doit être écartée, aucune loi ne permet à la Municipalité d'intervenir actuellement dans la construction des maisons, sauf en ce qui concerne l'alignement.

Il est vrai que la loi organique prévoit une réglementation, mais celle-ci exige une étude approfondie des éléments très complexes de la question et en outre un nombreux personnel de surveillance. Il y a deux ou trois ans un projet avait été élaboré mais ce projet, qui ne comprenait que trois pages, laissait forcément de côté des points importants. En attendant une réglementation définitive, l'Ingénieur en chef a rédigé un règlement sommaire et provisoire, pour parer au plus pressé, sauf à le compléter plus tard. Ce projet a été soumis à la Délégation et la veille même de l'accident, au Comité des travaux publics, qui y apportait de légères modifications. La Municipalité toutefois est loin de se désintéresser de ces questions, malgré l'absence de règlement. Des tournées du Conseil du Tanzim ont lieu régulièrement pour s'assurer de l'état des immeubles, mais malgré toute la vigilance déployée, son attention dans l'état actuel ne peut se porter que sur la façade de l'immeuble par rapport à l'alignement, et il lui est impossible de s'assurer de l'état des fondations. Il y a lieu de remarquer que l'écroulement n'a porté aucune atteinte à la façade qui est restée intacte. Depuis le jour de l'accident, l'Ingénieur en chef a inspecté plus de 45 maisons qui lui avaient été signalées comme présentant un danger et cette inspection se continue partout où il y a lieu.

Quant aux opérations de sauvetage, l'Administrateur communique en résumé un rapport du Commandant de la police d'où il résulte que la maison s'est écroulée le 29 mai à 8 h. $1\frac{1}{2}$ du soir. La brigade des pompiers et la police se sont rendues immédiatement sur les lieux pour procéder au sauvetage, avec l'assistance des agents de la Municipalité. Grâce à leur promptitude et à leur courage, seize personnes ont pu être sauvées. En raison du danger que présentaient les murs prêts à crouler, des cordons de sûreté ont été organisés pour prévenir tout accident. Dans sa conviction, l'Administrateur, présent du reste aux opérations, croit pouvoir affirmer que toutes les vies humaines qui pouvaient être sauvées l'ont été, mais il eût été criminel, en raison de l'état menaçant des lieux, d'exposer d'autres personnes à une mort presque certaine pour ne retirer que des cadavres. Les opérations de sauvetage n'ont pas cessé de toute la nuit et se sont poursuivies jusqu'à ce qu'on eut découvert et retiré les victimes enfouies sous les décombres. La démolition de la façade et des pans de mur encore debout a été confiée à l'entreprise. A côté de la police, des pompiers et des services municipaux, il faut signaler le dévouement désintéressé de l'entreprise Almagià et des membres de la Société des Secours d'Urgence.

Un échange d'idées a lieu entre MM. Mansour Bey, Yehia Pacha, Barbaza, Fenderl, Ehrlich, Dr. Valensin, Foster, Abani Bey et Padoa Bey, à la suite duquel la Commission décide d'apporter d'urgence à son ordre du jour la question concernant le règlement sur les constructions, et d'en aviser par dépêche Son Excellence le Ministre de l'Intérieur.

Le projet de règlement, mis ensuite en discussion, est voté à l'unanimité avec de légères modifications, tel qu'il figure en annexe au procès-verbal de la Délégation du 4 juin 1907.

Ouverture de crédits divers.

La Commission passe ensuite à l'ordre du jour.

Sur la proposition de la Délégation et de l'avis conforme du Comité des finances, la Commission autorise l'ouverture des crédits suivants :

A prélever sur le budget extraordinaire :

1° L.E. 15.000 pour la commande de dalles et la continuation des travaux de confection de routes. (voir Délégation des 23 avril et 21 mai 1907).

2° L.E. 200 pour l'impression en arabe du recueil des règlements intéressant la Municipalité et de celui des contrats passés avec les diverses Sociétés. (voir Délégation des 30 avril et 21 mai 1907).

3° L.E. 350 pour achat de nouveaux instruments pour le service technique. (voir Délégation des 13 avril et 21 mai 1907).

4° L.E. 1.125 pour la construction de nouveaux chalets de nécessité dans divers quartiers. (voir Délégation des 7 et 21 mai 1907).

5° L.E. 340 pour l'aménagement d'allées et routes et autres travaux au jardin Nouzha. (voir Délégation du 21 mai 1907).

6° A prélever sur la réserve du budget ordinaire, L.E. 400, à titre supplémentaire, pour la vaccination. (voir Délégation du 30 avril 1907).

Pour ce qui concerne le crédit de L.E. 3.300 pour achats divers et aménagements à l'Abattoir, dont question à la Délégation du 30 avril 1907, la Commission, sur la demande de M. KINGHAM ajourne l'examen de ce crédit jusqu'à production d'un état donnant la situation comparée des dépenses et recettes de l'Abattoir depuis son origine.

Question relative aux maisons à bon marché.

M. FENDERL, en l'absence et au nom de M. Rieti, demande la discussion immédiate de la proposition relative à la construction des maisons à bon marché et propose d'adopter les conclusions du rapport du Comité spécial, annexé au procès-verbal de la Commission du 8 mai 1907.

Communication est donnée à ce sujet d'une lettre du 20 mai de M. Rieti, exprimant le désir de voir la Municipalité prendre d'ores et déjà consignment du terrain concédé par le Gouvernement pour cet objet à Moharrem Bey.

La Commission, après un échange d'idées, prend la délibération de principe suivante: elle décide d'entrer en possession de ce terrain, sans préjuger au-delà, renvoyant à une date ultérieure toute autre discussion, quant au fond de la question.

Comité d'examen pour les nouveaux postes du service sanitaire.

Au scrutin secret, MM. le Dr. Valensin, Mahfouz Bey et Padoa Bey sont nommés membres du Comité d'examen pour le choix des candidats aux postes de médecins nouvellement créés au projet de réorganisation du service sanitaire, S. E. Schiess Pacha étant membre de droit de ce Comité.

Projet d'élargissement de la route de Ramleh.

M. KINGHAM, en son nom et au nom de M. Salvago, développe la proposition d'élargir la route de Ramleh jusqu'à l'Ibrahimieh.

Après un échange d'idées entre MM. Fenderl, Chataway, Barbaza, Ehrlich, Abani Bey et Schiess Pacha, la Commission décide de porter à 40 mètres, y compris les trottoirs, la largeur de la route jusqu'à l'Ibrahimieh et charge les services techniques des études y relatives, en les invitant à présenter leur rapport au plus tard au mois d'octobre prochain.

Concession d'une jetée promenade au Port Est.

L'examen du projet de construction d'une jetée promenade au Port Est, formant l'objet de la demande de concession de M^r W. O. Joseph, est ajourné à la prochaine séance, en vue d'études complémentaires d'accord avec le promoteur de l'entreprise.

Projet de règlement et de tarif pour le stationnement dans le canal Mahmoudieh.

La Commission adopte le projet de réglementation et de tarif pour le stationnement des barques dans le canal Mahmoudieh, projet élaboré d'accord avec les Associations de Commerce intéressées, se réservant toutefois d'en fixer ultérieurement le tarif ainsi qu'il en est fait mention au projet, lequel figure en annexe au procès-verbal de la Délégation du 18 mai 1907.

Nomination de membres provisoires à la Délégation.

En raison des départs prochains pour l'Europe, la Commission désigne au scrutin secret comme membres provisoires de la Délégation, MM. Barbaza, Ehrlich, Tambacopoulo et Mohamed Bey Mahfouz.

Comptes détaillés de l'exercice 1906.

La Commission approuve les comptes détaillés de l'exercice 1906 ainsi que la note de l'Administrateur qui les accompagne.

Ces comptes sont imprimés séparément.

Interpellation de M. Fenderl à propos de la nouvelle émission d'actions de la Compagnie des Eaux.

M. Fenderl expose son interpellation sur l'émission d'actions que compte faire la Compagnie des Eaux et demande si cette augmentation de capital n'est pas de nature à porter atteinte aux intérêts de la Municipalité, en raison de la part de celle-ci dans les bénéfices de la Compagnie.

Un échange d'idées a lieu sur cette question, mais en raison de son importance et vu l'heure avancée, la discussion est remise à une séance ultérieure ainsi que l'étude des autres sujets portés à l'ordre du jour concernant le projet de la route de la corniche de la Société d'Entreprises Urbaines et Rurales et l'étude des questions pendantes avec la Compagnie du Gaz.

La séance est levée à 7 h. $\frac{3}{4}$.

Le Secrétaire,

A. WILLNER.

Le Président,

SCHIESS.

SÉANCE PROJÉTÉE

DE LA

COMMISSION MUNICIPALE

DU

26 JUIN 1907.

Procès-verbal de Carence.

Présents :

S. E. LE DR. SCHIESS PACHA, *Président*;

MM. AHMED PACHA YEHIA,

AHMED BEY AYOUB,

J. BARBAZA,

L. ESCOFFIER,

P. FENDERL,

G. ZERVUDACHI, *Membres* ;

W. P. CHATAWAY, *Administrateur* ;

A. WILLNER, *Secrétaire*.

Les membres étaient convoqués pour 4 h. pm.

A 4 h. $\frac{1}{2}$, le PRÉSIDENT, ayant constaté que le quorum n'était pas atteint, déclare la séance non avenue et l'ajourne pour une seconde réunion qui se tiendra valablement le 3 juillet 1907, à 4 h. p.m., avec le même ordre du jour et quel que soit le nombre des membres présents.

Le Secrétaire

A. WILLNER.

Le Président,

SCHIESS.

SÉANCE

DE LA

COMMISSION MUNICIPALE

DU

3 JUILLET 1907.

OBJETS. – Procès-verbaux. – Communications diverses. – Question relative aux maisons à bon marché. – Transfert de l'hôpital des maladies infectieuses et de celui des filles publiques à la Municipalité. – Concession d'une jetée promenade au Port Est. – Interpellation de M. Fenderl au sujet de la nouvelle émission d'actions de la Compagnie des Eaux. – Projet de la Société des Entreprises Urbaines et Rurales pour la construction d'une route en corniche à Chatby. – Gratifications à l'occasion de l'affaire Bismot. – Ouverture de crédits. – Aggravation des pénalités prévues au règlement sur les abattoirs et les boucheries. – Passage à niveau de la station de Bulkeley. – Excédents et emprises.

Par suite de l'absence par indisposition de S. E. le D^r Schiess Pacha, la séance est présidée d'abord par M. P. Fenderl, et ensuite par S. E. Yehia Pacha, doyen d'âge.

Présents :

MM. AHMED PACHA YEHIA,
AHMED BEY AYOUB,
ZÉKI BEY GHALI,
L. ESCOFFIER.
P. FENDERL,
E. W. P. FOSTER,
MANSOUR BEY YOUSSEF,
A. PADOA BEY,
D. TAMBACOPOULO,
G. ZERVUDACHI, *Membres ;*
W. P. CHATAWAY, *Administrateur,*
A. WILLNER, *Secrétaire.*

Se sont fait excuser :

S.E. LE D^r SCHIESS PACHA,
MM. LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DES DOUANES,
GHERIANI BEY,
J. BARBAZA,
TEYMUR BEY,
H. P. KINGHAM,
MAHFOUZ BEY,
EHRlich,
SOLIMAN BEY ABANI.

Absents en congé :

MM. E. BENACHI,
BARON A. DE MENASCE,
AMB. A. RALLI,
D. RIETI,
O. ROTHACKER,
M. SALVAGO,
E. STROSS,
D^r G. VALENSIN.

La séance est ouverte à 4 h. 1/2 p.m.

Procès verbaux.

Mention est faite de l'envoi à tous les membres des procès-verbaux de la Commission des 30 janvier, 6 et 13 février, 6, 13 et 20 mars 1907, lesquels sont approuvés, ainsi que de ceux des séances de la Délégation des 18, 21, 28 mai, 4, 11, 18 et 25 juin 1907.

Communications diverses.

Communication est donnée des lettres suivantes :

1° une lettre du 26 juin 1907 de M. le Procureur Général informant que pendant la durée des vacances judiciaires, il sera remplacé aux séances de la Commission successivement par MM. Zeki Bey Ghali, A. L. Korchid et A. Comanos Bey.

2° une lettre de 9 juin 1907 de S.E. le Ministre de l'Intérieur informant, en réponse à une demande formulée par la Commission Municipale, que le Ministère estime suffisants les règlements en vigueur pour réprimer les abus dans la circulation des automobiles et que les ordres nécessaires ont été donnés au Gouvernorat d'Alexandrie pour les faire exécuter rigoureusement. (voir Délégation du 11 juin 1907).

3° une lettre du 17 juin 1907 du Ministère de l'Intérieur demandant de suspendre, en vue de l'examen par les services intéressés, la décision de la Commission du 5 juin 1907 concernant le projet de règlement pour le stationnement des barques dans le canal Mahmoudieh. (voir Délégation du 18 juin 1907).

4° une lettre du 15 juin 1907 du Ministère de l'Intérieur approuvant les crédits votés par la Commission dans sa séance du 5 juin 1907. (voir Délégation du 18 juin 1907).

5° une lettre du 29 juin 1907 du Ministère de l'Intérieur communiquant un projet d'arrêté sur les constructions, élaboré par le Ministère des Travaux publics en base du projet adopté par la Commission municipale dans sa séance du 5 juin 1907, avec légères modifications.

La Commission approuve cet arrêté tel qu'il figure en annexe et en décide la mise en vigueur d'urgence.

Question relative aux maisons à bon marché.

Ayant à répondre à une lettre ministérielle du 2 juin, mentionnée au procès verbal de la Délégation du 4 juin 1907, au sujet de la mise en possession des terrains de Moharrem Bey, destinés à la construction de maisons économiques, la Commission procède à un échange d'idées pour préciser le sens de sa décision du 5 juin 1907.

La plupart des membres se trouvant actuellement en Europe, l'Assemblée se rallie à une proposition de M. Foster tendant à ajourner la question jusqu'à la rentrée, tout en demandant au Gouvernement de ne pas disposer de ces terrains et de les réserver jusqu'à ce qu'une décision soit intervenue.

Transfert de l'hôpital des maladies infectieuses et de celui des filles publiques à la Municipalité.

Communication est donnée d'une lettre du 20 mai 1907 du Ministère de l'Intérieur proposant à la Municipalité, qui déjà assume le service de la désinfection et celui des mœurs, de comprendre dans ses attributions la charge des hôpitaux pour les maladies infectieuses et les filles publiques.

Comme le Ministère avait déjà projeté la construction de ces deux hôpitaux, il demande à la Municipalité si elle serait disposée à accepter le transfert des crédits qui seront nécessaires pour la construction et l'entretien des deux établissements en question, d'après un nombre de lits s'élevant à 110 au total et lui laissant le soin de construire ces hôpitaux sur telles bases qu'elle jugera opportunes.

Cette lettre est reproduite en annexe au procès verbal de la Délégation du 28 mai 1907.

La Commission, confirmant l'avis favorable de la Délégation, décide d'accepter la proposition du Gouvernement, sauf règlement des détails concernant ces transferts d'accord avec le Ministère.

Concession d'une jetée promenade au Port Est.

L'Assemblée, sur étude des divers Comités compétents, adopte le projet de concession pour la construction d'une jetée promenade au Port Est à accorder à M^r W. O. Joseph et décide de communiquer au Ministère, pour approbation, le contrat y relatif.

Interpellation de M. Fenderl
au sujet de la nouvelle émission d'actions de la Compagnie des Eaux.

M. FENDERL reprend les observations qu'il avait présentées dans la séance précédente sur la nouvelle émission d'actions de la Compagnie des Eaux d'Alexandrie, interpellation qui, dans sa pensée, n'avait pour but que d'attirer l'attention de la Commission sur le préjudice que la Municipalité est exposée à subir du fait de cette émission nouvelle, en diminuant la part qui lui revient de droit dans les bénéfices nets de la Compagnie.

Après un échange d'idées, la Commission, tout en appréciant hautement la sollicitude de M. Fenderl pour les intérêts municipaux, estime qu'en l'état de choses existant, il n'y a pas lieu de s'arrêter davantage à cette question et passe à l'ordre du jour.

Projet de la Société des Entreprises Urbaines et Rurales
pour la construction d'une route en corniche à Chatby.

Consultée par la Délégation sur le point de savoir si la Commission serait disposée à accepter en principe la proposition présentée par la Société des Entreprises Urbaines et Rurales pour la construction d'une route corniche entre Silsiley et Moustapha Pacha, sauf en cas d'affirmative à se livrer aux études des détails et conditions que comporte le projet dont s'agit, la Commission émet un avis favorable et adopte en principe le projet dont s'agit, sous les réserves formulées par la Délégation, dans sa séance du 28 mai 1907.

Gratifications à l'occasion de l'affaire Bismot.

En récompense des services éminents rendus par M. Mohamed Bey Osman dans une affaire Bismot, en revendication de terrains d'une étendue considérable à Chatby et dont la valeur peut être estimée à environ L.E. 200.000, la Commission, sur la proposition de la Délégation du 11 juin 1907 et l'avis favorable des membres du Comité du Contentieux, dont le Président se fait l'interprète, en faisant ressortir le zèle et l'habileté avec lesquels l'affaire a été étudiée et présentée ainsi que la somme assez considérable de travail employée, décide de faire don à ce fonctionnaire d'une parcelle de 3000 p.c. à prendre sur les dits terrains.

Une gratification de L.E. 200, à prélever sur le budget extraordinaire, est également accordée à M. de Morati, substitut du Contentieux de l'Etat, pour le concours précieux qu'il a apporté à l'heureuse solution du différend.

Pour ce qui concerne les autres fonctionnaires qui ont eu à s'occuper plus spécialement de cette affaire, la Commission ouvre un crédit approximatif de L. E. 300, à prélever également sur le budget extraordinaire, et charge S. E. le Vice-Président, d'accord avec le Président du Comité du Contentieux et l'Administrateur, de répartir la dite somme entre les divers intéressés.

Ouverture de crédits.

Sur la proposition de la Délégation et de l'avis favorable du Président du Comité des Finances, la Commission autorise l'ouverture des crédits suivants, à prélever sur le budget extraordinaire.

1° L.E. 30 pour la construction d'une voiture modèle destinée au transport des viandes de boucherie. (voir Délégation des 21 mai et 18 juin 1907).

2° L. E. 3300 pour achats et aménagements divers à l'abattoir. (voir Délégation du 30 avril 1907).

3° L. E. 618 pour règlement du procès dame Hélène Chenouda (voir Délégation du 28 mai 1907).

4° L.E. 100 pour marquer sur la côte les endroits dangereux pour les baigneurs. (voir Délégation du 28 mai 1907).

5° L.E. 375 pour l'achat d'appareils de sauvetage, en cas d'accidents ou d'écroulement de maisons. (voir Délégation du 11 juin 1907).

6° L. E. 500 pour réparations aux rouleaux compresseurs. (voir Délégation du 18 juin 1907).

7° L. E. 100 à M. Vivante, professeur de droit à l'Université de Rome, à titre d'honoraires, pour une consultation par lui fournie, sur la demande de la Municipalité, au sujet des diverses questions pendantes avec la Compagnie du Gaz. (voir Délégation du 25 juin 1907).

Aggravation des pénalités prévues au règlement sur les abattoirs et les boucheries.

Afin de réprimer les nombreux abus commis en violation des dispositions du règlement sur les abattoirs et les boucheries, la Commission, adoptant une proposition de la Délégation, en date du 11 juin 1907, décide d'émettre un arrêté punissant les dites infractions d'une amende n'excédant pas L. E. 1 ou d'un emprisonnement ne dépassant pas une semaine, sans préjudice de la fermeture de l'établissement, s'il y a lieu, pénalités sensiblement plus fortes que celles prévues au règlement actuel.

Le projet d'arrêté pris à cet effet par la Commission, figure en annexe au présent procès verbal.

Passage à niveau de la station de Bulkeley.

M. ESCOFFIER attire l'attention de la Commission sur le danger que présente le passage à niveau de la station de Bulkeley et sur la nécessité de prendre au plus tôt les mesures de préservation nécessaires.

Cette question est renvoyée aux services.

Excédents et emprises.

La Commission approuve deux rectifications à des excédents et emprises, Luzzatto Pacha et Daïra Toussoun, dont question aux procès verbaux de la Délégation du 28 mai et 4 juin 1907.

S. E. YEHIA PACHA attire l'attention de la Commission municipale sur ce que l'été dernier des réunions avaient été tenues, en séance de renvoi, alors qu'il ne se trouvait pas à Alexandrie le nombre minimum de membres voulu, soit 15, pour réunir valablement une séance. Les procès verbaux des séances des 25 juillet et 1^{er} août 1906 relatent en effet que des séances avaient eu lieu, bien que 12 membres seulement fussent présents à Alexandrie, les autres 16 étant absents en congé. Il dit que ce procédé est irrégulier et qu'il conviendrait d'en éviter le retour pour ne pas s'exposer à des nullités.

La séance est levée à 6 h. 1/2 p.m.

Le Secrétaire,

A. WILLNER.

Les Présidents,

P. FENDERL., AHMED YEHIA.

1^{re} ANNEXE

AU PROCÈS VERBAL DE LA COMMISSION MUNICIPALE DU 3 JUILLET 1907.

Règlement concernant les constructions.

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

SECRÉTARIAT EUROPÉEN

Le Caire, le 29 juin 1907.

*Monsieur le Président
de la Commission Municipale d'Alexandrie.*

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Comme suite à ma dépêche du 16 courant, vous priant de vouloir bien tenir en suspens, conformément à l'art. 19 du Décret du 5 Janvier 1890, la décision de la Commission Municipale du 5 Juin courant relative au règlement sur les constructions à Alexandrie, j'ai l'honneur de vous remettre sous ce pli copie d'un projet d'arrêté préparé par le Ministère des Travaux Publics.

Je vous serai obligé de vouloir bien soumettre ce projet d'arrêté à la Commission Municipale.

Veillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma considération la plus distinguée.

Le Sous-Secrétaire d'Etat
(Signé) NAGUIB.

Projet de règlement concernant les constructions.

Le Président de la Commission Municipale ;

Vu l'art. 15, paragraphe 8 du Décret du 5 Janvier 1890 instituant la Commission Municipale d'Alexandrie ;

Vu la délibération de cette Commission en date du 5 Juin 1907, approuvée par lettre de S. E. le Ministre de l'Intérieur.

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER.

Les mesures et prescriptions suivantes seront appliquées à titre transitoire en attendant la promulgation d'un règlement définitif concernant les routes ainsi que le contrôle des constructions dans la Ville d'Alexandrie.

Nul ne pourra construire, agrandir, surélever, reconforter ou réparer dans le périmètre de la ville d'Alexandrie, à quelque titre ou dans quelque limite que ce soit, des maisons, édifices, murs de clôture, balcons, perrons, trottoirs ou tout ouvrage avant que les plans de l'ouvrage projeté ne soient soumis à la Municipalité et approuvés par elle et avant d'avoir reçu du Service du Tanzim l'autorisation de l'alignement en ce qui concerne les ouvrages bordant la voie publique.

Les dessins à présenter en double expédition par les intéressés devront comprendre :

a/ Les plans du rez-de-chaussée et des divers étages avec élévations et coupes à l'échelle de 1/100.

b/ Un plan d'ensemble de l'emplacement à construire, des voies qui le bordent ou l'avoisinent, ainsi que des dispositions de drainage à l'échelle de 1/1000.

c/ Les plans des solivages et toitures à l'échelle de 1/100 avec disposition des cheminées avec détails cotés à l'échelle de 1/10 des solives ou poutrelles (leur section et espacement d'axe en axe) ou de tout autre système à employer.

d/ Des détails cotés à l'échelle de 1/10 de toutes autres parties essentielles de construction (piliers, colonnes, consoles) et sections des fondations.

Les intéressés auront en outre à soumettre à la Municipalité le cahier des charges relatif aux travaux à exécuter.

L'Administration devra, dans le délai de 15 jours à partir de la présentation des dessins et cahier des charges ci-dessus, manifester son approbation et délivrer en conséquence la roksa de construction et d'alignement. Au cas où ces dessins et cahier des charges n'auraient pas été agréés, la Municipalité devra dans le même délai en faire part aux intéressés et leur communiquer les observations qu'elle croira devoir formuler.

Aucune modification au plan approuvé par la Municipalité ou au cahier des charges ne pourra être apportée sans l'agrément écrit de cette dernière.

Les agents préposés au contrôle des constructions auront libre accès à tout moment aux ouvrages et constateront toute inobservation des plans approuvés ou du cahier des charges et dresseront les procès-verbaux y relatifs dans les formes et avec les mêmes sanctions adoptées en matière de contravention au règlement du Tanzim.

La Municipalité pourra retirer dans ce cas l'autorisation et empêcher toute continuation des travaux.

L'autorisation donnée par la Municipalité pas plus que l'approbation des plans et cahier des charges ou le contrôle exercé par ses agents, n'implique pour elle aucune responsabilité, laquelle demeure pleine et entière à la charge des intéressés.

ART. 2.

Le présent arrêté, qui ne déroge pas aux Lois et Règlements existants, entrera en vigueur 30 jours après sa publication au *Journal Officiel*.

Fait à Alexandrie, le (*)

(*) N.B. — Le présent arrêté porte la date du 8 juillet 1907 et a été publié au *Journal Officiel* le 24 juillet 1907, sub N° 85.

2^{me} ANNEXE

AU PROCÈS-VERBAL DE LA COMMISSION MUNICIPALE DU 3 JUILLET 1907.

Projet d'arrêté portant aggravation des pénalités prévues au règlement sur les abattoirs et les boucheries.

LE PRÉSIDENT DE LA COMMISSION MUNICIPALE,

Vu le règlement municipal sur les abattoirs et les boucheries en date du 3 novembre 1894 ;

Vu la délibération prise par cette Assemblée en date du 3 juillet 1907, approuvée par S.E. le Ministre de l'Intérieur par lettre du.....

Considérant que la répression des abus nombreux commis en violation des dispositions du règlement précité du 3 novembre 1894 nécessite une aggravation de la pénalité prévue à l'art. 36 de ce règlement et qu'il importe de pouvoir faire application à cet égard des peines les plus fortes prévues en matière de contravention ;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER.

L'art. 36 du règlement municipal du 3 novembre 1894 sur les abattoirs et les boucheries est modifié comme suit :

« Toute infraction aux dispositions du règlement précité sera punie d'une
« amende n'excédant pas L.E. 1 ou d'un emprisonnement ne dépassant pas une semaine,
« sans préjudice de la fermeture de l'établissement, s'il y a lieu, en cas de récidive.

« Les viandes confisquées en vertu des dispositions qui précèdent, seront distri-
« buées aux hôpitaux ou aux institutions de bienfaisance, lorsqu'il sera constaté
« qu'elles sont propres à l'usage alimentaire. »

ART. 2.

Le présent arrêté entrera en vigueur à partir du jour de sa publication au *Journal Officiel*.

Alexandrie, le.....

SÉANCE PROJÉTÉE

DE LA

COMMISSION MUNICIPALE

DU

7 AOÛT 1907.

Procès-verbal de Carence.

Présents :

S. E. LE DR. SCHIESS PACHA, *Président*;

MM. J. BARBAZA,

EHRlich,

MANSOUR BEY YOUSSEF,

TAMBACOPOULO,

G. ZERVUDACHI, *Membres* ;

I. SEDKY BEY, *Secrétaire Général*.

Les membres étaient convoqués pour 4 h. pm.

A 4 h. $\frac{1}{2}$, le PRÉSIDENT, ayant constaté que le quorum n'était pas atteint, déclare la séance non avenue et l'ajourne pour une seconde réunion qui se tiendra valablement le 14 août 1907, à 4 h. p.m., avec le même ordre du jour et quel que soit le nombre des membres présents.

Le Secrétaire Général,

I. SEDKY.

Le Président,

SCHIESS.

SÉANCE
DE LA
COMMISSION MUNICIPALE

DU
14 AOUT 1907.

Séance de Renvoi.

OBJETS.—Procès verbaux.—Nomination d'un membre provisoire à la Délégation.—
Lettres ministérielles. — Amendes dues par un fournisseur. — Ouverture de
crédits divers. — Question du transport des immondices du côté Sud du
Canal. — Excédents et emprises.

Présents :

S. E. LE DR. SCHIESS PACHA, *Président* ;

MM. ZEKI BEY GHALL,

J. BARBAZA,

MANSOUR BEY YOUSSEF,

D. TAMBACOPOULO,

EHRLICH,

G. ZERVUDACHI, *Membres* ;

L. SEDKY BEY, *Secrétaire Général*.

Se sont fait excuser :

S. E. LE GOUVERNEUR,

MM. LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DES DOUANES,

AHMED BEY EYOUB,

ABDEL KADER BEY GHERIANI,

KAMEL BEY TEYMUR,

MOHAMED BEY MAHFOUZ,

Absents en congé :

MM. AHMED PACHA YEHIA,

E. BENACHI,

L. ESCOFFIER,

P. FENDERL,

MM. H. P. KINGHAM,
E. W. P. FOSTER,
BARON A. DE MENASCE,
A. PADOA BEY,
AMB. A. RALLI,
D. RIETI,
O. ROTHACKER,
M. SALVAGO,
E. STROSS,
SOLIMAN BEY ABANI,
D^r G. VALENSIN,
W. P. CHATAWAY, *Administrateur*

La séance est ouverte à 4 h. 1/2 p.m.

Procès verbaux.

Mention est faite de l'envoi aux membres des procès verbaux de la Délégation des 4, 9, 16, 13, 30 juillet et 6 août 1907.

Nomination d'un membre provisoire à la Délégation.

S.E. le PRÉSIDENT informe que les occupations de M. le Chef du Parquet du Tribunal indigène mettent ce haut fonctionnaire dans l'impossibilité d'assister régulièrement aux séances de la Délégation, dont il fait partie à titre provisoire. Il y aurait donc lieu de pourvoir à son remplacement.

La Commission désigne Ahmed Bey Eyoub.

Lettres ministérielles.

Communication est donnée :

1^o d'une lettre du 15 juillet 1907 du Ministère de l'Intérieur approuvant les crédits votés par la Commission dans sa séance du 3 juillet 1907. (Voir Délégation du 16 juillet 1907).

2^o d'une lettre du 25 mai 1907 de l'Inspection du 3^{me} Cercle d'irrigation informant que le Ministère des Travaux publics croit préférable de laisser à la Municipalité le soin des travaux de réfection et d'élargissement du pont Ibrahim, en même temps que ceux des deux nouveaux ponts à construire sur le canal Mahmoudieh.

S. E. le PRÉSIDENT informe que la Délégation a exprimé son adhésion à cette proposition. (Voir Délégation du 23 juillet 1907).

3^o de deux lettres du 20 juillet et 3 août 1907 du Ministère de l'Intérieur approuvant, après certaines modifications de détail auxquelles la Délégation a adhéré, la concession de la construction d'une jetée au Port Est à octroyer à M^r W. O. Joseph. (Voir Délégation des 23 juillet et 6 août 1907).

La Commission autorise S.E. le D^r Schiess Pacha à passer les actes relatifs à cette concession, dont le texte définitif est imprimé séparément.

4° d'une lettre du 30 juillet 1907 du Ministère de l'Intérieur émettant diverses observations au projet de règlement sur le stationnement des barques au canal Mahmoudieh, projet qui avait été soumis à son approbation.

La Délégation a chargé le Contentieux de procéder à une nouvelle étude en base des observations du Ministère et de soumettre son rapport au Comité spécial qui avait été chargé de cette question. (Voir Délégation du 6 août 1907).

5° d'une lettre du 3 août 1907 du Ministère de l'Intérieur informant que, suivant l'avis du Ministère des Finances, il lui est impossible d'approuver, du moins quant à présent, le prélèvement du crédit de L.E. 500 voté par la Commission pour l'allocation de gratifications à l'occasion de l'affaire Bismot. (Voir Délégation du 6 août 1907).

Amendes dues par un fournisseur.

Statuant sur une question relative aux amendes dues par M. Furst pour retard apporté dans la consignation de la fourniture de bordures qui lui avait été adjugée, la Commission approuve une proposition de la Délégation du 16 juillet 1907 tendant à réduire ces amendes au quart de leur montant, soit à la somme de L.E. 47, 682 mill.

Ouverture de crédits divers.

La Commission aborde l'examen des divers crédits proposés par la Délégation.

Elle approuve le prélèvement sur le budget extraordinaire d'une dépense de L. E. 400 pour marquer avec des bornes des rues nouvellement ouvertes telles que celles de Hagar Nawatieh et des terrains de la Municipalité autres que ceux des quais, afin d'éviter tous empiètements sur le domaine municipal. (Voir Délégation du 25 juin 1907).

Les crédits suivants sont également prélevés sur le budget extraordinaire:

L. E. 100 pour fouilles pratiquées par le Musée au nouveau cimetière catholique. (Voir Délégation du 4 juillet 1907).

L. E. 31, à titre supplémentaire, pour l'impression du Guide du Musée. (Voir Délégation du 4 juillet 1907).

L. E. 940 pour le renouvellement du matériel d'incendie installé au palais municipal et l'aménagement des nouveaux bureaux. (Voir Délégation du 16 juillet 1907).

L. E. 234 pour régulariser les dépenses faites en vue du renouvellement des anciennes plaques du tarif des voitures. (Voir Délégation du 16 juillet 1907).

L. E. 33 pour l'achat de coupe-file destinés aux Conseillers. (Voir Délégation du 16 juillet 1907).

Les crédits ci-après sont prélevés sur la réserve du budget ordinaire:

L.E. 144 pour l'élévation à des classes supérieures de deux postes

d'ingénieurs prévus au projet de réorganisation du service technique. (Voir Délégation du 16 juillet 1907).

L. E. 60 et L. E. 90 pour majorer les frais de déplacement et les menus frais de l'Administration centrale. (Voir Délégation du 23 juillet 1907).

L. E. 160 pour majorer les frais de déplacement du service du Tanzim. (Voir Délégation du 23 juillet 1907).

Les crédits suivants sont approuvés par voie de virements :

L. E. 500 pour le dallage en vieilles dalles des petites ruelles de l'intérieur de la ville à prélever sur le crédit affecté à la construction des nouvelles routes. (Voir Délégation du 25 juin 1907).

L. E. 300 pour l'achat de quatre chars d'arrosage du système Hellmers à prélever sur le crédit affecté à l'augmentation conditionnelle des ouvriers du service du nettoyage afin d'augmenter d'autant le crédit pour l'achat du matériel du même service. (Voir Délégation du 30 juillet 1907).

Deux demandes de crédits sur le budget extraordinaire de L. E. 375 pour la construction de latrines et cabinets de toilette au jardin Nouzha et L.E. 2000 pour le remplacement du système d'irrigation du même jardin, sont ajournées jusqu'à la rentrée pour étude complémentaire. (Voir Délégation du 16 juillet 1907).

Une demande de crédit de L.E. 6250, dont question au procès verbal de la Délégation du 4 juillet 1907, pour la construction d'une route en corniche sur la mer, formant le prolongement du quai d'Anfouchy jusqu'au palais de Ras el Tin, est ajournée en attendant la réception de la réponse du Gouvernement pour une plus forte contribution à ce travail qui l'intéresse plus particulièrement, et dont l'ensemble s'élève à une dépense de L.E. 7250, le Ministère ayant limité sa contribution à L.E. 1000.

La Commission examine une demande de crédit de L.E. 3000 faite par la Délégation dans sa séance du 9 juillet 1907 pour le remplacement du système des regards en pierre par des regards en fer et l'adoption d'un nouveau système de ventilation des égouts, destiné à remédier aux mauvaises émanations qui s'en dégagent. Ce système, qui a eu l'approbation du Comité des Travaux publics, nécessiterait pour son extension à toute la Ville une dépense de L.E. 19000 environ, sur lesquelles le premier crédit de L.E. 3000 précité servirait en grande partie au remplacement du système de regards.

MANSOUR BEY YOUSSEF rappelle que lorsque ce projet a été soumis à la Délégation, divers membres avaient émis l'opinion qu'il conviendrait d'en différer l'exécution jusqu'à ce que les travaux généraux d'assainissement, avec lesquels il forme un ensemble, soient entrepris. D'autres membres avaient émis des appréhensions relativement aux tuyaux de ventilation dont la disposition ne leur paraissait pas de nature à remédier aux inconvénients signalés. Devant cette divergence d'opinions, il avait été jugé préférable d'entreprendre un essai sur une petite échelle, dans certains endroits où

des réclamations étaient présentées au sujet des mauvaises odeurs émanant des égouts. Mansour Bey dit que la demande de crédit dépasse les limites de l'essai qu'on a entendu faire.

S. E. le PRÉSIDENT expose l'intérêt hygiénique qui s'attache à l'adoption d'un système nouveau pour remédier aux mauvaises émanations et il appuie la demande de crédit se basant sur l'avis favorable émis par les Comités compétents.

M. EHRLICH dit que Mansour Bey s'est borné à rappeler la première phase de la question. La Délégation avait en effet préconisé des essais, mais devant l'insistance du service technique et à la suite de l'étude mûrie entreprise par le Comité des Travaux publics, elle avait finalement accepté la proposition du dit Comité tendant non point à un essai mais à un commencement d'exécution du système. Du reste, ajoute-t-il, une des premières recommandations de la Commission d'ingénieurs, qui a été chargée de recevoir les travaux des quais et collecteurs, a été de pourvoir à une meilleure ventilation des collecteurs. M. Ehrlich croit que dans ces conditions le crédit proposé devrait être adopté.

La Commission adopte le crédit de L.E. 3000 et en décide le prélèvement sur le solde disponible du produit réalisé de la vente des terrains des quais.

Question du transport des immondices du côté Sud du Canal.

S. E. le PRÉSIDENT expose les propositions de la Délégation en date des 23 et 30 juillet 1907 quant au transport des immondices de l'autre côté du canal. Ces immondices étaient déposées jusqu'ici sur les collines de Kom Hachem que la Municipalité a acquises du Gouvernement en vue d'y transférer les échèches de Toubguieh, dont l'emplacement est destiné à l'élargissement du Cimetière de la Colonne Pompée.

En vue de cette destination, il a fallu rechercher un autre emplacement sur lequel serait élevé ensuite le destructeur et éventuellement les écuries municipales et une cité pour les ouvriers de l'entretien et du nettoyage des rues.

Le choix de la Délégation, après étude des services, s'est porté sur un terrain d'une dizaine de feddans environ sis à Guet el Enab.

Des pourparlers sont actuellement engagés en vue soit de la location de ce terrain soit de son achat. En attendant, la Délégation demande l'ouverture de deux crédits dont l'un de L.E. 550 pour la construction d'un pont provisoire en bois et l'autre de L.E. 250 pour l'établissement d'une voie d'accès à l'emplacement projeté, crédits à prélever sur le budget extraordinaire, et propose en même temps de l'autoriser à occuper le dit terrain et de passer à cet effet des contrats provisoires avec les intéressés.

La Commission adopte les propositions de la Délégation et autorise l'ouverture des crédits précités.

Excédents et emprises.

La Commission approuve le règlement de divers excédents et emprises dont le détail figure aux procès verbaux de la Délégation des 4, 23 et 30 juillet et 6 août 1907 et concernant l'état annexé au procès-verbal de ce Collège du 23 juillet 1907, les expropriations Abou Chanab, hoirs Abou Sarha et Hag Mohamed el Chaffei, Hamouda Kandil et dame Avierino.

M. MANSOUR BEY s'abstient dans cette dernière affaire.

A ce sujet et sur la proposition de la Délégation en date du 6 août 1907 la Commission ouvre un nouveau crédit de L.E. 8000, à prélever sur le produit réalisé de la vente des terrains du quai, nécessaire pour faire face aux dépenses d'expropriation votées, les crédits de L.E. 20000 accordés jusqu'à présent étant presque épuisés.

La séance est levée à 5 h. 30 p.m.

Le Secrétaire Général,

I. SEDKY.

Le Président,

SCHIESS.

SÉANCE

DE LA

COMMISSION MUNICIPALE

DU

20 NOVEMBRE 1907.

OBJETS. - Procès-verbaux. - Communications diverses. - Demandes de crédits.
Asphaltage de la rue Rosette. - Amendes dues par des fournisseurs. - Ponts
du Mahmoudieh. - Route d'accès au jardin Nouzha. - Question des baux à
long terme. - Excédents et emprises. - Autorisations d'ester en justice.

Présents :

S. E. LE DR. SCHIESS PACHA, *Président* ;
MM. AHMED PACHA YEHIA,
AHMED BEY EYOUB,
J. BARBAZA,
COMANOS BEY,
P. FENDERL,
E. W. P. FOSTER,
H. P. KINGHAM,
MANSOUR BEY YOUSSEF,
BARON A. DE MENASCE,
MOHAMED BEY MAHFOUZ,
A. PAGOA BEY,
AMB. A. RALLI,
D. RIETI,
E. STROSS,
D. TAMBACOPOULO.
G. ZERVUDACHI, *Membres* ;
W. P. CHATAWAY, *Administrateur*,
I. SEDKY BEY, *Secrétaire Général*.

Se sont fait excuser :

S. E. LE GOUVERNEUR,
MM. ABDEL KADER BEY GHERIANI,
KING LEWIS,
L. ESCOFFIER,

MM. KAMEL BEY TEYMUR,
SOLIMAN BEY ABANI,
D^r G. VALENSIN,
EHRlich.

Absents en congé :

MM. E. BENACHI,
O. ROTHACKER,
M. SALVAGO.

La séance est ouverte à 4 h. p.m.

Le PRÉSIDENT souhaite la bienvenue aux membres de retour de congé.

Procès-verbaux.

Les procès verbaux de la Commission des 3 avril, 10 et 14 avril, 6 et 29 mai, 5 et 26 juin, 3 juillet, 7 et 14 août 1907, sont approuvés.

Mention est faite de l'envoi à tous les membres des procès verbaux de la Délégation du 22 août jusqu'au 12 novembre 1907.

A l'occasion de ces communications, S.E. YEHIA PACHA fait remarquer que la dernière séance de la Commission s'est tenue malgré que les membres présents en Egypte, qui pouvaient y assister, formaient un chiffre inférieur à celui exigé pour une réunion valable. Il est vrai qu'il s'agissait d'une séance de renvoi, qui en temps normal est considérée comme valable quel que soit le nombre des membres qui y assistent, après une première convocation demeurée infructueuse, mais il semble à Yehia Pacha que ce serait en quelque sorte éluder la loi que de recourir à ce moyen pour avoir des séances régulières alors qu'on est assuré d'ores et déjà qu'il n'existe pas en Egypte un nombre suffisant de membres pouvant composer une réunion valable.

Yehia Pacha dit que la question mérite un sérieux examen de la part du Comité du Contentieux.

PADOA BEY estime que le point soulevé est de nature assez délicate et mérite l'examen auquel est convié le Comité du Contentieux, étant donné l'intérêt que présente la question tant du côté légal que des conséquences que la décision à prendre peut avoir sur la marche des affaires.

La Commission renvoie la question à l'examen du Comité du Contentieux.

Relativement à une observation de M. FENDERL au sujet d'une estimation faite en mars dernier et dont l'approbation est demandée à cette séance, estimation au sujet de laquelle M. STROSS donne les justifications voulues, M. de MENASCE croit devoir saisir cette occasion pour demander jusqu'à quel point la Municipalité est liée par des estimations non encore

ratifiées par contrat et qui dans l'intervalle peuvent, à la suite de circonstances données, ne plus répondre à la valeur primitivement établie.

PADOA BEY répond que tant qu'il n'y a pas accord définitif et régulier, la Municipalité n'est nullement engagée. Les délibérations préparatoires ne peuvent, malgré leur publicité, créer un droit aux intéressés, les votes émis en l'espèce par une assemblée devant être considérés comme des élaborations personnelles au même titre que celles qui précèdent chez les intéressés la réalisation de l'accord définitif.

Communications diverses.

Communication est donnée des lettres suivantes, dont détails dans les différents procès verbaux de la Délégation communiqués aux conseillers :

1° Une lettre du 17 août du Ministère de l'Intérieur informant que le Ministère des Finances n'a pas d'objection à remettre jusqu'à la rentrée, la question de la consignation des terrains de Moharrem-Bey réservés aux maisons à bon marché.

A ce sujet et afin de permettre aux intéressés de terminer les élaborations concernant ces habitations, la Commission décide de demander au Gouvernement de tenir encore en suspens pour un certain temps la question des terrains choisis à Moharrem Bey pour l'érection de ces maisons.

2° Une lettre du 18 août du Ministère des Travaux Publics consentant à participer pour une somme de L.E. 1650, aux travaux de création d'une route corniche conduisant à Ras-el-Tin.

3° Une lettre du 24 août du Ministère de l'Intérieur approuvant les crédits votés par la Commission le 14 août 1907.

4° Une lettre du 7 septembre du Ministère des Travaux Publics confirmant l'accord intervenu avec l'Inspection du 3^me Cercle d'Irrigation relativement à la construction et à la réparation par les soins de la Municipalité, des deux nouveaux ponts sur le canal Mahmoudieh ainsi que du pont Ibrahim.

5° Une lettre du 21 septembre du Ministère de l'Intérieur informant que le Département de l'Instruction publique maintient sa première décision relative au choix des terrains des pépinières du Rond Point pour l'érection d'écoles primaires.

6° Une lettre du 15 octobre du Ministère de l'Intérieur informant qu'il délègue à la Municipalité le pouvoir de délivrer des autorisations d'installation de bains privés sur le rivage de la mer à l'instar des autorisations de bains de mer publics.

7° Une lettre du 5 novembre 1907, approuvant, sauf une modification de détail, l'arrêté portant aggravation de pénalités au règlement sur les abattoirs et les boucheries.

La Commission décide en conséquence la publication du dit arrêté, tel qu'il figure en annexe au présent procès verbal.

Demandes de crédits.

La Commission procède à l'examen des diverses demandes de crédits proposées par la Délégation et dont l'examen a été entrepris par le Comité des Finances préalablement à la séance.

M. STROSS croit devoir à cette occasion appeler l'attention de la Commission sur la nécessité qu'il y aurait, en présence de la situation actuelle, de procéder avec la plus grande circonspection en matière de votation de dépenses. Il voudrait soit pour les dépenses à venir, soit pour celles déjà votées mais non encore effectuées, que la Commission soit appelée à faire une sélection, écartant tout ce qui ne revêt pas un caractère d'actuelle nécessité. A ces fins, il demande qu'un état des crédits votés et non encore appliqués, même en ce qui concerne les expropriations pour lesquelles des chiffres considérables sont prévus, soit préparé et soumis à un examen nouveau de la Délégation.

M. KINGHAM, Vice Président du Comité des Finances, dit que dans l'étude des crédits soumis la même préoccupation a guidé le Comité. Tout en admettant l'utilité des dépenses proposées, le Comité a joint à son vote l'expression du désir qu'il éprouve de voir la Commission examiner les dépenses avec un esprit de prudence et d'économie.

S.E. YEHA PACHA dit que dans les mêmes sentiments la Délégation dans sa dernière séance a prié l'Administrateur de lui faire le relevé des travaux non encore exécutés pour lesquels des décisions ont été prises.

A la suite de ces observations les crédits suivants, examinés un à un, sont votés :

1° L. E. 200 à titre supplémentaire, pour la construction de la galerie Friedheim, à prélever sur le budget extraordinaire. (V. Délégation du 22 août 1907).

2° L. E. 75 pour achat de tuyaux destinés aux pompiers en remplacement de ceux détériorés par l'usage qui en a été fait en vue de l'arrosage des quais par l'eau de mer, à prélever sur le budget extraordinaire. (V. Délégation du 22 août 1907).

3° L. E. 5600 pour le prolongement de la route Sultan Selim en bordure de la mer jusqu'au Palais de Ras el Tin, à prélever sur la vente des terrains des quais. (V. Délégation du 22 août 1907).

4 L. E. 120 pour frais de déplacement aux agents du service des recettes, à prélever sur la réserve du budget ordinaire. (V. Délégation du 22 août 1907).

5° L. E. 40 pour précautions supplémentaires en vue de la protection des baigneurs, à prélever sur le budget extraordinaire. (V. Délégation du 29 août 1907).

6° L. E. 760 pour la réparation de certains dégâts causés aux quais, prélèvement vente des terrains des quais. (V. Délégation des 10, 24 septembre et 1^{er} octobre 1907).

M. RIETI fait observer à ce sujet qu'il faut s'attendre à des dépenses très fortes d'entretien du quai, tant que le brise-lame n'aura pas été construit.

Il ajoute qu'il lui est revenu que les réparations dernièrement exécutées ne l'ont pas été conformément aux règles de l'art et il attire à ce sujet la sérieuse attention de l'Administration.

7° L. E. 70 pour la location de terrains à Guet el Enab, à l'effet d'y déposer les immondices de la ville, prélèvement vente des terrains des quais. (V. Délégation du 10 septembre 1907).

8° L. E. 9, à titre supplémentaire, pour la réparation des voitures d'ambulance, à prélever sur le budget extraordinaire. (V. Délégation du 10 septembre 1907).

9° L. E. 53, différence en plus du crédit déjà voté par la Commission pour une condamnation dans une affaire judiciaire Hadga Cherifa Hanem, à prélever sur le budget extraordinaire. (V. Délégation du 1^{er} octobre 1907).

10° L. E. 300, à titre de gratification à M. Gallois Bey, à l'occasion de la cessation de ses services, à prélever sur le budget extraordinaire. (V. Délégation des 9 et 22 octobre 1907).

11° L. E. 375 pour la construction de latrines et cabinet de toilette au jardin Nouzha, à prélever sur le budget extraordinaire. (V. Délégation du 16 juillet 1907).

12° L. E. 2000 pour l'acquisition d'une nouvelle machine et du matériel nécessaire à l'irrigation du jardin Nouzha, à prélever sur le budget extraordinaire. (V. Délégation du 16 juillet 1907).

13° L. E. 580, à titre supplémentaire, pour fournitures de bureau, frais d'impression et frais divers, à prélever sur la réserve du budget ordinaire. (V. Délégation du 19 novembre 1907).

Par voie de virement :

1° L. E. 860 pour le dallage des ruelles de la ville, à prélever sur les crédits affectés à la canalisation des rues Imam Aly et Basilius Bey, qui présente une économie s'élevant au même chiffre, à concurrence de L.E. 740 le premier et L.E. 120 le second. (V. Délégation du 10 septembre 1907).

2° L. E. 392 pour les journaliers de l'arrosage, à prélever sur divers chapitres du service du nettoyage qui présentent une économie conformément aux propositions de la Délégation des 15 octobre et 12 novembre 1907.

Asphaltage de la rue Rosette.

La Commission, après un échange d'idées, approuve une proposition tendant à l'asphaltage de la rue Rosette dont question aux procès verbaux de la Délégation des 3 septembre, 12 et 19 novembre 1907.

Elle décide que ce revêtement s'étendra à toute la rue.

La dépense nécessaire à cet effet s'élevant à L. E. 15.000 sera prélevée à concurrence de la moitié sur l'économie résultant du non emploi

d'une grande partie du crédit affecté à l'achat de dalles, et de l'autre moitié à concurrence de L.E. 5640 sur le solde disponible à ce jour du budget extraordinaire et de L.E. 1860 sur les premières disponibilités éventuelles de ce même budget.

S. E. LE D^r SCHIESS PACHA expose les raisons de cette mesure, motivée par la cherté des dalles et la possibilité d'employer celles qui seront retirées de la rue de la Porte Rosette à d'autres travaux de dallage déjà décidés.

Relativement à une observation concernant la participation des propriétaires aux dépenses d'asphaltage, il est fait remarquer que la Délégation n'a pas cru nécessaire de provoquer cette contribution comme elle l'avait fait pour d'autres travaux du même genre :

1° Parce que le prix du dallage joint à son entretien atteint actuellement le prix de l'asphaltage, ce qui n'était pas le cas dans le passé où les propriétaires avaient à parfaire la différence ;

2° Parce qu'il s'agit d'un travail dont l'initiative est prise par la Municipalité elle-même alors que les autres travaux avaient été réclamés par les propriétaires.

Amendes dues par des fournisseurs.

La Commission, sur rapport de la Délégation en date des 24 septembre et 9 octobre 1907, décide de réduire à L. E. 20 une amende encourue par M. Levick dans une fourniture de pierres et d'exonérer totalement MM. Dégiardé frères d'une légère amende provenant d'un retard de quelques jours dans une livraison de dalles.

Ponts du Mahmoudieh.

Sur rapport de la Délégation des 1^{er} octobre et 19 novembre 1907 et de l'avis favorable du Comité des Finances, la Commission approuve un crédit supplémentaire de L. E. 625, destiné à compléter le devis du service technique pour la construction de deux nouveaux ponts au canal Mahmoudieh et la réfection du pont Ibrahim, devis s'élevant à L.E. 22.289.

Les ressources existant actuellement et destinées à ces travaux sont réparties comme suit :

L. E. 12.500, allocation de la Municipalité, L.E. 6164, subvention du Gouvernement, et L.E. 3000 contribution du Commerce d'exportation.

Route d'accès au jardin Nouzha.

La Commission renvoie à l'examen de la Délégation et du Comité des Travaux publics un rapport accompagné de plans divers présenté par l'Ingénieur en chef concernant l'élargissement de la route de Ramleh jusqu'à l'Ibrahimieh et la création d'une voie d'accès au jardin Nouzha en continuation de l'avenue projetée.

Question des baux à long terme.

M. PADOA BEY dit qu'il s'est occupé pendant ces vacances de l'étude documentée de cette question et qu'il attend, pour compléter cet examen, de nouveaux éléments puisés dans les milieux où ces systèmes de baux ont été pratiqués. Il pense pouvoir faire part prochainement à l'assemblée d'une élaboration définitive à ce sujet.

La Commission en prend note.

Excédents et emprises.

La Commission approuve le règlement de divers excédents et emprises proposés par la Délégation, après avis du Comité d'évaluation, et concernant :

L'état inclus au procès verbal de la Délégation du 29 août 1907).
L'expropriation rue Forn el Gheraï. (Délégation 29 août 1907).
L'expropriation Wakf Talaat. (Délégation 3 septembre 1907).
L'état annexé au procès verbal de la (Délégation du 24 septembre 1907).
L'excédent Yacoub Ghirgis, (Délégation du 1^{er} octobre 1907).
L'expropriation Wakf Terbané. (Délégation 12 novembre 1907).

Autorisations d'ester en justice.

Sur rapport du Comité du Contentieux, la Commission autorise l'Administration à ester en justice dans les affaires judiciaires suivantes :

Dame Hosna bent Abdel Maguid ; Francesco Ventura ; dame Hanifa bent Ali Soliman : Stefan Sigala ; Awad Gomaa ; Mohamed Ayoub ; Mohamed Ahmed ; Ahmed Ahmed Talab ; Hussein Dagch ; Fatma bent Abou El Seoud ; Fetcha El Nesr ; Wakf El Ghawi ; Almas Abdel-Al ; Nikita Zalichi ; Ibrahim Loutfy ; Albert Plesch ; Mohamed Abou Hegazi El Gamal et Consorts ; Ibrahim Abou Chaban.

La séance est levée à 7 h. p. m.

Le Secrétaire Général,

I. SEDKY.

Le Président,

SCHIESS.

ANNEXE

AU PROCÈS-VERBAL DE LA COMMISSION MUNICIPALE DU 20 NOVEMBRE 1907.

Arrêté portant aggravation des pénalités prévues au Règlement sur les abattoirs et les boucheries.

LE PRÉSIDENT DE LA COMMISSION MUNICIPALE,

Vu le règlement municipal sur les abattoirs et les boucheries en date du 3 novembre 1894 ;

Vu les délibérations prises par cette Assemblée en date des 3 juillet et 20 novembre 1907 et l'approbation donnée par S.E. le Ministre de l'Intérieur ;

Considérant que la répression des abus nombreux commis en violation des dispositions du règlement précité du 3 novembre 1894 nécessite une aggravation de la pénalité prévue à l'article 36 de ce règlement et qu'il importe de pouvoir faire application à cet égard des peines les plus fortes prévues en matière de contravention ;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER.

L'article 36 du règlement municipal du 3 novembre 1894 sur les abattoirs et les boucheries est modifié comme suit :

« Toute infraction aux dispositions du règlement précité sera punie d'une amende « n'excédant pas 1 L.E., ou d'un emprisonnement ne dépassant pas une semaine, sans « préjudice de la fermeture de l'établissement, que le juge pourra ordonner, en cas de « récidive.

« Les viandes confisquées en vertu des dispositions qui précèdent, seront distri-
« buées aux hôpitaux ou aux institutions de bienfaisance, lorsqu'il sera constaté
« qu'elles sont propres à l'usage alimentaire ».

ART. 2.

Le présent arrêté entrera en vigueur à partir du jour de sa publication au *Journal Officiel*.

Alexandrie, le.....(*)

(*) N.B. Le présent arrêté porte la date du 23 novembre 1907 et a été publié au *Journal Officiel* du 2 décembre 1907.

SÉANCE
DE LA
COMMISSION MUNICIPALE
DU
28 DÉCEMBRE 1907.

**OBJET : Procès verbaux. - Communications diverses. - Démission de M. Ghériani
Bey. - Virements de crédits. - Budget de 1908. - Opération de trésorerie.**

Présents :

S.E. LE D^r SCHIESS PACHA, *Président*,
MM. AHMED PACHA YEHIA,
J. BARBAZA,
E. BENACHI,
COMANOS,
L. ESCOFFIER,
P. FENDERL,
H. P. KINGHAM,
MANSOUR BEY YOUSSEF,
BARON A. DE MENASCE,
MOHAMED BEY MAHFOUZ,
A. PADOA BEY,
AMB. A. RALLI,
D. RIETI,
M. SALVAGO,
E. STROSS,
SOLIMAN BEY ABANI,
D. TAMBACOPOULO,
D^r G. VALENSIN.
G. ZERVUDACHI, *Membres*.
W. P. CHATAWAY, *Administrateur*,
I. SEDKY BEY, *Secrétaire Général*.

Se sont fait excuser :

S. E. LE GOUVERNEUR,
MM. AHMED BEY EYOUB,
KING LEWIS,

MM. E. W. P. FOSTER,
KAMEL BEY TEYMUR,
EHRlich.

Absent en congé :

M. O. ROTHACKER.

La séance est ouverte à 4 h. p.m.

Procès verbaux.

Le procès verbal de la séance de la Commission municipale du 20 novembre 1907 est approuvé.

Mention est faite de l'envoi à tous les membres des procès-verbaux de la Délégation des 19, 26 novembre, 3, 4, 9, 10, 13, 17 et 23 décembre 1907.

Communications diverses.

Communication est donnée des lettres ci-après de Son Excellence le Ministre de l'Intérieur :

Casernes de la police des parcs Nord.

1° Une lettre du 14 novembre 1907 informant que la construction des nouvelles casernes de la police ne sera pas terminée avant trois mois et qu'il ne sera pas possible en conséquence d'évacuer les anciens locaux, dont le terrain doit être incorporé aux parcs, avant le mois de février prochain. (Voir Délégation du 26 novembre 1907).

Gratifications dans l'affaire Bismot.

2° Une lettre du 24 novembre 1907 demandant de tenir en suspens le vote de la Commission relatif à l'allocation d'un terrain de 3000 pics à M. Osman Bey à titre de gratification dans l'affaire Bismot. (Voir Délégation du 3 décembre 1907).

M. L'ADMINISTRATEUR expose les différentes phases de la question depuis son début.

MM. STROSS et ESCOFFIER font observer que le délai de 30 jours, durant lequel il était loisible à l'Etat d'annuler la décision de la Commission, est écoulé et qu'il n'y a donc plus à revenir sur la question, le vote de la Commission étant devenu par le fait exécutoire.

M^e PADOA BEY est du même avis. Il est des cas, dit-il, où le Gouvernement, au lieu de donner une approbation formelle, préfère s'en tenir à laisser faire en ne pas usant, dans les délais, de son droit d'annulation. C'est ce qui s'est déjà produit au sujet de l'admission de la Presse aux séances ; c'est ce qui a eu lieu aujourd'hui.

M. MAHFOUZ BEY croit que le Ministère n'a pas failli au délai que lui reconnaît la loi, puisque sa lettre est postérieure de 3 jours seulement à l'envoi du procès verbal définitif.

M^e PADOA BEY répond que Mahfouz Bey fait erreur. Le procès verbal de la Commission a été transmis par lettre du 24 novembre 1907, le Ministère avait donc jusqu'au 24 décembre mais non au delà pour annuler la délibération de la Commission.

En ce qui concerne la partie de la décision municipale relative à une gratification de L.E. 500 et au sujet de laquelle une première lettre ministérielle du 3 août 1907 déclarait qu'elle n'était pas approuvée « du moins quant à présent », Padoa Bey estime que cette dernière formule ne peut être considérée que comme suspensive et laisse intactes les conditions de délai que prévoit l'art. 19 de la loi pour l'annulation.

M. DE MENASCE dit que, si un doute ne saurait être possible en ce qui concerne le vote relatif au don de terrain, lequel, par suite du silence du Ministère, est devenu définitif et exécutoire, il ne saurait en être de même de la gratification de L.E. 500 désapprouvée, à titre provisoire, par l'Etat. Pour ce dernier point, il pourrait y avoir matière à contestation.

M^e PADOA BEY dit que l'intervention de l'Etat ne peut se traduire que par une mesure soit d'approbation, soit d'annulation. La première peut être tacite, mais la seconde doit être formelle. Donc une désapprobation « pour le moment » ne saurait être interprétée que comme une mesure provisoire de simple suspension, sauf au Ministère à annuler ou à ne pas annuler dans les délais voulus.

M. ABANI BEY appuie la manière de voir de Padoa Bey.

S.E. YEHIA PACHA se range également à cette opinion et dit que, d'après lui, le Gouvernement n'aura pas voulu, par une approbation formelle, constituer, en ce qui le concerne, une sorte de précédent à des donations de ce genre. Il a cru devoir laisser passer le délai, préférant indiquer de la sorte son approbation tacite ou tout au moins son intention de ne pas annuler la décision ainsi qu'il l'a fait en plusieurs circonstances.

M. COMANOS s'y rallie également, mais il croit que les intentions du Gouvernement, en ce qui concerne le vote relatif aux L.E. 500, seraient plus facilement comprises, si l'on se reportait aux termes qu'il emploie ordinairement toutes les fois qu'il croit devoir prendre une mesure d'annulation.

M^e PADOA BEY répond que les lettres ministérielles prescrivant l'annulation d'une décision portent ordinairement que « le Ministère regrette de ne pouvoir approuver cette décision ». Or, ce n'est pas le cas pour le vote en question que le Gouvernement n'a pas entendu annuler, puisqu'il en a tout simplement arrêté les effets « provisoirement ».

Vote de la Commission

L'Assemblée décide qu'il suffit de constater au procès verbal que les délais d'annulation prévus à l'art. 19 du décret organique sont expirés et que les décisions de la Commission du 3 juillet 1907 sont devenues exécutoires.

Réorganisation du Conseil du Tanzim.

3° deux lettres des 26 et 28 novembre 1907 informant que le projet suggéré par la Commission municipale portant réorganisation du Conseil du Tanzim, est à l'étude des services intéressés. (Voir Délégation du 3 décembre 1907).

Comptes de 1906.

4° une lettre du 1^{er} décembre 1907 approuvant les comptes de la Municipalité de l'exercice 1906. (Voir Délégation du 3 décembre 1907).

Approbation de crédits.

5° une lettre du 15 décembre 1907 approuvant les différents crédits votés par la Commission dans sa séance du 29 novembre 1907. (Voir Délégation du 17 décembre 1907).

Maisons à bon marché.

6° une lettre du 16 décembre 1907 informant que, eu égard aux raisons exposées par la Municipalité, le Ministère des Finances n'a pas d'objection à satisfaire au désir qu'elle a exprimé de voir remettre à quelques mois la question de la consignation du terrain sis à Moharrem Bey qui avait été destiné à la construction des maisons à bon marché. Ce Département croit devoir faire remarquer que c'est à titre provisoire que le Ministère réserve ce terrain pour le but sus-indiqué ; si le Gouvernement venait à en avoir besoin pour une autre affectation, la Municipalité en serait alors immédiatement informée. (Voir Délégation du 23 décembre 1907).

Démission de M. Ghériani Bey.

Communication est donnée d'une lettre du 19 décembre 1907 de M. ABDEL KADER BEY GHÉRIANI donnant, pour raisons de santé, sa démission de membre de la Commission municipale.

Sur la proposition de S.E. LE PRÉSIDENT, la Commission décide d'adresser à M. Ghériani Bey une lettre lui exprimant tous ses regrets et le remerciant pour la part qu'il a prise aux travaux de la Municipalité.

Virements de crédits.

L'Assemblée approuve divers virements de crédits pour un montant total de L.E. 448 proposés par la Délégation dans ses séances des 22 octobre et 26 novembre 1907, suivant état communiqué préalablement aux Conseillers et reproduit ci-après :

DATES DES DÉCISIONS DE LA DÉLÉGATION	MAJORATION	L.E.	RÉDUCTION	L.E.	DATES DES DÉCISIONS DE LA DÉLÉGATION
	ABATTOIR <i>Dépenses Diverses.</i>		VOIRIE <i>Entretien Pavage.</i>		
22 octobre 1907	Allocation pour As- surance du gros bétail et porcs...	300	Journaliers	300	22 octobre 1907
26 nov. bre »	Eau.....	30			
» » »	Ouvriers provisoires et menus frais...	8	<i>Entretien et répa- rations.</i>		
» » »	Désinfectants	4			
» » »	Charbon et pétrole.	26	Immeubles Munici- paux.....	80	
	SERVIC ^{es} SANITAIRES <i>Dépenses Diverses.</i>		Réserve ordinaire .	68	26 novemb. 1907
» » »	Désinfection et ba- digeonnage.....	80			
		448		448	

Budget de 1908.

La Commission procède à l'examen du projet de budget de 1908, au sujet duquel il est fait mention de l'envoi aux membres du rapport de l'Administrateur accompagnant son projet de budget, des procès verbaux successifs de la Délégation exposant en détail l'étude entreprise par ce Collège et les modifications introduites par lui, ainsi que du rapport ci-après du Comité des Finances lequel a adhéré aux propositions de la Délégation.

Rapport du Comité des Finances sur le Budget de 1908.

Le Comité des Finances s'est réuni le 24 Décembre 1907 à 3 h. p.m. au Palais Municipal pour l'examen du projet de budget de l'exercice 1908.

Etaient présents :

MM. E. BENACHI, *Président.*

H. P. KINGHAM, *Vice-Président.*

A. DE MENASSE, M. SALVAGO et E. STROSS, *Membres.*

S. G. le DR. SCHIESS PACHA, *Vice-Président de la Commission Municipale.*

W. P. CHATAWAY, *Administrateur.*

L. EDKY BEY, *Secrétaire Général.*

Il est fait mention de la communication préalable aux membres, du projet de budget et de la note de l'Administrateur ainsi que des procès-verbaux de la Délégation relatant l'étude entreprise à cet égard, étude au sujet de laquelle l'Administrateur donne verbalement les plus amples détails.

En ce qui concerne les recettes et après examen des divers chefs, le Comité constate qu'il est en accord avec la Délégation sur les propositions et observations que cette partie du budget lui a suggérées.

Les prévisions sont en conséquence adoptées aux chiffres amendés par ce Collège.

Au point de vue des dépenses, le Comité est heureux de voir que la Délégation s'est inspirée de sentiments d'économie qui se sont traduits par des réductions auxquelles le Comité adhère.

Le Comité prend note à cet égard qu'en dehors de la création de postes nouveaux dans le courant de l'exercice 1907 par suite de la réorganisation de divers services, déjà arrêtée par la Commission, il n'est porté dans le budget des dépenses du personnel que de légères modifications commandées strictement pour les besoins de l'administration ou pour faire face à des promotions exceptionnellement méritées.

Pour le surplus, le Comité adhère aux observations et propositions de la Délégation et exprime le vœu en ce qui concerne la Brigade des Pompiers qu'une rétribution soit imposée aux intéressés chaque fois que les services de la brigade sont requis en vue du sauvetage des effets mobiliers et marchandises, dans les cas d'incendie.

L'Administrateur dit que la question est déjà à l'étude de la Délégation, sur rapport du Comité des Pompiers.

Après un échange d'idées, le Comité adopte le chiffre des allocations tel qu'il est proposé par la Délégation, mais il fait ses réserves quant aux établissements qui ne se conforment pas à la décision de la Commission tendant à la communication de leurs comptes.

En conséquence le budget ordinaire est adopté tel que le propose la Délégation, soit en recettes à L.E. 248.450 et en dépenses à L.E. 245.200, plus une réserve de L.E. 3.250.

Passant au projet de budget extraordinaire, le Comité en propose l'adoption.

A ce sujet, il examine la proposition de l'Administrateur relativement à une opération de trésorerie destinée à faire face aux travaux d'assainissement de la Ville et autres grands travaux de première nécessité.

Le Comité estime qu'à la question du compte courant ou de l'emprunt se rattache celle des fonds nécessaires pour le paiement des intérêts et pour le remboursement des avances; à cet égard on ne saurait compter d'une façon certaine sur le produit des terrains appartenant à la Municipalité, leur réalisation immédiate pouvant rencontrer des difficultés.

Il devient donc indispensable de trouver de nouvelles ressources tant pour le service des emprunts futurs que pour les besoins créés par le développement de la Ville, besoins auxquels avec le manque d'élasticité du budget on ne saurait dans l'avenir satisfaire.

Sous réserve de ces observations, le Comité est favorable à la proposition tendant à faire des démarches en vue de se procurer une avance de fonds, pourvu que le chiffre de cette avance soit limité à des travaux d'exécution immédiate, et que, dans l'intervalle, des négociations soient entamées pour élargir les facultés d'emprunt de la Municipalité.

La séance est levée à 6 h. $\frac{1}{2}$ p.m.

M. FENDERL dit que l'étude très mûrie entreprise par la Délégation et par le Comité des Finances dont les comptes-rendus témoignent de l'attention extrême donnée à chaque article du budget en dépenses comme en recettes, dispense la Commission de revenir sur ces détails et ce d'autant plus qu'un esprit d'économie a guidé toutes les décisions dans la mesure qui pouvait se concilier avec les exigences de la Cité.

Il propose de voter purement et simplement le budget.

La Commission partage cette manière de voir, mais elle échange quelques idées au sujet de certains articles du budget.

M. MAHFOUZ BEY fait remarquer que la loi organique municipale exige que le budget soit présenté et voté avant le 15 novembre de chaque année. Il demande que dorénavant des mesures soient prises en vue de satisfaire à cette prescription de la loi.

Relativement aux allocations, M. BENACHI fait observer que, tout en émettant un avis favorable à la subvention proposée en faveur de la Société protectrice de l'enfance, le Comité des Finances avait subordonné son adhésion à la condition expresse que cette œuvre soit contrôlée par la Municipalité. Il demande qu'il en soit pris note au procès verbal.

M. DE MENASCE dit que dans le rapport du même Comité, il a été omis de parler des œuvres qui n'ont pas obtempéré à la décision de la Commission enjoignant la présentation d'un bilan permettant de se rendre compte de leur gestion. Ces œuvres ne peuvent plus participer au budget des allocations et M. de Menasce propose, au lieu d'augmenter par des propositions nouvelles les chiffres de ce budget, de répartir entre les œuvres nouvelles le montant de l'économie résultant de la déchéance que doivent subir, au vœu de la décision de la Commission, les établissements qui n'ont point présenté leur bilan.

Après un échange d'idées et tout en constatant que certains établissements subventionnés n'ont pas présenté leurs comptes, ce qui aurait pu justifier le retrait de leur subvention, la Commission, par bienveillance, veut bien accorder à ces établissements un délai de trois mois pour présenter leur bilan ; jusque-là aucune nouvelle somme ne leur sera remise.

En ce qui concerne les postes de secours d'urgence de nuit, l'Assemblée exprime le désir qu'une publicité plus étendue soit donnée à ces institutions dans le but de les faire mieux connaître par le public.

Enfin, le vœu est émis de voir prendre des mesures pour que à tour de rôle un service de nuit dans les pharmacies soit assuré.

Le budget est en conséquence arrêté en recettes à L.E. 248.450 et en dépenses à L.E. 245.200, avec une réserve de L.E. 3.250.

Le budget extraordinaire est également approuvé.

Ces budgets figurent en annexe au présent procès verbal.

Opération de trésorerie.

Un échange préliminaire de vues a lieu ensuite sur la question d'une opération de trésorerie proposée par l'Administrateur à l'effet de faire face aux travaux extraordinaires et de première nécessité que comporte l'assainissement de la Ville et autres besoins.

Etant donnée l'importance de la question et vu l'heure tardive, la

Commission en ajourne l'examen à quinzaine et charge l'Administrateur, en attendant, de s'aboucher avec les autorités gouvernementales en vue de connaître leurs dispositions à cet égard et de rechercher les moyens financiers à employer pour poursuivre le programme des travaux dont s'agit.

La séance est levée à 7 h. $\frac{1}{4}$ p. m.

Le Secrétaire Général,

I. SEDKY.

Le Président,

SCHIESS.

=====

BUDGET POUR L'EXERCICE 1908

ARRÊTÉ

PAR LA COMMISSION MUNICIPALE

LE 28 DÉCEMBRE 1907

RECETTES

	1907		1908	
	L.E.	L.E.	L.E.	L.E.
Taxe sur les exportations et importations :				
Demi pour mille sur les exportations.....	10,500		13,000	
Demi pour mille sur les importations.....	8,500		9,000	
Taxe de 1/8 de millièrne par Klg. sur l'importation des tombacs, tabacs et cigares	1,000	20,000	1,000	23,000
Produit de la taxe sur les voitures, bêtes de somme et les Tramways :				
Véhicules.....	6,860		6,860	
Animaux.....	6,915		6,915	
	13,775		13,775	
Redevance des Tramways.....	2,025		2,025	
» » » pour l'entretien des routes....	2,500	18,300	2,500	18,300
Montant de l'impôt sur la propriété bâtie, payé par les propriétaires	72,800		80,400	
1 % additionnel revenant à la Ville.....	8,700	81,500	9,600	90,000
Produit de la taxe du 2 % perçue des locataires en vertu de la loi organique du 5 janvier 1890...		20,000		21,000
Produits des Recettes de l'Abattoir :				
Bœufs..... 46 500 à 100 Kilg. 4,650,000 à 4 m ₇ m...	15,800		18,600	
Veaux..... 5,000 » 35 » 175 000 » » ..	602		700	
Buffles.. 2,500 » 200 » 500,000 » » ..	1,920		2,000	
Moutons 140 000 » 20 » 2,800,000 » » ..	10,400		11,200	
Porcs..... 2,000 » 40 » 80,000 » » ..	256		320	
Chameaux... 25 » 200 » 5,000 » » ..	20		20	
Recettes diverses.....	70		80	
Taxe de nettoyage.....	860		900	
Droits de triperie.....	2,072	32,000	2,180	36,000
Droits d'exploitation des carrières :				
Pierres .				
Chaux..		15,500		12,000
Sable...				
<i>A reporter...</i>		187,300		200,300

D É P E N S E S

	1907		1908	
	L.E.	L.E.	L.E.	L.E.
Personnel :				
Traitements de l'Administrateur.....	1.500		1.500	
Fonctionnaires non classés.....	5.580		6.180	
Ingénieur Conseil.....	480		480	
Personnel classé.....	41.676	49.236	48.402	56.562
	<hr/>		<hr/>	
Administration Centrale :				
SERVICES ADMINISTRATIF ET DE LA COMPTABILITÉ GÉNÉRALE :				
Agents hors cadre.....	498		666	
Dépenses diverses.....	2.022	2.520	3.747	4.413
	<hr/>		<hr/>	
SERVICES DES RECETTES :				
Agents hors cadre.....	1.086		1.140	
Dépenses diverses.....	2.230	3.316	2.278	3.418
	<hr/>		<hr/>	
SERVICE DE L'INSPECTION DOMANIALE DE LA VILLE :				
Agents hors cadre.....	—		96	
Dépenses diverses.....	—	—	55	151
	<hr/>		<hr/>	
Services Techniques :				
(SERVICE CENTRAL)				
Agents hors cadre.....	1.344		1.494	
Dépenses diverses.....	1.360		1.384	
	<hr/>		<hr/>	
	2.704		2.878	
Entretien du pavage.....	16.150		16.550	
» des routes macadamisées.....	9.300		13.540	
Transformation de vieux matériaux.....	2.300		2.400	
Entretien des ponts.....	375		375	
Réfection des égouts.....	500		500	
Eclairage public.....	23.640		24.600	
Construction et réparation des trottoirs.....	4.100		4.100	
Entretien et réparation des bâtiments municipaux.....	500		500	
» des routes asphaltées.....	—		400	
» ouvrages quais.....	—		1.000	
Poids et mesures.....	—	59.569	100	66.943
	<hr/>		<hr/>	
NETTOIEMENT :				
Agents hors cadre.....	456		519	
Dépenses diverses.....	19.310		20.380	
Arrosage.....	4.223		5.005	
Balayage.....	12.490		13.061	
Augmentation conditionnelle des salaires des ouvriers...	3.125		3.267	
Arrosage route Montazah et ébouage.....	450		450	
Enlèvement et désinfection des algues marines.....	200		200	
	<hr/>		<hr/>	
<i>A reporter.....</i>	40.254	114.641	42.882	131.487

RECETTES *(suite)*.

		1907		1908	
		L.E.	L.E.	L.E.	L.E.
<i>Report</i>			187.300		200.300
Droits de Voirie :					
Droits d'instruction pour permis d'occupation, construction, etc...	1.350		1.350	
Droits de construction et de réparation.....		300		300	
Droits d'occupation de la voie publique.....		6.350		8.000	
Droits de Roksas		200	8.200	200	9.850
Recettes diverses :					
Recettes sanitaires.....		1.700		1.368	
Location des jardins.....		276		608	
Location des terrains.....		1.104		2.642	
Vente de pierres		320		320	
Vente d'immondices		300		300	
Latrines et urinoirs				1.000	
Vente de bois et de fruits provenant du Service des Parcs et Plantations.....		1.200		250	
Autres produits du Budget.....				262	
Allocation du commerce d'exportation <i>(pour mémoire)</i> ...		150		150	
Rétribution des agents des pompiers par les Théâtres de la Ville.....		150	5.200	300	7.200
Participation payée par les propriétaires :					
Pour l'asphaltage des trottoirs			2.100		2.100
Retenue sur les traitements du personnel classé pour le fonds de prévoyance					
			1.700		2.000
Location des immeubles libres de l'État..					
			3.000		3.000
Subvention de l'État pour le Service de l'Emprunt Municipal.....					
			10.000		10.000
Crédit transféré du Gouvernement pour les Services Sanitaires.....					
			2.000		2.000
Intérêts sur les fonds disponibles et sur le produit de la vente des terrains du Quai.....					
			7.000		12.000
		L.E.	226.500	L.E.	248.450

DÉPENSES (suite).

	1907		1908	
	L.E.	L.E.	L.E.	L.E.
<i>Report.....</i>	40.254	114.641	42.882	131.487
Entretien et réparation des latrines et urinoirs	829		1.151	
Enlèvement et destruction des immondices provenant des maisons infectées de maladies conta- gieuses.....	300		300	
Curage et lavage des égouts.....	4.180		4.800	
Transport des matériaux pour l'entretien des routes ...	2.300	47.863	1.800	50.933
PARCS ET PLANTATIONS :				
Agents hors cadre	354		534	
Journaliers.....	3.296		3.692	
Dépenses diverses	2.328		3.149	
Augmentation conditionnelle des salaires des conduc- teurs à raison d'une P.T. par jour.....	52	6.030	52	7.427
Services Sanitaires :				
Agents hors cadre.....	888		1 074	
Dépenses diverses.....	3.422	4.310	3.421	4.495
ABATTOIR :				
Agents hors cadre	717		862	
Dépenses diverses	1.203	1.920	1.635	2.497
SERVICE VÉTÉRINAIRE :				
Agents hors cadre	366		423	
Dépenses diverses.....	956	1.322	1.054	1.477
Musée et Bibliothèque :				
Allocation au Conservateur des médailles	144			
Agents hors cadre	711		771	
Dépenses diverses.....	706	1.561	806	1.577
Pompiers :				
Allocations au personnel.....	3.867		4.740	
Dépenses diverses	1.725	5.592	1.665	6.405
Allocations :				
Etablissements de bienfaisance et distribution d'eau gratuite.....	6.781		7.856	
Théâtres et sociétés artistiques.....	1.150		1.850	
Société d'Horticulture, Sporting et Sailing Clubs.....	200	8.131	200	9.706
Fonds pour différentes allocations légères à titre de secours aux familles d'employés dé- cédés et autres				
		1.000		1.000
Emploi de l'allocation et des retenues du fonds de prévoyance :				
Allocation de la Municipalité.....	1.700		2.000	
Versements du personnel classé.....	1.700	3.400	2.000	4.000
Service de l'Emprunt de L.E. 500.000 (Intérêts, amor- tissement et commission).....				
		22.750		22.750
Frais Judiciaires : montant présumé.....		300		300
Police Municipale.....		966		1.146
Réserve ordinaire.....		6.714		3.250
	L.E.	226.500	L.E.	248.450

MUNICIPALITÉ D'ALEXANDRIE

DÉVELOPPEMENT DES DÉPENSES POUR L'EXERCICE 1908

1908	1907	CHAPITRE I ^{er} — Personnel.		1907	1908
—	—			L.E.	L.E.
		ART. I. — <i>Traitement de l'Administrateur.</i>			
1	1	Administrateur.....		1.500	1.500
==	==				
		ART. II. — <i>Fonctionnaires non classés.</i>			
1	1	Secrétaire général, Chef du Service administratif et du Contentieux.....	800		800
1	1	Ingénieur en chef, Directeur des Services Tech.	1.000		1.000
1	1	Directeur des Services Sanitaires.....	840		960
1	1	Directeur du Services des Recettes.....	720		720
—	1	Sous-directeur des Services Techniques.....	540		—
1	1	Directeur de l'Abattoir.....	600		600
1	1	Conservateur du Musée.....	540		540
1	1	Directeur du Service de la Comptabilité Générale.	540		540
1	—	Sous-inspecteur Sanitaire.....	—		540
1	—	Médecin bactériologue.....	—	5.580	480 6.180
9	8				
==	==				
1	1	Ingénieur Conseil Dietrich Bey.....		480	480
==	==				
		ART. III. — <i>Personnel classé.</i>			
7	7	Employés du cadre supérieur de 420 à 480.....	3.150		3.150
6	6	» » » de 336 à 384.....	2.160		2.160
3	4	» » » de 264 à 312.....	1.152		864
17	17	» » » de 192 à 240.....	3.672		3.672
51	32	» » inférieur de 144 à 168.....	4.992		7.956
73	70	» » » de 96 à 120.....	7.560		7.884
184	168	» » » de 60 à 84.....	12.096		13.248
		Ingénieurs.			
2	1	Ingénieur de 1 ^{re} Classe.... de 420 à 480.....	450		900
3	1	» II ^{me} » de 336 à 384.....	360		1.080
9	2	» III ^{me} » de 264 à 312.....	576		2.592
—	6	» IV ^{me} » de 192 à 240.....	1.296		—
9	8	» V ^{me} » de 144 à 168.....	1.248		1.404
		Médecins et Vétérinaires.			
3	3	Médecins de 1 ^{re} Classe.... de 264 à 312.....	864		864
10	9	» II ^{me} » de 192 à 240.....	1.944		2.160
3	1	» III ^{me} » de 144 à 168.....	156	41.676	468 48.402
==	==				
380	335		L.E.	49.236	L.E. 56.562
==	==				

CHAPITRE II. — Administration Centrale.

1908	1907		1907	1908
—	—		—	—
			L.E.	L.E.
			L.E.	L.E.
SERVICES ADMINISTRATIFS ET COMPTABILITÉ GÉNÉRALE				
ART. I.				
17	13	<i>Agents hors cadre</i>	498	666
ART. II. — <i>Dépenses diverses.</i>				
		Eclairage du palais.....	200	300
		Fournitures de bureau.....	227	315
		Frais d'impression.....	465	465
		» de publication.....	345	395
		Eau pour le local et le jardin.....	200	200
		Abonnement aux téléphones.....	55	70
		Uniformes.....	70	85
		Frais de transport et de déplacement.....	90	—
		Frais divers.....	250	272
		Assurances.....	20	145
		Allocation au personnel du bureau électoral.....	100	100
		Affranchissement postal.....	— 2.022	200 2.547
ART. III.				
		<i>Frais généraux de courses, de transport et de dé-</i> <i>placement</i>	—	1.200
			L.E. 2.520	L.E. 4.413
SERVICE DES RECETTES				
ART. I.				
31	31	<i>Agents hors cadre</i>	1.086	1.140
ART. II. — <i>Dépenses diverses.</i>				
		Frais d'impression.....	382	420
		Fournitures de bureau.....	188	225
		Frais de déplacement.....	350	—
		Uniformes.....	490	505
		Gratification aux Cheiks-el-Hara.....	120	120
		Frais divers.....	150	90
		Téléphones.....	—	38
		Confection et pose de plaques pour charrettes, bi- cyclettes, nouvelles maisons et dépenses diver- ses pour l'occupation de la voie publique.....	200	200
		Gratification à raison de 2 ^m /m par quittance aux percepteurs.....	300	330
		Loyers des bureaux des quartiers.....	50	50
		Dépense présumée pour le travail préparatoire du recensement général de la propriété bâtie...	— 2.230	300 2.278
			L.E. 3.316	L.E. 3.418

1908 1907
— —

1907 1908
— —
L. E. L. E. L. E. L. E.

SERVICE DE L'INSPECTION DOMANIALE
DE LA VILLE

ART. I.

2	—	Agents hors cadre.....	—	96
---	---	------------------------	---	----

ART. II. — Dépenses diverses.

Fournitures de bureau.....	—		45	
Frais de déplacement.....	—		—	
Uniformes.....	—	—	10	55
	L.E.	—	L.E.	151

CHAPITRE III. — Services Techniques.

SERVICE CENTRAL

ART. I.

40	31	Agents hors cadre.....	1.344	1.494
----	----	------------------------	-------	-------

ART. II. — Dépenses diverses.

Frais divers	160	}	123	
Téléphones.....		}	32	
Frais de déplacement	360		—	
Fournitures de Bureau.....	299		444	
Frais d'impression.....	146		200	
Uniformes	205		295	
Loyers des Bureaux des quartiers.....	50		50	
Gratifications aux Cheïks-el-Hara.....	140		140	
Réparation d'instruments.....	—	1.360	100	1.384

ART. III. — Entretien du pavage.

Journaliers.....	8.100		8.100	
Achat de dalles (13.000 m²).....	6.200		6.500	
» de regards d'égout	300		300	
Fourniture de sable	350		350	
Réparation et renouvellement d'outillage.....	700		800	
Achats divers.....	500	16.150	500	16.550

A reporter.....	18.854		19.428	
-----------------	--------	--	--------	--

	1907		1908	
	L. F.	L. E.	L. E.	L. E.
<i>Report</i>		18.854		19.428
ART. IV. — <i>Entretien des routes macadamisées.</i>				
Mécaniciens	550		550	
Chauffeurs.....			350	
Journaliers	1.200		2.000	
Cantonniers et aides-cantonniers.....	3.000		3.000	
Achat de pierre du Mex (4.000 m ²).....	900		1.400	
Charbon et articles de chauffage.....			500	
Entretien de rouleaux	1.000		300	
Outillage et articles pour rouleaux.....			300	
Frais divers.....			100	
Caillasse (6.000 m ³).....	1.350		3.240	
Transport de caillasse et achat de tina	500		1.000	
Goudronnage.....	800	9.300	800	13.540
ART. V. — <i>Transformation de vieux matériaux.</i>				
Equarrissage de dalles.....	1.000		1.000	
Cassage de caillasse	300		400	
Ouvriers réformés occupés à l'équarrissage de pierres au dépôt.....	1.000	2.300	1.000	2.400
ART. VI. — <i>Entretien des Ponts et leur éclairage.</i>				
Contribution de la Municipalité.....		375		375
ART. VII. — <i>Réfection et réparation d'égouts.</i>				
Réfection et réparation.....		500		500
ART. VIII. — <i>Eclairage.</i>				
Eclairage au gaz en Ville et à Ramleh de 4.900 à 5.100 lanternes.....	23.000		24.000	
Eclairage électrique en Ville et à Ramleh de 128 lampes	550		500	
Dépenses du Laboratoire du gaz.....	90	23.640	100	24.600
<i>A reporter</i>		54.969		60.843

	1907		1908	
	L. E.	L. E.	L. E.	L. E.
<i>Report</i>		54.969		60.843
ART. IX.—Construction et réparation des Trottoirs.				
Asphaltage de m ² 10.000 de trottoirs.....	1.600		1.600	
Salaires des ouvriers pour enlèvement et redres- sment des bordures, etc., etc.....	400		400	
Valeur de m. lin. 6.000 de bordure	1.100		1.100	
» de regards	100		100	
» de gargouilles	400		400	
Confection de pourtours d'arbres	500	4.100	500	4.100
ART. X.				
<i>Entretien et réparation des immeubles municipaux.</i>		500		500
ART. XI.-- Entretien des routes asphaltées.				
Montant présumé		--		400
ART. XII. — Entretien des ouvrages des quais.				
Montant présumé.....		—		1.000
ART. XIII. — Poids et mesures.				
Dépenses diverses.....		—		100
	L. E.	59.569	L. E.	66.943

1908 1907
-- --

NETTOIEMENT.

ART. I.

10	11	<i>Agents hors cadre</i>	456	519
ART. II. — Dépenses diverses.				
		Uniformes.....	310	395
		Uniformes pour les balayeurs.....	400	400
		Frais divers	200	139
		Téléphones.....		26
		Entretien de voitures, bicyclettes et automobile..	300	422
		Frais d'impression.....	60	75
		Fournitures de bureau.....	40	63
		Fourrages	9.000	9.460
		Matériel et réparations.....	2.500	2.900
		Remonte	1.000	1.000
		Eau.....	5.500	19.310
		<i>A reporter</i>	19.766	20.899

		1907		1908	
		L.E.	L.E.	L.E.	L.E.
Report.....		19.766		20.899	
1908	1907				
—	—				
ART. III.					
69	69	Agents hors cadre du balayage et arrosage.....		2.958 3.082	
—	—				
ART. IV. — Arrosage.					
Agents hors cadre (moitié de la somme ci-dessus).		1.479		1.541	
Journaliers :					
132	120	Conducteurs d'arrosage.....		2.190 2.555	
24	12	Ouvriers pour les pompes.....		150 350	
1	1	Mécanicien de la pompe à Ras-el-Tin.....		42 42	
20	15	Saïs.....		300 452	
3	3	Gafirs.....		62 65	
—	—			4.223 5.005	
180	151				
ART. V. — Balayage.					
Agents hors cadre (moitié de la somme ci-dessus).		1.479		1.541	
Journaliers :					
460	460	Balayeurs.....		6.716 6.716	
140	130	Conducteurs.....		2.373 2.675	
8	8	Porteurs d'eau (Sakhas).....		144 150	
19	15	Saïs.....		300 396	
3	3	Gafirs.....		62 65	
3	2	Conducteurs de fourrage.....		48 72	
18	18	» de balayeuses mécaniques.....		460 460	
30	30	Ouvriers pour le lavage de nuit.....		548 548	
20	20	» pour l'enfouissement des immondices..		360 438	
—	—			12.490 13.061	
702	686				
ART. VI.					
895	856	Augmentation conditionnelle des salaires des ou-			
—	—	vriers à raison d'une P.T. par jour.....		3.125 3.267	
ART. VII. — Entretien de la route de Montazah					
et ébouage de la ville.					
Arrosage et balayage de la route de Montazah....		150		150	
Ebouage.....		300		450 300 450	
ART. VIII. — Algues marines.					
Enlèvement et désinfection.....				200 200	
ART. IX. — Entretien des Latrines et Urinoirs.					
14	6	Gardiens		210 504	
14	14	Journaliers.....		416 416	
Désinfectants		65		93	
Réparations et peintures.....		138		829 138 1.151	
—	—				
28	20				
ART. X.					
Enlèvement et destruction des immondices prove-					
nant des maisons infectées de maladies					
contagieuses.....				300 300	
A reporter.....		41.383		44.333	

		1907		1908	
		L.E.	L.E.	L.E.	L.E.
		Report.....		41.383	44.333
1908	1907				
—	—	ART. XI. — <i>Curage et lavage des égouts.</i>			
43	34	Journaliers.....	1.200	1.500	
		Eau pour lavage... ..	500	500	
44	40	Enlèvement des matières.....	1.600	1.755	
		Dépenses diverses.....	500	500	
		Désinfection des puisards.....	200	200	
12	6	Puisatiers.....	180	4.180	345
99	80				4.800
ART. XII.					
<i>Transport des matériaux pour l'entretien des routes.</i>					
		Conducteurs de tombereaux.....	1.280	1.526	
		Frais pour le service de transport de matériaux...	800	—	
		Augmentation conditionnelle des salaires des conducteurs à raison de P.T. 1 par jour	220	2.300	274
			L.E.	47.863	L.E.
					50.933

PARCS ET PLANTATIONS

ART. I.

12	8	<i>Agents hors cadre</i>		354	534
----	---	--------------------------------	--	-----	-----

ART. II. — *Journaliers.*

140	120	Ouvriers.....	2.628		3.060
12	14	Gardiens des squares.....	310		262
14	14	Conducteurs.....	310		310
2	2	Saïs.....	48	3.296	60 3.692
169	150				

ART. III. — *Dépenses diverses.*

		Achat de matériel, réparations et frais divers pour les plantations.....	490		410
		Achat de matériel, réparations et frais divers pour les pépinières.....	210		328
		Achat de matériel, réparations et frais divers pour les jardins et squares.....	750		870
		Eau pour l'arrosage.....	620		1.220
		Achat de plantes pour les squares et jardins.....	200		200
		Frais d'impression.....	28		34
		Fournitures de bureau.....	30		27
		Uniformes.....	—		60
		Frais de transport et de déplacement.....	—	2.328	— 3.149

ART. IV.

		<i>Augmentation conditionnelle des salaires des conducteurs à raison d'une P.T. par jour....</i>		52	52
			L.E.	6.030	L.E. 7.427

1908 1907
— —

1907 1908
—
L.E. L.E. L.E. L.E.

CHAPITRE IV. — Services Sanitaires.

SERVICE MÉDICAL ET BUREAUX SANITAIRES.

ART. I.

32	30	<i>Agents hors cadre</i>	888	1.074
----	----	--------------------------------	-----	-------

ART. II. — Dépenses diverses.

Loyers des bureaux des quartiers.....	300		400	
Eau pour divers services.....	30		30	
Frais de courses.....	400		—	
Fournitures de bureau.....	112		117	
Frais d'impression.....	114		150	
Frais divers.....	100		100	
Médicaments, désinfectants et autre matériel.....	50		50	
Uniformes.....	190		250	
Frais de vaccination.....	100		400	
Service du laboratoire.....	200		250	
» de la désinfection, du badigeonnage et des voitures d'ambulance.....	800		900	
Téléphones.....	116		114	
Polyclinique gratuite.....	150		150	
Empoisonnement des rats.....	200		200	
Gratification aux Cheiks el Hara.....	160		160	
Fermeture de puits contaminés.....	300		150	
Primes pour déclaration des maladies infectieuses	100	3.422	—	3.421
	L.E.	4.310	L.E.	4.495

ABATTOIR.

ART. I.

22	20	<i>Agents hors cadre</i>	717	862
----	----	--------------------------------	-----	-----

ART. II. — Dépenses diverses.

Charbon et pétrole.....	180		336	
Eau.....	240		340	
Frais d'impression.....	88		105	
Fournitures de bureau.....	45		40	
Ouvriers provisoires et menus frais.....	300	}	382	
Téléphones.....			12	
Frais de déplacement.....	100		—	
Uniformes.....	50		40	
Allocation pour assurance du gros bétail et des porcs.....	140		250	
Désinfectants pour les peaux étrangères et les salles d'abatage, etc.....	60	1.203	130	1.635
	L.E.	1.920	L.E.	2.497

		1907		1908	
		L.E.	L.E.	L.E.	L.E.
1908	1907	SERVICE VÉTÉRINAIRE.			
—	—				
ART. I.					
15	12	<i>Agents hors cadre</i>	366		423
==	==				
ART. II. — Dépenses diverses					
Achat de désinfectants, poisons, malléine, tuberculine, sérum, seringues, etc.....		100		118	
Frais divers, réparations, primes, éclairage, fourrages, etc.....		280	}	310	
Téléphones.....				10	
Indemnités aux propriétaires d'animaux abattus comme morveux.....		500		500	
Eau.....		24		40	
Fournitures de bureau.....		10		9	
Frais d'impression.....		22		22	
Uniformes.....		20		45	
Frais de déplacement.....		—	956	—	1.054
		L.E.	1.322	L.E.	1.477
		==	==	==	==
CHAPITRE V. — Musée et Bibliothèque.					
<i>Allocation au Conservateur des médailles</i>			144		—
ART. I.					
19	18	<i>Agents hors cadre du Musée</i>	639	687	
2	2	» » <i>de la Bibliothèque</i>	72	84	771
==	==				
21	20				
==	==				
ART. II. — Dépenses diverses du Musée.					
Allocation au secrétaire du Musée.....		36		—	
Mobilier.....		60		60	
Bibliothèque.....		60		60	
Achat et transport d'antiquités.....		120		200	
Fournitures de bureau.....		}		14	
Frais d'impression				10	
Reliure de livres.....			60	15	
Téléphone.....				8	
Frais de déplacement, menus frais.....				15	
Uniformes.....		50	386	70	452
ART. III. — Dépenses diverses de la Bibliothèque.					
Achat et reliure de livres.....		280		300	
Frais de déplacement et menus frais.....		30	}	35	
Fourniture de bureau et imprimés.....				9	
Unitormes.....		10	320	10	354
		L.E.	1.561	L.E.	1.577

1908	1907	CHAPITRE VI. — Pompiers.		1907		1908	
				L.E.	L.E.	L.E.	L.E.
ART. I. — <i>Allocations au personnel.</i>							
1	1	Officier, chef du Service.....		240		240	
1	1	Surintendant.....		144		144	
1	1	Officier du magasin.....		120		72	
1	1	Commis.....		120		120	
1	1	Chef mécanicien.....		144		192	
—	1	Inspecteur des théâtres à L.E. 36.....		36	804	—	768
1	1	Aide surintendant.....		96		96	
6	6	Chefs de poste (1 à L.E. 120, 1 à L.E. 48 et 4 à 45)...		228		348	
8	8	Sous-chefs de poste à L.E. 42.....		240		336	
3	3	Chauffeurs, 1 de 1 ^{re} classe à L.E. 96, 1 de 2 ^{me} à L.E. 72 et 1 de 3 ^{me} à L.E. 60.....		204		228	
6	6	Aides-Chauffeurs (4 à L.E. 42 et 2 à L.E. 33).....		168		234	
20	30	Pompiers de 1 ^{re} classe à L.E. 33.....		720		660	
57	67	» de 2 ^{me} » à L.E. 30.....		1.407		1.710	
20	—	» de 3 ^{me} » à L.E. 18.....		—	3.063	360	3.972
126	127				3.867		4.740

ART. II. — *Dépenses diverses.*

Habillements et équipements.....	450		400	
Fourrages et frais d'écurie.....	325		325	
Achat de tuyaux et réparation de tuyaux et pompes	200		200	
Frais divers.....	300		240	
Remonte.....	300		200	
Rétribution des Agents des Pompiers par les Théâtres de la Ville.....	150	1.725	300	1.665
	L.E.	5.592	L.E.	6.405

CHAPITRE VII. — **Allocations.**

ART. I. — *Etablissements de bienfaisance.*

Sœurs de Charité.....	385		385	
Hôpital Européen.....	154		154	
Sœurs de la Miséricorde.....	85		85	
» Franciscaines.....	73		73	
Hôpital des Diaconesses.....	150		150	
Hôpital de la Communauté Grecque.....	150		150	
École » » ».....	100		100	
Victoria House.....	24		24	
Œuvre des enfants abandonnés.....	150		150	
Institut des arts et métiers des Pères Salésiens....	100		100	
École des arts et métiers des Frères des écoles Chrétiennes.....	50		50	
Société de charité de Saint Vincent de Paul.....	50		50	
Asile des vieillards Saint Charles Boromée.....	100		100	
Orphelinat des Sœurs de Saint Vincent de Paul...	55		55	
Œuvres de bienfaisance Cophtes-Catholiques.....	30		30	
» » » Orthodoxes.....	60		60	
» » Maronites.....	50		50	
» » Grecques-Ort. Syriennes..	50		50	
» » Grecques-Catholiques.....	50		50	
» » Grecques-Arméniennes ...	75		75	
» » Arméniennes-Catholiques.	50		50	
A reporter.....	1.991		1.991	

	1907		1908	
	L.E.	L.E.	L.E.	
<i>Report</i>	1.991		1.991	
Société Philoptochos.....	100		100	
Asile Franz Joseph.....	50		50	
Société Maltaise de Bienfaisance.....	60		90	
Pio Ricovero Maternità.....	100		100	
Institut des Aveugles.	40		40	
Ecole de la Société de Bienfaisance musulmane...	50		50	
Société de Bienfaisance musulmane Erwa-el-Woska	1.000		1 000	
Société de Bienfaisance des portefaix de la douane	300		300	
Hôpital Israélite.....	50		50	
» Indigène (Secours aux Indigents).....	50		50	
Institution Rudolph.....	100		100	
Œuvre des Dames protestantes.....	50		50	
Société protectrice des animaux.....	50		50	
Orphelinat Abbas.....	200		200	
Ligue Egyptienne contre la tuberculose.....	250		250	
Société Israélite de la Bouchée de Pain.....	50		50	
Université Populaire.....	150		150	
Petites Sœurs des Pauvres.....	40		40	
Société Italienne de Bienfaisance pour l'œuvre des vieillards.....	50		50	
Société des employés.....	25		25	
Conservatoire populaire de musique.....	150		150	
Petit Asile.....	50		50	
Traite des blanches.....	50		50	
Asile Enfantin Israélite.....	75		75	
Société des Arts et métiers « Salvagios ».....	250		250	
» » » « Mohamed Aly ».....	500		500	
» de Secours d'urgence.....	50		50	
Ecole de la mission américaine.....	50		50	
Home International.....	50		50	
Religieuses de N. D. de la Délivrande.....	—		25	
Société de Bienfaisance Syrienne-Catholique.....	—		20	
Œuvre de Protection de l'Enfance.....	—		1.000	
	5.981		7.056	
Distribution d'eau gratuite aux indigents.....	800	6.781	800	7.856
ART. II. — <i>Théâtres, etc.</i>				
Société artistique d'Alexandrie.....	1.000		1.000	
Orchestre de l'école Mohamed Aly.....	100		100	
Société Philharmonique Hellène.....	50		60	
Société d'horticulture.....	25		25	
Sporting Club, prix de la ville.....	100		100	
Khedivial Yacht Club.....	75		75	
Musique de la Police.....	—		300	
Nouveau Théâtre Alhambra.....	—		150	
Musique de la Société Italienne de Secours Mutuels	—		20	
Société Philharmonique Maltaise “ La Valetta ”.....	—	1.350	20	1.850
	L.E.	8.131	L.E.	9.706
CHAPITRE VIII. — Secours.				
Fonds pour différentes allocations légères à titre de secours aux familles d'employés décé- dés et autres.....		1.000		1.000

	1907		1908	
	—		—	
	L. R.	L. R.	L. R.	L. R.
CHAPITRE IX. — Fonds de prévoyance du personnel classé.				
Allocation de la Municipalité 5 % sur les traite- ments.....	1.700		2.000	
Versements du personnel.....	<u>1.700</u>	<u>3.400</u>	<u>2.000</u>	<u>4.000</u>
CHAPITRE X. — Service de l'Emprunt.				
Intérêts, commission et amortissement.....		<u>22.750</u>		<u>22.750</u>
CHAPITRE XI. — Frais Judiciaires.				
Montant présumé.....		<u>300</u>		<u>300</u>
CHAPITRE XII. — Police Municipale.				
30 Agents.....	810		990	
Frais divers et uniformes.....	<u>156</u>	<u>966</u>	<u>156</u>	<u>1.146</u>
CHAPITRE XIII. — Réserve Ordinaire.				
Réserve pour imprévus.....		<u>6.714</u>		<u>3.250</u>

BUDGET EXTRAORDINAIRE

Recettes :	1907		1908	
	L.E.	L.E.	L.E.	L.E.
Produit de la vente des terrains du quai et des collines de Hadra.....		13.658		22.335
Moitié du produit de la vente des Biens Libres de l'Etat..		pour mémoire		
Vente des excédents du Tanzim.....		»		
Vente d'autres terrains appartenant à la Ville.....		»		
Recettes diverses du Budget Extraordinaire.....		»		
Reliquat de l'exercice 1907.....		»		
Dépenses :				
SERVICE DU DRAINAGE DE LA VILLE.				
Personnel.				
1 Ingénieur			420	
4 »			1.200	
6 Chaineurs.....			216	1.836
Dépenses diverses.				
Frais de déplacement.....			100	
Uniformes.....			30	130
				1.966
ACHAT DE CAILLASSE POUR CONFECTION DE NOUVELLES ROUTES.				
Valeur de 6.000 m³ de caillasse.....	5.130		3.240	
Transport	500	5.630	400	3.640
SERVICE MÉDICAL DE NUIT.				
Personnel.				
6 Médecins.....			864	
3 Infirmiers.....			144	
4 Chaouiches.....			120	1.128
Dépenses diverses.				
Loyers			72	
Dépenses diverses (médicaments, ustensiles et courses)...			184	
Téléphones.....			16	272
				1.400
EXPROPRIATIONS.....				15.329
CONFECTION DE NOUVELLES ROUTES.....	pour mémoire			
NOUVELLES CANALISATIONS.....	»			